



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 23 AOÛT 1947

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, AUGUST 23rd, 1947

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
17227 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
17227 — 1-52

Lettres patentes

A. Barrette & Cie Ltée
A. Barrette & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du neuf juillet 1947, constituant en corporation: Samuel Thibault, industriel, Armand Barrette, commerçant, tous deux de Mont-Laurier, district de Labelle, et Anne-Marie Lajeunesse, sténographe, fille majeure, des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme mandants, agents, marchands à commission, importateurs, exportateurs, manufacturiers, fabricants, marchands en gros et en détail de ferronnerie, quincaillerie, machinerie, outils et outillage de toutes descriptions et de toutes sortes; moteurs, engins, pièces et accessoires d'automobile, armes à feu, fixtures et appareils électriques, articles sportifs et athlétiques de toutes natures et de toutes descriptions;

Letters Patent

A. Barrette & Cie Ltée
A. Barrette & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of July, 1947, incorporating: Samuel Thibault, manufacturer, Armand Barrette, dealer, both of Mont-Laurier, district of Labelle, and Anne-Marie Lajeunesse, stenographer, spinster, of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as principals, agents, commission merchants, importers, exporters, manufacturers and makers of, and wholesale and retail dealers in ironware, hardware, machinery, tools and equipment of every description and kind; motors, engines, automobile parts and accessories, fire-arms, electric appliances and fixtures, sporting and athletic goods of every kind and description; hunting and fishing gear; all

accessoires de pêche et de chasse; de toutes espèces de verres, verreries, vitres et vitreries, argenterie et articles de chrome et de cuivre, faïence, porcelaine, bibelots, poterie, vaisselle, ustensiles de cuisine, d'objets culinaires ou domestiques de quelque nature ou description qu'ils soient; laveuses électriques ou autres; réfrigérateurs électriques ou autres; glacières, radios, balayeuses électriques ou autres; papiers, peintures, tenture; poêles, fournaies, appareils et accessoires de plomberie et sanitaires; tous genres de système de chauffage; peintures, colorants, vernis, huiles, teintures, colle, shellac, laque, émaux et toutes sortes d'ingrédients et matériaux s'y rapportant ou servant à leur préparation; accessoire et outillage pour la peinture; matériaux pour artistes et artisans; ciment, plâtre, chaux, gravier, goudron, composés chimiques, explosifs et produits de même nature; de clôtures en fer et en bois; d'articles de ferme; de fertilisants, sous le nom de "A. Barrette & Cie Ltée — A. Barrette & Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune, et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Laurier, district de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Albert Marier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1947, constituant en corporation: Albert Marier, agent, Dame Aline Dufour Marier, épouse contractuellement séparée de biens dudit Albert Marier, et Georges Pelletier, avocat, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Acheter, importer, manufacturer, échanger, louer, vendre et exporter des articles ou objets de piété, des articles de bijouterie en général, des radios, des sacoches et bibelots de toutes sortes, des crayons, des plumes et toutes autres marchandises dont la compagnie croira avoir besoin pour son commerce, sous le nom de "Albert Marier Ltée", avec un capital de \$50,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5½, Place Royale, Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Allard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-sept juin 1947, constituant en corporation: Raymond Allard, gérant, Dame Jeanne L. Allard, marchande, veuve, et Charles-Eugène Frenette, comptable, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands, trafiquants, agents, entrepreneurs en construction, exportateurs et importateurs de marchandises

types of glass, glassware, window panes and plate glass, silverware and chrome and copper goods, chinaware, crockery, novelties, pottery, dishes, kitchen utensils, cooking or domestic utensils of every kind and description; electric or other refrigerators; ice-boxes, radios, electric or other sweepers; paper, wall-paper; stoves, furnaces, plumbing and sanitary accessories and supplies; all types of heating systems; paints, colourings, varnish, oil, dyes, glue, shellac lacquer, enamels and all kinds of ingredients and matter connected therewith or used in their preparation; painting accessories and equipment; artists, and artisans' materials; cement, plaster, lime, gravel, tar, chemical compounds, explosives and products of a like nature; iron and wooden fences; farm implements; fertilizers, under the name of "A. Barrette & Cie Ltée — A. Barrette & Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each, and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Mont-Laurier, district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Albert Marier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1947, incorporating: Albert Marier, agent, Dame Aline Dufour Marier, wife separate a to property by marriage contract of said Albert Marier, and Georges Pelletier, advocate, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To buy, import, manufacture, exchange, lease, sell and deal in objects of piety, jewellery in general, radios, handbags and notions of all kinds, pencils, pens and any other merchandise which the company may deem necessary to its business, under the name of "Albert Marier Ltée", with a capital stock of \$50,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each and into 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 5½ Place Royale, Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Allard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2 chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the twenty-seventh day of June, 1947, incorporating: Raymond Allard, manager, Dame Jeanne L. Allard, merchant, widow, and Charles-Eugène Frenette, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as dealers in, jobbers in, agents of, building contractors, exporters and importers of, dry goods and wearing apparel, in-

sèches et de vêtements pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Allard Inc.", avec un capital de \$15,000 divisé en 15,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2650 rue Masson, Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1947.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

cluding apparel for men, women and children, under the name of "Allard Inc.", with a capital stock of \$15,000 divided into 15,000 shares of \$1. each.

The head office of the company will be at 2650 Masson street, Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Autobus Ile d'Orléans, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juillet 1947, constituant en corporation: Gérard Gagnon, industriel, Napoléon Gagnon, cultivateur, de Saint-François, Ile d'Orléans, Léopold Vaillancourt, industriel, de Sainte-Pétronille, Ile d'Orléans, Louis Labbé, industriel, de Saint-Laurent, Ile d'Orléans, Ladislav Gagnon, cultivateur, de Saint-Pierre, Ile d'Orléans, et Adélard Gagnon, pharmacien, de Québec, pour les objets suivants:

Conformément à la "Loi de la Régie Provinciale des Transports et Communications":

Faire, exercer, exploiter, le commerce de transport des personnes, marchandises, sur les chemins publics au moyen de véhicules automobiles, le commerce de garage de véhicules automobiles et de tous articles et accessoires d'automobiles;

Tout spécialement se porter acquéreur de partie ou de tout l'actif, entre autres des autobus et autres véhicules de "Autobus Ile d'Orléans Enrg."

Le nom corporatif de la présente compagnie est: "Autobus Ile d'Orléans, Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$150,000 divisé en 1,500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 316, rue Saint-Joseph, Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Autobus Ile d'Orléans, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1947, incorporating: Gérard Gagnon, manufacturer, Napoléon Gagnon, farmer, of Saint-François, Island of Orleans, Léopold Vaillancourt, manufacturer, of Sainte-Pétronille, Island of Orleans, Louis Labbé, manufacturer, of Saint-Laurent, Island of Orleans, Ladislav Gagnon, farmer, of Saint-Pierre, Island of Orleans, and Adélard Gagnon, druggist, of Quebec, for the following purposes:

In conformity with the provisions of the "Provincial Transportation and Communication Board Act":

To carry on, undertake and engage in the business of transporting passengers and merchandise on public roads by means of motor vehicles, the garage business for motor vehicles and to deal in all automobile supplies and accessories;

In particular, to acquire, in whole or in part, the assets, amongst others the autobuses and other vehicles of "Autobus Ile d'Orléans Enrg."

The corporate name of the present company to be "Autobus Ile d'Orléans, Limitée".

The amount of capital stock of the company will be \$150,000 divided into 1,500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 316 Saint-Joseph street, Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Batège Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois juin 1947, constituant en corporation: René Chênevert, avocat, de la cité de Westmount, Mario-Emiliano Lattoni, avocat, de la cité de Montréal, et Isabella Macfarlane, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Sans préjudice à la loi des compagnies minières de Québec, (chapitre 196) et sans aucune restriction quant aux pouvoirs généraux d'icelle:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer et traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Batège

Batège Mines Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1947, incorporating: René Chênevert, barrister, of the City of Westmount, Mario-Emiliano Lattoni, barrister, of the city of Montreal, and Isabella Macfarlane, stenographer, spinster, of the City of Outremont, all in the district of Montreal, for the following purposes:

Without affecting the Quebec Mining Act (Chap. 196) and without in any way restricting its general powers to;

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Batège Mines Limited (No personal

Mines Limited", (Libre de responsabilité personnelle) avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt trois juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Beaulieu & Fils, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juillet 1947, constituant en corporation Joseph Beaulieu, cultivateur, Gérard Beaulieu, menuisier, et Rosaire Beaulieu, scieur de grand'scie, tous de la paroisse de Saint-David d'Estcourt, district de Kamouraska, pour les objets suivants:

Manufacturer, réparer et faire le commerce de toutes sortes de véhicules, soit à pédales, à traction animale ou mus par moteurs ou autrement;

Manufacturer, acheter, vendre ou autrement faire le commerce de toutes les parties et accessoires servant à la construction de ces véhicules sous le nom de "Beaulieu & Fils, Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sully, district de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

**Breton Limitée
(Breton Limited)**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juillet 1947, constituant en corporation: Louis-Georges Lemay, avocat, Gisèle Vaillancourt, sténographe, tous deux de Sherbrooke, et Joseph-Aimé Létourneau, comptable, de Coaticook, tous du district de Saint-François, pour les objets suivants:

Faire et exercer, en gros ou en détail ou de deux manières, comme marchands, négociants, manufacturiers, importateurs ou exportateurs, comme marchands à commission ou comme agent commercial, le commerce général de liqueurs douces;

Acheter, vendre, importer, exporter et généralement faire le commerce en gros et détail de tous les produits qui entrent dans la fabrication ou la préparation des liqueurs douces, y compris les contenants, de quelque marque que ce soit, et d'agir comme fournisseurs de tels produits aux manufacturiers, fabricants et marchands, sous le nom de "Breton Limitée", (Breton Limited), avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

liability)", towith a capital stock of \$3,000,000 - divided in 3,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Beaulieu & Fils, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July 1947, incorporating: Joseph Beaulieu, farmer, Gérard Beaulieu, joiner, and Rosaire Beaulieu, master sawyer, all of the parish of Saint-David d'Estcourt, district of Kamouraska, for the following purposes:

To manufacture, repair and deal in all kinds of vehicles, whether pedal, animal traction or run by motor or otherwise;

To manufacture, buy, sell or otherwise deal in all parts and accessories used in the construction of said vehicles, under the name of "Beaulieu & Fils, Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sully district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

**Breton Limitée
(Breton Limited)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1947, incorporating: Louis-Georges Lemay, advocate, Gisèle Vaillancourt, stenographer, both of Sherbrooke, and Joseph-Aimé Létourneau, accountant, of Coaticook, all of the district of Saint-François, for the following purposes:

To carry on or to engage in a general soft drink business, wholesale or retail or both, as merchants, dealers, manufacturers, importers or exporters, commission merchants or commercial agents;

To buy, sell, import, export and deal generally wholesale and retail in all products entering into the manufacturing or preparing of soft drinks, including the containers, of any mark whatsoever, and to act as suppliers of said products to manufacturers, makers and dealers, under the name of "Breton Limitée" (Breton Limited), with a capital stock of \$30,000 divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Central Restaurant Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-et-un juin 1947, constituant en corporation: Charlie Tinch, marchand, Toy Choy, Tom Mon Chuck, Yee Yen, gérants, Chin Yin, commis, Chin Jing Din et Chin Hem, bourgeois, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de tenanciers d'hôtel, restaurant, taverne, salle de rafraîchissement, et maison de logement, pourvoyeurs licenciés, marchands de vin, bière et liqueurs alcooliques, fabricants et manufacturiers d'eaux gazeuses minérales et artificielles et autres breuvages (le tout sujet à la loi des liqueurs de Québec), confiseurs, pourvoyeurs et fournisseurs en général, marchands de glace, propriétaires de clubs, bains, salles de toilette, buanderies, chambres de lecture, d'écriture et de journaux, bibliothèques, terrains et endroits d'amusement, de récréation, de sport, de divertissement et d'instruction de toutes sortes; marchands de tabac et cigares, agents de chemins de fer et de compagnies maritimes, et voitures et tout autre commerce pouvant être commodément exploité en rapport avec tout ou partie de ce qui précède, sous le nom de "Central Restaurant Limited", avec un capital de \$100,000 divisé en 2,000 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-et un juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Chabot, Rouleau & Frère Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept juin 1947, constituant en corporation: Benoît Chabot, Georges Rouleau et Robert Rouleau, tous entrepreneurs, de Rouleau Siding, district d'Abitibi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs en construction; exercer le commerce général d'immeuble, sous le nom de "Chabot, Rouleau & Frère Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouleau Siding, district d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

City Meat and Sausage Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 2 juillet 1947, constituant en corporation: Louis Orenstein, Bernard S. Mergler, et Bernard Diamond, avocats, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer en gros et en détail, le commerce d'épiciers, marchands de grain, provisions, fruits et légumes, de même, exercer, en gros et en détail, le commerce de bouchers, soit de viandes crues ou de viandes cuites et produits de viandes;

Central Restaurant Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1947, incorporating: Charlie Tinch, merchant, Toy Choy, Tom Mon Chuck, Yee Yen, managers, Chin Yin, clerk, Chin Jing Din and Chin Hem, gentlemen, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, café, tavern, refreshment-room and lodging house-keepers, licensed victuallers, wine, beer and spirit merchants, makers and manufacturers of aerated mineral and artificial waters and other drinks, (the whole subject to the Quebec Liquor Law), confectioners, purveyors and caterers generally, ice merchants, proprietors of clubs, baths, dressing-rooms, laundries, reading, writing and newspaper-rooms, libraries, ground and places and amusement, recreation, sport, entertainment and instruction of all kinds; tobacco and cigar merchants, agents for railway and shipping companies and carriers and any other business which may conveniently be carried on in connection with all or any of the foregoing under the name of "Central Restaurant Limited", with a capital of \$100,000 divided into 2,000 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Chabot, Rouleau & Frère Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1947, incorporating Benoît Chabot, Georges Rouleau and Robert Rouleau, all contractors, of Rouleau Siding, district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on the business of builders, and contractors for construction; to carry on a general real estate agency business, under the name of "Chabot, Rouleau & Frère Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rouleau Siding, district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

City Meat and Sausage Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1947, incorporating: Louis Orenstein, Bernard S. Mergler and Bernard Diamond, advocates, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail business of grocers, grain, provision fruits and vegetable merchants as well as carry on the business both wholesale and retail of butchers whether in raw or cooked meats and meat products;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier la saucisse, les produits de viande et autres lignes connexes;

Agir comme emballers de produits de viande, aussi de viandes crues, et agir aussi comme dépôt concernant l'abattage de vaches, porcs, agneaux, poulets et autres volailles, sous le nom de "City Meat and Sausage Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Club Mékinac Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du quatre juillet 1947, constituant en corporation: Ferdinand Champoux, gérant, de Grand'Mère, Charles Champoux, Léon Lambert, gérants, Nelson Paradis, restaurateur, et J.-E. Arsenaault, garagiste, tous quatre de La Tuque, tous du district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer, soit en gros ou en détail, le commerce de restaurant, café, taverne, hôtel, bonbons, et de marchand de revues, journaux et autres publications, et acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce en général de comestibles de toutes sortes, potages, viandes, gâteaux, bonbons, friandises, fruits, légumes, revues, journaux, gomme à mâcher, cigares, cigarettes, tabac, liqueurs douces de toutes sortes;

Exercer le commerce de magasin de tout genre, le commerce de garage, opérer des postes de taxis, exploiter le commerce de camionnage, agir comme marchands de gros et de détail;

Exploiter des théâtres, des moulins à scie, des manufactures et agir comme contracteur en général, sous le nom de "Club Mékinac Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Les pouvoirs octroyés ne doivent pas être interprétés comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard ou d'habileté, défendus par la loi.

Le siège social de la compagnie sera à La Tuque, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Couvrette & Casoni Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juillet 1947, constituant en corporation: Louis Baillargeon, notaire, Marcelle Caron et Odette Baillargeon, sténographes, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et négoce de marchands généraux, d'exportateurs, importateurs et manufacturiers de toutes sortes et descriptions de produits du sol, de la forêt, de la mine, des mers des lacs, des rivières et de l'air, animaux vivants et abattus, de produits ouvrés, chimiques et ma-

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in and with sausages, meat products and other allied lines;

To act as packers of meat products as well as raw meats and also act as clearing house for the slaughter of cows, pigs, lambs chickens and other fowl, under the name of "City Meat and Sausage Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 250 common shares of \$100 each, and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Club Mékinac Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr A. Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourth day of July, 1947, incorporating: Ferdinand Champoux, manager, of Grand'Mère, Charles Champoux, Léon Lambert, managers, Nelson Paradis, restaurant keeper, and J. E. Arsenaault, garage keeper, all four of La Tuque, all of the district of Quebec, for the following purposes:

To carry on, wholesale and retail, the business of restaurant, café, tavern, hotel keepers, to deal in candies, reviews, newspapers and other publications, and buy, sell, import, export and deal generally in foodstuffs of all kinds, soups, meats, cakes, candies, delicacies, fruit, vegetables, reviews, journals, chewing gum, cigars, cigarettes, tobacco, and soft drinks of all kinds;

To operate a store of any kind, engage in the garage business, operate taxi stands, carry on the cartage business and act as wholesale and retail merchants;

To operate theatres, saw mills, factories, and act as general contractor, under the name of "Club Mékinac Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The powers conferred shall not be interpreted as permitting gambling, games of chance or games of chance and skill combined, prohibited law.

The head office of the company will be at La Tuque, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Couvrette & Casoni Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1947, incorporating: Louis Baillargeon, notary, Marcelle Caron and Odette Baillargeon, stenographers, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of general merchants, exporters, importers and manufacturers of all kinds and descriptions of products of the soil, the forest, mine, seas, lakes, rivers and the air, live and dead stock, wrought products and chemicals, and to manufacture the

manufacturer des produits susdits, sous le nom de "Couvrette & Casoni Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Parent, comté de Laviolette.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Dauphin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du sept juillet 1947, constituant en corporation: J.-Théo Legault, fils, notaire, Elvin Legault, notaire, et Rita Legault, secrétaire, célibataire majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire généralement toutes affaires d'immeubles comme propriétaires, agents et courtiers, sous les nom de "Dauphin Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Glazers' Novelties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux juillet 1947, constituant en corporation: Joseph Cohen, Abraham Halmer Vineberg, avocats et conseils en loi du Roi, et Ezra Leithman, avocat, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le négoce et le commerce comme marchands en gros et en détail, et manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter et généralement négocier et trafiquer des bibelots, fantaisies, nouveautés, tissustextiles, accessoires de maison, ornements, bijouteries, montres, horloges, articles de librairie, quincaillerie, verre, vaisselle, coutellerie, appliques électriques et installations fixes, bimbeloterie, et autres articles et produits, commodités et accessoires de nature semblable ou similaire, nécessaires ou convenables aux objets de ce commerce, et ouvrir des magasins, usines, échoppes, bureaux, entrepôts, sous le nom de "Glazers' Novelties Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 906 rue St-Denis, Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Grand Seat Cover Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-et-un juin 1947, constituant en corporation: Monroe Abbey, Max Slapack et Gregory Charlap, avocats, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

said products, under the name of "Couvrette & Casoni Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Parent, county of Laviolette.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Dauphin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of July, 1947, incorporating: J. Théo. Legault, Jr., notary, Elvin Legault, notary, and Rita Legault, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in general the business of real estate owners, agents and brokers, under the name of "Dauphin Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Glazers' Novelties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1947, incorporating: Joseph Cohen, Abraham Halmer Vineberg, advocates and King's Counsel, and Ezra Leithman, advocate, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business as wholesale and retail merchants, and to manufacture, buy, sell, import and export and generally deal and trade in smallwares, notions, novelties, fabric textiles, household accessories, ornaments, jewellery, watches, clocks, stationery and hardware, glass, crockery, cutlery, electrical appliances and fixtures, toys and other articles and products, commodities and accessories of the same and similar nature, necessary or convenient for the purpose of the business and to open stores, factories, shops, offices, warehouses, under the name of "Glazers' Novelties Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 906 St. Denis Street, Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Grand Seat Cover Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1947, incorporating: Monroe Abbey, Max Slapack and Gregory Charlap, advocates, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger ou autrement exploiter le commerce de couvertures de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Grand Seat Cover Inc.", avec un capital de 25,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 500 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-et-un juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Hervé Ravary, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit juin 1947, constituant en incorporation: Paul-Edouard Dessane, comptable, Irène Bégin et Gaëtane Richer, sténographes, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de gros et de détail de quincaillerie, de matériel de plomberie, d'épicerie, mercerie, chaussure, marchandises sèches, fournitures de maison, poêles, accessoires électriques, produits de la ferme, bois de construction et de chauffage, accessoires pour constructeurs, articles et choses semblables et connexes;

Faire, conclure, parfaire et acquérir des contrats pour construire, ériger, entreprendre, fournir, aménager et améliorer des bâtisses, construire, ériger, entreprendre, fournir, aménager et améliorer des bâtisses, constructions de toute espèces et catégorie, ponts, chaussées, chemins, cours d'eau, faire des conventions et arrangements avec toutes personnes et faire le commerce si la compagnie le juge à propos de tous matériaux, métaux ou choses indispensables à la construction;

Exploiter l'industrie de la fonte, du fer, cuivre, nickel et autres métaux, enfaire la transformation sous toutes les formes exigées par le commerce, et en particulier faire le polissage des dits métaux et exercer en général le commerce des dits métaux;

Acquérir en particulier le commerce de quincaillerie exercé actuellement par Hervé Ravary, au numéro 813 est, rue Ontario, en la cité de Montréal;

Le nom corporatif de la présente compagnie est: "Hervé Ravary, Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$35,000, divisé en 350 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

H. Gagnon, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juin 1947, constituant en incorporation: J.-Honoré Gagnon, commerçant, Mme Gertrude Pelletier, marchande, épouse séparée de biens dudit J.-Honoré Gagnon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Joseph Larouche,

To manufacture, buy, sell, import, export, exchange or otherwise deal in covers of every kind and description, under the name of "Grand Seat Cover Inc.", with a capital stock of \$25,000, divided into 200 preferred shares of a par value of \$100 each, and 500 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Hervé Ravary, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1947, incorporating: Paul Edouard Dessane, accountant, Irène Bégin and Gaëtane Richer, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in hardware, plumbing supplies, groceries, haberdashery, footwear, dry-goods, household furniture, stoves, electric appliances, farm products, lumber and fire-wood, builders' supplies and similar and allied articles and effects;

To enter into, carry out, fulfill and acquire contracts for the building, erecting, undertaking, supplying, furnishing and improving of buildings structures of every kind and category, bridges, embankments, roads, watercourses; to enter into agreements and arrangements with any person, and to deal, if the company deems it advisable, in all kinds of materials, metals or things indispensable to construction work;

To deal in cast iron, iron, copper, nickel and other metals, and to transform them in every way to meet the requirements of trade, and in particular to engage in the polishing of the said metals and deal generally in and with said metals;

To acquire in particular the hardware business actually carried on by Hervé Ravary, at No. 813 Ontario Street East, in the city of Montreal.

The corporate name of the present company is "Hervé Ravary, Limitée".

The amount of capital stock of the company is \$35,000, divided into 350 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

H. Gagnon, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1947, incorporating: J. Honoré Gagnon, merchant, Mme Gertrude Pelletier, merchant, wife separate as to property of said J. Honoré Gagnon, and duly authorized by him for the purposes hereof, and Joseph Larouche, salesman,

commis-marchand, tous trois d'Amqui, district de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de marchands, d'agents manufacturiers, d'importateurs, d'exportateurs, d'expéditeurs, d'entreposeurs, de manufacturiers, en gros ou en détail, de toutes sortes de produits bruts ou manufacturés, ou de matériaux ou substances, comme aussi de marchandises sèches quincalleries, objets d'art ou décoratifs, bibelots, denrées, épicerie, nouveautés, provisions de toutes natures, feronneries, vitreries, produits d'alimentation, papeteries, imprimés, remèdes brevetés, articles de bureau ou de maison, sous le nom de "H. Gagnon, Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amqui, comté de Matapédia, district de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Hodge & Parent Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juin 1947, constituant en corporation: Cora Racicot, comptable, Gabrielle Larose, sténographe, toutes deux filles majeures et usant de leurs droits, de la cité de Montréal, et Robert Hodge, avocat, de Ville St-Laurent, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands, importateurs, exportateurs, et commerce en gros et en détail de charbon, coke, huiles, bois et combustibles de toutes sortes et descriptions, ainsi que de leurs produits et sous-produits, sous le nom de "Hodge & Parent Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Hôpital Notre-Dame de Charny

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juillet 1947, constituant en corporation, sans capital-actions: Dr Paul Gilbert, médecin, Dame Gilberte Bélanger Gilbert, épouse séparée de biens dudit Dr Paul Gilbert, tous deux de Charny, et Marc Gilbert, ingénieur civil, de Québec, tous du district de Québec, pour les objets suivants:

Établir, exploiter, administrer l'Hôpital Notre-Dame-de-Charny, situé à Charny, comté de Lévis, sous le nom de "Hôpital Notre-Dame de Charny".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$300,000.

Le siège social de la corporation sera à l'Hôpital Notre-Dame-de-Charny, Charny, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

all three of Amqui, district of Rimouski, for the following purposes:

To carry on the business of merchants, manufacturers' agents, importers, exporters, forwarders, warehousemen, wholesale and retail manufacturers of all kinds of rough or manufactured products, materials or substances, and also dry-goods, hardware, decorative works of art, knick-knacks, foodstuffs, groceries, novelties, provisions of all kinds, ironware, glass, food products, stationery, printed matter, patent medicines, office and household effects, under the name of "H. Gagnon, Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Amqui, county of Matapédia, district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Hodge & Parent Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1947, incorporating: Cora Racicot, accountant, Gabrielle Larose, stenographer, both spinsters and in use of their rights, of the city of Montreal, and Robert Hodge, advocate, of Ville St-Laurent, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as merchants, importers, exporters and wholesale and retail dealers in coal, coke, oil, wood and fuel of all kinds and descriptions, and also their products and by-products, under the name of "Hodge & Parent Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Hôpital Notre-Dame de Charny

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of July, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Paul Gilbert, physician, Dame Gilberte Bélanger Gilbert, wife separate as to property of said Dr. Paul Gilbert, both of Charny, and Marc Gilbert, civil engineer, of Quebec, all of the district of Quebec, for the following purposes:

To establish, operate and manage the "Hôpital Notre-Dame-de-Charny", situate at Charny county of Lévis, under the name of "Hôpital Notre-Dame de Charny".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$300,000.

The head office of the corporation will be at the Hôpital Notre-Dame-de-Charny, Charny, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Houde-Laporte Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du trois juillet 1947, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat, conseil en Loi du Roi, de la cité de Montréal, Benjamin Robinson, avocat, Conseiller en loi du Roi, de la cité de Westmount et Ruth Miller, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce comme manufacturiers, producteurs, contracteurs, exportateurs, importateurs, marchand en gros et détaillant, acheteurs, vendeurs, marchands, et distributeurs d'habits de travail pour hommes et garçons, jaquettes, pantalons, culottes, chemises, imperméables, casquettes et chapeaux assortis, chaussures et bottes assorties, pantalons de travail, sous-vêtements, vêtements, gants, bonnettes, guêtres, articles de cuir, articles de tricots, des tissus tricotés, tissés et textiles et vêtements de toutes sortes pour hommes et enfants, sous le nom de "Houde-Laporte Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lyster, district d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Hull Drive Yourself Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du trois juillet 1947, constituant en corporation: François de Sales Vincent, comptable, Thérèse Galardo, sténographe, fille majeure, célibataire, et Wilfrid-A. Duranceau, avocat, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le négoce de louageurs et locuteurs d'automobiles et véhicules de toute autre espèce et description et de voituriers privés pour le transport de personnes, d'effets, de denrées et marchandises, sous toutes ses formes et spécialités et par tous les moyens actuellement connus ou qui pourront l'être;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, échanger, opérer, livrer, prendre à bail, importer, exporter, construire, fabriquer, manufacturer, assembler, réparer et monter des automobiles, véhicules moteurs, motocyclettes, autoguides, canots-automobiles, taxis, taxis-cabs, camions, autobus, omnibus, tracteurs, aéroplanes, hydravions et tous autres véhicules et machines mus par la force animale, vapeur, électricité, gazoline ou autrement; acheter, vendre, manufacturer, fabriquer toutes machineries, tous outils, accessoires, articles et tous autres objets qui servent ou se rapportent ou qui sont ou peuvent être utilisés en rapport avec les objets ci-dessus, sous le nom de "Hull Drive Yourself Limitée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 60, rue Victoria, Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Houde-Laporte Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the third day of July, 1947, incorporating: Joseph Shapiro, advocate, King's Counsel, of the city of Montreal, Benjamin Robinson, advocate, King's Counsel, of the city of Westmount, and Ruth Miller, stenographer, spinster of the city of Outremont, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and industry of manufacturers, producers, contractors, exporters, importers, wholesale and retail merchants, buyers sellers, dealers in and distributors of working clothes for men and boys, jackets, trousers, slacks, shirts, rain coats, assorted hats and caps, assorted boots and shoes, working trousers, underwear, garments, gloves, hosiery, spats, leather goods, knitted goods, woven fabrics, tweeds and textiles and wearing apparel of every description for men and children, under the name of "Houde-Laporte Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Lyster, district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Hull Drive Yourself Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the third day of July, 1947, incorporating: François de Sales Vincent, accountant, Thérèse Galardo, stenographer, spinster, and Wilfrid A. Duranceau, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of lessors and renters of automobiles and vehicles of every kind and description and private vehicles for the transportation of passengers, goods, wares and merchandise, in all lines and specialties of same and by any means actually known or which may become known;

To buy, acquire, own, sell, exchange, operate, deliver, take on lease, import, export, construct, make, manufacture, assemble, repair and set up automobiles, motor vehicles, motorcycles, motor gliders, motor boats, taxis, taxi cabs, trucks, autobuses, omnibuses, tractors, planes, hydroplanes and all other vehicles and machines drawn by animal traction or propelled by steam, electricity, gasoline or otherwise; to buy, sell, manufacture, make all kinds of machinery; tools, accessories, articles and other objects used for or in connection with same or which may be used in connection with any of the foregoing objects, under the name of "Hull Drive Yourself Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at No. 60 Victoria Street, Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Huot & Frères Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du neuf juillet 1947, constituant en corporation: Horace Huot, Jean-Paul Huot, marchands, de Saint-Jérôme, et Villeneuve Huot, commis, de Saint-Jovite, tous du district de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire le commerce en gros et en détail, de ferronnerie, quincaillerie, matériaux de construction, spécialités, peintures, huiles, appareils de chauffage, fixtures et accessoires électriques;

Faire le commerce en gros et en détail, du grain, foin, avoine et autres céréales tabac, cigarettes, cigares et bonbons;

Faire le commerce en gros et en détail de fruits, légumes, épicerie, poissons, provisions, conserves et de tous autres produits pouvant servir à l'alimentation;

Acheter le commerce exploité à Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, sous le nom de "Huot & Frères", marchands de matériaux de construction, de foin et grains, sous le nom de "Huot & Frères Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Ideal Body Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du quatre juillet 1947, constituant en corporation: Jacques de Billy, de Lévis, Thérèse Sirois, secrétaire et fille majeure, de Lauzon, et Jean-Baptiste Brown, comptable, de Québec, tous du district de Québec, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, importer, exporter, fabriquer, réparer et transformer des carroseries et châssis de camions, autobus, de remorques et d'auto-neige;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, fabriquer, vendre, échanger, importer, exporter, louer, céder et transférer ou autrement aliéner, placer, négocier, faire le commerce de bateaux-moteurs, d'avions, d'hydravions, d'hélicoptères, de "snow-mobiles", de tracteurs, de remorques, de moteurs, d'autobus, de machines agricoles, de compresseurs, de machinerie et équipement pour faire et entretenir les chemins, de machineries pour l'enlèvement, le soufflage et le déblayage de la neige, de malaxeurs, sous le nom de "Ideal Body Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Huot & Frères Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of July, 1947, incorporating: Horace Huot, Jean Paul Huot, merchants, of Saint-Jérôme, and Villeneuve Huot, clerk, of Saint-Jovite, all of the district of Terrebonne, for the following purposes:

To deal, wholesale and retail, in ironware, hardware, building requisites, specialties, paint, oil, heating systems, electric fixtures and appliances;

To deal, wholesale and retail, in grain, hay, oats and other cereals, tobacco, cigarettes, cigars and candies;

To deal, wholesale and retail, in fruit, vegetables, groceries, fish, provisions, canned goods and other products used as foodstuffs;

To buy the business carried on at Saint-Jérôme, in the district of Terrebonne, under the name of "Huot & Frères", building material, hay and grain merchants, under the name of "Huot & Frères Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme, district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ideal Body Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourth day of July, 1947, incorporating: Jacques de Billy, of Lévis, Thérèse Sirois, secretary and spinster, of Lauzon, and Jean-Baptiste Brown, accountant, of Québec, all of the district of Québec, for the following purposes:

To buy, sell, import, export, manufacture repair and alter frames and bodies for trucks, autobuses, trailers and snow-mobiles;

To buy or otherwise acquire, hold, own, manufacture, sell, exchange, import, export, lease, assign and convey or otherwise alienate, invest in, trade and deal in motor boats, planes, hydroplanes, helicopters, snow-mobiles, tractors, trailers, motors, autobuses, farm implements, compressors, machinery and equipment for building and maintaining roads, machinery for the removal, clearing and blowing of snow, and mixers, under the name of "Ideal Body Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Industries Maisonneuve Limitée
Maisonneuve Industries Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juillet 1947, constituant en corporation: Gabriel Lachapelle, comptable, Armand Poupart, avocat, tous deux de Montréal, et Jeanne Senay, fille majeure et usant de ses droits, secrétaire, de Verdun, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre échanger, réparer et en général faire le commerce de chaussures, objets, articles et vêtements en cuir ou/et en matières plastiques et généralement toutes choses en cuir, matières plastiques et autres matières analogues ou s'y rapportant, et aussi de peaux vertes et peaux brutes de toutes sortes, et les produits, sous-produits et substituts du cuir, matières plastiques ou produits analogues;

Acheter, vendre et autrement faire le commerce de textiles, vêtements, machinerie, meubles, chaussures et crêpins, ferronnerie, outillage et accessoires mécaniques et électriques, métaux, produits chimiques, denrées alimentaires, cuir et produits en cuir, matières plastiques papier et carton, articles pour la maison, matériaux de construction, bois de construction et produits du bois, caoutchouc et produits en caoutchouc, verrerie et produits en fer et acier; et exercer un commerce général d'exportation et d'importation se rapportant au commerce de la compagnie, sous le nom de "Industries Maisonneuve Limitée" — "Maisonneuve Industries Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Kibco, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf juin 1947, constituant en corporation: Wilfrid-A. Duranceau, Yvon Perras et Jacques Rousseau, avocats, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs, constructeurs, couvreurs, importateurs, négociants et manufacturiers de tous ou chacun des matériaux, susceptibles d'être utilisés, directement ou indirectement par les entrepreneurs, constructeurs ou couvreurs, sous le nom de "Kibco, Limited", avec un capital de \$99,000, divisé en 990 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix neuf juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Laboratoire du Perron du Canada, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois juin 1947, constituant en corpo-

**Industries Maisonneuve Limitée
Maisonneuve Industries Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1947, incorporating: Gabriel Lachapelle, accountant, Armand Poupart, advocate, both of Montreal, and Jeanne Senay, spinster and in use of her rights, secretary, of Verdun, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell, exchange, repair and deal generally in footwear, goods, wares and clothing in leather or/and plastic material and all leather goods in general; plastic materials and other materials similar to or connected therewith, and also in raw hides and pelts of all kinds, and the products, by-products and substitutes of leather, plastic materials or similar products;

To buy, sell and otherwise deal in textiles, wearing apparel, machinery, furniture, shoes and findings, ironware, mechanical and electrical equipment and accessories, metals, chemicals, food-stuffs, leather and leather products, plastic materials, paper and cardboard, household effects, building requisites, lumber and wood products, rubber and rubber products, glassware and iron and steel products; and to engage in a general exportation and importation business in connection with the business of the company, under the name of "Industries Maisonneuve Limitée" — "Maisonneuve Industries Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Kibco, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1947, incorporating: Wilfrid -A. Duranceau, Yvon Perras and Jacques Rousseau, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors, builders, roofers, importers, dealers in and manufacturers of any and all materials which can be used, directly or indirectly, by contractors, builders or roofers, under the name of "Kibco, Limited", with a capital stock of \$99,000, divided into 990 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Laboratoire du Perron du Canada, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1947, incorporating: Alice

ration: Alice Lavertu, fille majeure, Rosaire Lapierre et Almanzor Sévigny, voyageurs de commerce, tous de la municipalité de Breakeyville, dans le comté de Lévis, pour les objets suivants:

Exercer et opérer des travaux de recherches en rapport avec les drogues, sérums, vaccins et médicaments de toutes sortes, produits pharmaceutiques, produits chimiques de tous genres, accessoires de dentistes, de médecins, d'hôpital et de chambre de malade, instruments, appareils et équipements dentaires cliniques médicaux, chirurgicaux et scientifiques, et exercer et opérer des cliniques de recherche et d'analyse pour des travaux en rapport avec toute maladie ou tout problème concernant les professions médicale ou dentaire;

Sujet aux dispositions de la Loi de Pharmacie de Québec, exercer le commerce de manufacturiers de produits chimiques, importateurs, exportateurs manufacturiers et négociants de préparations, chimiques, pharmaceutiques, dentaires, chirurgicales et autres préparations et produits chimiques, sous le nom de "Laboratoire du Perron du Canada, Limitée", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Breakeyville, comté de Lévis, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1947.

L'Assistant-procureur général,

L. DESILETS.

L'Arena de Matane Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juillet 1947, constituant en corporation: Louis Girard, avocat, Lucien Mercier, comptable, et Claire Landry, secrétaire, célibataire, tous de Matane, district de Rimouski, pour les objets suivants:

Construire, acquérir, exploiter une ou des arènes et tous édifices quelconques à Matane, et dans la province de Québec, sous le nom de "L'Arena de Matane Limitée", avec un capital de \$60,000 divisé en 1,000 actions privilégiées de \$50 chacune et 200 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,

L. DESILETS.

Les Laboratoires Biologiques Voghel (Incorporée)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juillet 1947, constituant en corporation: Roger Lajeunesse, de Longueuil, Louis-Roméo Héroux, comptable, et Jean-Louis Laliberté, agronome, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Préparer, fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter ou autrement acquérir, traiter, utiliser, et disposer en gros des produits pharmaceutiques, préparations, drogues, remèdes, produits médicaux, chimiques, scientifiques, appareils de chirurgie, équipements, outillages, appareils sanitaires, savons, articles de toilette, parfums, remèdes brevetés, eaux minérales, ou gazeuses, na-

Lavertu, spinster, Rosaire Lapierre and Almanzor Sévigny, travelling salesmen, all of the municipality of Breakeyville, in the county of Lévis, for the following purposes:

To engage in and carry on research work in connection with drugs, serums, vaccines and medicines of all kinds, pharmaceutical supplies, chemicals of every character, dentists', physicians', hospital and sick-room supplies, dental, medical, surgical and scientific instruments, apparatus and equipment and to engage in and carry on clinical research work and analytical work in relation to any disease or problem arising in connection with the medical or dental professions;

Subject to the provisions of the Quebec Pharmacy Act, to carry on the business of chemical manufacturers, importers, exporters, manufacturers and dealers in chemical, pharmaceutical dental, surgical, medicinal and other preparations and chemicals, under the name of "Laboratoire du Perron du Canada, Limitée", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Breakeyville, county of Lévis, district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1947.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

L'Arena de Matane Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the tenth day of July, 1947, incorporating: Louis Girard, advocate, Lucien Mercier, accountant, and Claire Landry, secretary, spinster, all of the Matane, district of Rimouski, for the following purposes:

To build, acquire and operate one or more arenas and buildings of all kinds at Matane, in the Province of Québec, under the name of "L'Arena de Matane Limitée", with a capital stock of \$60,000 divided into 1,000 preferred shares of \$50 each and 200 common shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Matane, district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July, 1947.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

Les Laboratoires Biologiques Voghel (Incorporée)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twelfth day of July, 1947, incorporating: Roger Lajeunesse, of Longueuil, Louis Roméo Héroux, accountant, and Jean-Louis Laliberté, agronomist, both of the city of Montréal, all of the district of Montréal, for the following purposes:

To prepare, manufacture, buy, sell, import, export or otherwise acquire, treat, use and dispose of wholesale pharmaceutical products, preparations, drugs, remedies; medicinal, chemical, scientific products, surgical instruments, sanitary equipment, accessories and appliances, soaps, toilet ware, perfumes patent medicines; mineral, aerated, natural or artificial waters and

turelles ou artificielles et faire généralement affaires comme chimistes en gros ou comme agents à commission, courtiers ou facteurs pour tous produits vendus en gros par les pharmaciens ou chimistes, le tout sujet aux dispositions de la Loi des pharmaciens du Québec et ses amendements;

Acquérir des immeubles; acheter, louer, prendre à bail ou en échange ou autrement acquérir ou posséder des terres, en faire la culture et spécialement de la botanique et herbages employés pour fins médicinales;

Faire l'élevage d'animaux de ferme et de laboratoire et exploiter des terres en vue d'aider cette production, sous le nom de "Les Laboratoires Biologiques Voghel" (Incorporée).

Le capital-actions de la compagnie consistera en 4,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune, et \$1,000 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominales;

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins \$9,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Les Lainages Victor Ltée
Victor Woollen Products Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre juillet 1947, constituant en corporation: Lorenzo Dutil, avocat, Dame Blandine Paquet, épouse contractuellement séparée de biens de Lorenzo Dutil, et Jean Dutil, étudiant, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Cultiver, récolter, acheter, carder, filer, teindre, tisser, finir et de toutes manières manufacturer, échanger, vendre, importer, ou exporter et en général commercer la laine et tout textile brut ou ouvré, sous le nom de "Les Lainages Victor Ltée — Victor Woollen Products Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Victor, district de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Le Syndicat de Limoilou Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juillet 1947, constituant en corporation: Fernand Morissette, marchand, Dame Alice Davies Morissette, épouse commune en biens de Fernand Morissette, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Paul Morissette, voyageur de commerce, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin de marchandises sèches telles que vêtements pour hommes, femmes ou enfants et exercer le commerce de toute lingerie d'utilité courante dans une maison;

Importer, exporter, manufacturer, acheter et vendre, négocier et faire le commerce en gros et en détail de toutes sortes d'étoffes, textiles, tissus et fils;

carry on in general the business of wholesale chemists or Commission agents, brokers or factors for all products sold wholesale by druggists and chemists, the whole in accordance with the Quebec Pharmacy Act and its amendments;

To acquire immovable property; buy, lease, take on lease or in exchange or otherwise acquire or own lands, to farm the same and grow, in particular, botanical herbs and plants used for medicinal purposes;

To raise livestock and animals for laboratory use and work farms in view of helping the said production, under the name of "Les Laboratoires Biologiques Voghel" (Incorporée).

The capital stock of the company will consist of 4,500 preferred shares of a par value of \$10 each, and 1,000 common shares having no par or nominal value.

The amount with which the company will commence operations will be at least \$9,500.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of July, 1947.

L. DÉSILETS.
Deputy Attorney General.

**Les Lainages Victor Ltée
Victor Woollen Products Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1947, incorporating: Lorenzo Dutil, advocate, Dame Blandine Paquet, wife separate as to property by marriage contract of Lorenzo Dutil, and Jean Dutil, student, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To cultivate, harvest, buy, card, spin, dye, weave, finish and in every manner manufacture, exchange, sell, import or export and deal generally in wool or any raw or processed textile, under the name of "Les Lainages Victor Ltée — Victor Woollen Products Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Victor, district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Syndicat de Limoilou Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July, 1947, incorporating: Fernand Morissette, merchant, Dame Alice Davies Morissette, wife common as to property of Fernand Morissette, and duly authorized by him for the purpose hereof, and Paul Morissette, commercial traveller, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To operate a dry-goods store dealing in mens', womens' and childrens' clothing and household linen of all kinds;

To import, export, manufacture, buy and sell, trade and deal, wholesale and retail, in all kinds of cloth, textiles, fabrics and thread;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, détenir, entreposer, vendre, exporter et importer des objets d'art, de porcelaine, de verrerie, de bijouterie, de bibeloterie, des articles de librairie, de la papeterie de toutes sortes;

Diriger un ou des magasins pour l'achat et la vente en gros et en détail des marchandises sèches, épicerie, faïenceries, verreries, vêtements, harnais, parures, articles de mode, chaussures, bottes, jouets, confiseries, tapisseries, décorations, meubles, ferronnerie, carpettes et tous autres articles de marchandises nécessaires et convenables à l'usage vestimentaire et ménager, sous le nom de "Le Syndicat de Limoilou Inc.", avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1073, 3^{ème} Avenue, Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Longtin Textile Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juillet 1947, constituant en corporation: J.-Lionel Longtin, industriel, Maurice Breton, avocat, et Dame Marie Valois Longtin, épouse contractuellement séparée de biens dudit Lionel Longtin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Joliette, district de Joliette, pour les objets suivants:

Exercer et entreprendre les commerces, industries et activités qui consistent à manufacturer, traiter et manipuler les produits textiles; manufacturer toutes sortes de fils, laine, soie, coton et leurs succédanés, tissus, étoffes, habits et vêtements, sous le nom de "Longtin Textile Corporation", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Max Artistic Novelties Mfg. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept juin 1947, constituant en corporation: Harold Erdrich, avocat, Lewis Haber, comptable, et Ann Adler, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers à commission, agent de manufacturiers, acheteurs d'exportation et d'importation de chapeaux pour dames, sacoches, accessoires de sacoches, vêtements, textiles, marchandises sèches, hardes et accessoires, fourrures, cuirs, peaux, nouveautés et tous articles faits de métal, d'aluminium, de verre, plastique, bois ou caoutchouc; négociier, manufacturer, produire, posséder, acheter, importer ou autrement acquérir, détenir, vendre, exporter ou autrement aliéner ou négociier, comme marchand en gros ou détaillant, l'un ou l'autre, ou disposer de chapeaux pour dames, sacoches, accessoires de sacoches, vêtements, textiles, marchandises sèches, hardes et accessoires, fourrures, cuirs,

To manufacture, buy or otherwise acquire, hold, store, sell, export and import works of art, porcelain, glassware, jewellery, novelties, stationery and paper of all kinds;

To manage one or more stores for the wholesale and retail purchase and sale of dry-goods, groceries, crockery, glassware, clothing, harness, apparel, millinery, shoes, boots, toys, confectionery, hangings, ornaments, furniture, ironware, carpets and any other wares and merchandise necessary and suitable for personal attire and household use, under the name of "Le Syndicat de Limoilou Inc.", with a capital stock of \$30,000 divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1073, 3rd Avenue, Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Longtin Textile Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July, 1947, incorporating: J. Lionel Longtin, manufacturer, Maurice Breton, advocate, and Dame Marie Valois Longtin, wife separate as to property by marriage contract of said Lionel Longtin, and duly authorized by him for the purposes hereof, all of Joliette, district of Joliette, for the following purposes:

To carry on and engage in the business, industry and activities which consist in manufacturing treating and handling textile products; to manufacture all kinds of yarns, wool, silk and cotton and their substitutes, fabrics, materials, suits and clothing, under the name of "Longtin Textile Corporation", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Joliette, district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Max Artistic Novelties Mfg. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1947, incorporating: Harold Erdrich, advocate, Lewis Haber, accountant, and Ann Adler, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of commission brokers, manufacturers' agents, export and import buyers of ladies' hats, hand bags, hand bags accessories, clothing, textiles, dry goods, wearing apparel, and accessories, furs, leather, hides, novelties, and all articles made out of metal, aluminum, glass, plastic, wood or rubber; to trade, manufacture, produce, possess, buy, import or otherwise acquire, hold, sell, export or otherwise dispose of, or deal as wholesaler or retailer, or either, in or with ladies' hats, hand bags, hand bag accessories, clothing, textiles, dry goods, wearing apparel and accessories, furs, leather hides, novelties, and all articles made out of metal, aluminum, glass, plastic, wood or rubber

peaux, nouveautés, et tous articles faits de métal, d'aluminium, de verre, plastique, bois ou caoutchouc, sous le nom de "Max Artistic Novelties Mfg. Inc.", avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Meubles Vincelotte Limitée
Vincelotte Furniture Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juillet 1947, constituant en corporation: Henri Bergeron, de Cap St-Ignace, J.-Robert Boulanger et J.-Paul Thibault, de l'Islet Station, district de Montmagny, tous industriels, pour les objets suivants:

Manufacturer, en tout ou en partie, importer, exporter, acheter, vendre en gros ou en détail, traiter par tous procédés manuels, mécaniques, chimiques, électriques ou autres, le bois, le fer, l'acier, la fonte, le cuivre, l'aluminium et autres métaux similaires ainsi que les plastiques;

Plus spécialement et sans limiter les privilèges plus haut mentionnés, manufacturer en tout ou en partie, importer, exporter, acheter, vendre en gros ou en détail les ameublements en bois et en métal, sous le nom de "Meubles Vincelotte Limitée — Vincelotte Furniture Limited", avec un capital de \$39,900 divisé en 598 actions privilégiées de \$50 chacune et 2,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à l'Islet Station, district de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Manico Mining Company Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du sept juillet 1947, constituant en corporation: Henry Weir Davis, James Penrose Anglin, Peter Marshall Laing, Richard Dale Weldon et Edmond-Jacques Courtois, tous avocats, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, développer, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre au autrement en disposer, sous le nom de "Manico Mining Company Limited", (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

under the name of "Max Artistic Novelties Mfg. Inc.", with a capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Meubles Vincelotte Limitée
Vincelotte Furniture Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of July, 1947, incorporating: Henri Bergeron, of Cap St-Ignace, J. Robert Boulanger and J. Paul Thibault, of l'Islet Station, district of Montmagny, all manufacturers, for the following purposes;

To manufacture, in whole or in part, import, export, buy, sell, wholesale and retail, treat by any manual, mechanical, chemical, electrical or other process, wood, iron, steel, cast iron, copper, aluminum and other similar metals as well as plastics;

More particularly and without limiting the powers above mentioned, to manufacture in whole or in part, import, export, buy, sell, wholesale or retail, wooden and metal furniture, under the name of "Meubles Vincelotte Limitée — Vincelotte Furniture Limited", with a capital stock of \$39,900 divided into 598 preferred shares of \$50 each and 2,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company will be at l'Islet Station, district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Manico Mining Company Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the seventh day of July, 1947, incorporating: Henry Weir Davis, James Penrose Anglin, Peter Marshall Laing, Richard Dale Weldon and Edmond-Jacques Courtois, all advocates, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Manico Mining Company Limited" (No personal liability), with a capital stock of \$3,000,000 divided into 3,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Maple Leaf Ceramics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trois juillet 1947, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, avocats, et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter et vendre, importer et exporter, négocier comme marchands en gros et distributeurs de céramique, produits céramiques et articles connexes;

Manufacturer, acheter et vendre, importer et exporter, négocier comme marchands en gros et distributeurs, toutes espèces de produits de construction, sous le nom de "Maple Leaf Ceramics Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville St-Laurent, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Marly Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du quatre juillet 1947, constituant en corporation: Réjeanne Lachance, Juliette Mailloux, secrétaires, et J.-Fernand Rufange, gérant, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers à commission, agents de manufacturiers, exportateurs et importateurs de tous produits alimentaires, tels qu'épicerie, charcuterie, conserves; vestimentaires, tels que costumes, chapeaux, chaussures; de toilette et parfumerie; de lingerie, personnelle, de maison qu d'hôtellerie; de chocolaterie et confiserie; alcooliques, tels que boissons, vins, liqueurs; d'ameublements de maisons, d'hôtelleries ou de bureaux; de librairie, tels que papeterie, livres, journaux, revues, périodiques, encres, plumes, crayons; de photographie et de cinématographie; de phonographie; de pharmacie; de chirurgie; de quincaillerie; de bimboloterie; d'arts tels que peintures, sculptures, aquarelles, gouaches, de bijouterie et d'horlogerie; de poteries, vaisselles, verreries, coutelleries; d'articles de décoration; de matériaux de construction; de plomberie; d'ébénisterie; de reliure; de tous véhicules de transport par air, terre et eau, tels que automobiles, avions et bateaux; de ferme; de machines à comptabilité; de tabagie; de nécessaires de voyages, d'optique et d'optométrie; de radiophonie, éditions, imprimerie et instruments de musique; de tous métaux, sous le nom de "Marly Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 120

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Maple Leaf Ceramics Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the third day of July 1947, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, advocates, and Freda Pomerance, secretary, fille majeure, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy and sell, import and export, deal in, as wholesalers and distributors of, all kinds of ceramics, ceramic products and articles related thereto;

To manufacture, buy and sell, import and export, deal in as wholesalers and distributors of, all kinds of building products, under the name of "Maple Leaf Ceramics Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ville St-Laurent, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Marly Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourth day of July, 1947, incorporating: Réjeanne Lachance, Juliette Mailloux, secretaries, and J. Fernand Rufange, manager, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of commission brokers, manufacturers' agents, exporters and importers of all kinds of food products, such as groceries, pork, meat and canned goods; wearing apparel, such as suits, hats, footwear; cosmetics and perfume; personal wear and household and hotel linen; chocolates and confectionery; alcoholic beverages such as wine and liqueurs; household, hotel and office furniture and furnishings; stationery, such as paper, books, newspapers, reviews, periodicals, ink, pens, pencils; photographic and motion picture accessories; phonographs; pharmaceutical and surgical supplies; hardware; novelties, work of art, such as paintings, carvings, water colours, water paints, jewellery and clock-making; pottery, crockery, glassware, cutlery; ornaments; building requisites; plumbing supplies; cabinet making; book binding; vehicles for transportation by air, land and water, such as: automobiles, planes and boats; farm implements, comptometers; smokers' supplies; travelling cases; optical goods and accessories for optometry; radio phones; sheet music, musical instruments and printing; metals of all kinds, under the name of "Marly Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 120 common

actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 80 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Michel Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois juin 1947, constituant en corporation: De Ray Kastner, marchande publique, veuve de feu le rev. Jacob Hillman, Harold Finkelstein marchand, et Ruth Malamud, épouse séparée de biens de Harold Finkelstein, et dûment autorisée par lui pour les fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Conduire et exercer généralement le commerce comme marchand en détail de vêtements de toute description pour les hommes, les dames et les enfants, meubles, bijouterie, bibeloterie, marchandises sèches, bottines et souliers, fantaisies et nouveautés, sous le nom de "Michel Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1947.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Modern Footwear Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six juin 1947, constituant en corporation: Donat Simon, Léon Smith, manufacturiers, Albert Simon, commis, et Dame Hensie Flanders, épouse séparée de biens de Léon Smith et dûment autorisée par lui pour les fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de manufacturiers, importateurs et exportateurs, et manufacturer, produire, acheter et vendre des bottines, souliers et pantoufles pour dames, hommes et enfants, et des chaussures de toute description et espèce, et les négocier généralement à titre de mandant ou d'agent, marchand en gros ou détaillant, sous le nom de "Modern Footwear Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1947.

L'Assistant-procureur général,

A. DÉSILETS.

M & A Sheet Metal Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juillet 1947, constituant en corporation: Emé Lacroix, C.R., de Ville Mont-Royal, Émile Pelletier, de Lachine, tous deux avocats, et Mar-

shares of a par value of \$100 each, and 80 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Michel Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1947, incorporating: De Ray Kastner, marchande publique, widow of the late Rev. Jacob Hillman, Harold Finkelstein, merchant, and Ruth Malamud, wife separate as to property of Harold Finkelstein, and duly authorized by him for these presents, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on generally the business of retail merchant of men's, ladies' and children's wearing apparel of every description, furniture, jewellery, small-ware, dry goods, boots and shoes, notions and novelties, under the name of "Michel Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Modern Footwear Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1947, incorporating: Donat Simon, Léon Smith, manufacturers, Albert Simon, clerk, and Dame Hensie Flanders, wife separate as to property of Léon Smith, and duly authorized by him for these presents, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, importers and exporters and to manufacture, produce, buy and sell ladies', men's and children's boots, shoes, slippers and footwear of every description and kind and to deal in the same generally as principal or agent, wholesaler or retailer, under the name of "Modern Footwear Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

M & A Sheet Metal Works Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1947, incorporating: Emé Lacroix, K.C., of the Town of Mount Royal, Émile Pelletier, of Lachine, both advocates, and Marcelle Lan-

celle Langlois, (célibataire majeure), sténographe, de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme contracteur, constructeur général, dans les constructions, réparations améliorations, gestions de tous immeubles quelconques, commerciaux, industriels ou résidentiels;

Agir comme menuisiers, maçons, couvreurs, plombiers, ferblantiers, travailleurs de métal en feuilles, électriciens ou tous autres métiers pertinents à la construction, réparation, amélioration et entretien de bâtiments quelconques;

Produire, manufacturer, ouvrir, travailler, acquérir, acheter, faire des recherches, machiner, fondre, entreposer, distribuer, vendre, disposer et faire le commerce de tous métaux, minéraux, finis ou non finis, sous le nom de "M & A Sheet Metal Works Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

glois, spinster, stenographer, of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To act as contractor and general builder, for the building, repairing, improving and management of immovables of all kinds, whether commercial, industrial or residential;

To act as joiners, masons, roofers, plumbers, tinsmiths, sheet metal workers, electricians or any other trades connected with the building, repairing, improving and maintenance of buildings whatsoever;

To produce, manufacture, work, process, acquire, buy, search for, treat, smelt, store, distribute, sell, dispose of and deal in all kinds of metals and minerals, whether finished or unfinished, under the name of "M & A Sheet Metal Works Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Rest Well Slippers Limitée Rest Well Slippers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du huit juillet 1947, constituant en corporation: Arthur Bilodeau, marchand, Lucien Larose, peintre, tous deux de la cité d'Outremont, Léonard Larocque, Albert-Ovila Monderie, marchands, Roland Doyon, soudeur, Richard Lamoureux, chauffeur, et Georges-Edouard Bilodeau, menuisier, tous cinq de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, échanger, réparer et généralement faire le commerce en gros et en détail, comme mandants et agents, de bottines, souliers, pantoufles, claques, pardessus, botterie et chaussures généralement, et tous leurs accessoires, y compris les lacets de bottines et de souliers, boutons, boucles, ornements, talons de caoutchouc, supports pour la plante du pied, polis pour bottines et souliers, et tous articles semblables;

Exercer généralement l'industrie de marchands et manufacturiers de cuir, et de manufacturiers de toutes sortes d'articles composés de cuir ou de cuir et autres matériels, ou simili-cuir et de toutes sortes d'articles de fantaisie et nouveautés composés de n'importe quel matériel, et aussi tous les matériels, substances et accessoires utilisés dans la fabrication du cuir et d'articles en cuir et simili-cuir, et articles de fantaisie et nouveautés de toutes sortes y compris les pièces de métal, fournitures et doublures, sous le nom de "Rest Well Slippers Limitée — Rest Well Slippers Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Rest Well Slippers Limitée Rest Well Slippers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of July, 1947, incorporating: Arthur Bilodeau, merchant, Lucien Larose, painter, both of the city of Outremont, Léonard Larocque, Albert-Ovila Monderie, merchants, Roland Doyon, welder, Richard Lamoureux, chauffeur, and Georges-Edouard Bilodeau, joiner, all five of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell, exchange, repair, and deal generally, wholesale and retail, as principals and agents, in boots, shoes, slippers, rubbers, overshoes, footwear and shoes in general, and their accessories, including boot and shoe laces, buttons, buckles, ornaments, rubber heels, arch supports, boot and shoe polish, and other similar articles;

To carry on in general the business of leather merchants and manufacturers, and manufacturers of all kinds of articles composed of leather or leather and other materials, or leatherette, and any other kinds of fancy goods and novelties made from any kind of material whatsoever, and also all materials, substances and accessories used in the manufacturing of leather and articles made from leather or leatherette, and fancy goods and novelties of all kinds including metal parts, trimmings and linings, under the name of "Rest Well Slippers Limitée — Rest Well Slippers Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

S. Lipson & Co.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois juillet 1947, constituant en corporation: Saal Lipson, manufacturier, de la cité d'Outremont, Simon Steinberg, marchand, et Hyman Steinberg, vendeur, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement trafiquer ou négocier, la laine, les tissus de coton, les lainages, soies, toiles et vêtements de toutes espèces, exploiter le commerce de manufacturiers, acheter et vendre des vêtements de toute description;

Vendre au détail et en gros des complets, paletots et vêtements pour hommes et garçons, sous le nom de "S. Lipson & Co.", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie, sera à Montréal district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

S. Lipson & Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1947, incorporating: Saul Lipson, manufacturer, of the city of Outremont, Simon Steinberg, merchant, and Hyman Steinberg, salesman, both of the city of Montreal, all in the district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort, to carry on the business of manufacturing, buying and selling clothing of every description;

To sell retail and wholesale men's and boy's suits, coats and clothing, under the name of "S. Lipson & Co.", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

St. Lawrence Medical Supply Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du sept juillet 1947, constituant en corporation: J.-Emery Phaneuf, Armand Poupert, avocats, et Alice Proulx, comptable, fille majeure, cette dernière de Beaconsfield, et les deux premiers de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir, importer, fabriquer, transformer, réparer, posséder, échanger, donner à bail, exporter, vendre ou autrement aliéner, en gros et en détail, et généralement faire le commerce de véhicules automobiles, accessoires et outillage d'automobiles, équipement d'automobiles, matériaux de construction, appareils photographiques et articles de photographie, articles de toile, vêtements de toutes sortes, outillage commercial et industriel, instruments de chirurgie, accessoires de salles d'opération et chambres à pansements, outillage spécialisé pour rayons-X et autres, produits médicaux et pharmaceutiques, remèdes brevetés, articles de ferronnerie et quincaillerie, outils et ustensiles, appareils domestiques, articles et garnitures de maison articles de ménage, toutes sortes d'articles en cuir, métaux, fer et acier (sauf les déchets) menus articles de mercerie, nouveautés, souvenirs et jouets et pièces d'optique; et de façon générale tous les produits se rapportant directement ou indirectement à ceux ci-dessus mentionnés, le tout sujet à la Loi de pharmacie de Québec, et à la Loi des optométristes et des opticiens d'ordonnances, sous le nom de "St. Lawrence Medical Supply Inc.", avec un capital de \$6,000, divisé en 540 actions privilégiées de \$10 chacune et 60 actions communes de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans la cité d'Outremont, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

St. Lawrence Medical Supply Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of July, 1947, incorporating: J. Emery Phaneuf, Armand Poupert, advocates, and Alice Proulx, accountant, spinster, the latter of Beaconsfield, and the two first of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire, import, manufacture, transform, repair, own, exchange, give on lease, export, sell or otherwise dispose of, wholesale and retail, and deal generally in motor vehicles, automobile accessories and supplies, automobile equipment, building requisites, photographic apparatus and supplies for photography, linen goods, wearing apparel of all kinds, commercial and industrial equipment, surgical instruments, operating room and sick-room supplies, specialized and other X-ray equipment, medicinal and pharmaceutical products, patent medicines, ironware, hardware, tools and utensils, domestic equipment, household effects and trimmings, household furniture, all kinds of leather, metal, iron and steel goods (with the exception of junk) smallwares, novelties, souvenirs and toys, optical goods; and generally all products connected directly or indirectly with the foregoing, the whole subject to the Quebec Pharmacy Act, and the Optometrists' and Dispensing Opticians' Act, under the name of St. Lawrence Medical Supply Inc., with a capital stock of \$6,000, divided into 540 preferred shares of \$10 each and 60 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be in the city of Outremont, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Nanette Floral Store Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du 5 juillet 1947, constituant en corporation: James Gibb Stewart, George Wanklyn Hall, avocats, et Marie-Thérèse Boissy, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de fleuristes, en gros et en détail, et d'acheteurs, vendeurs, importateurs, exportateurs, cultivateurs, producteurs et marchands de toutes espèces de graines, fleurs, arbustes et plantes de tout genre quelconque;

Exploiter le commerce qui consiste à fabriquer, vendre et négocier les accessoires et aménagements de fleuristes, sous le nom de "The Nanette Floral Store Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 5 juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Nanette Floral Store Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the fifth day of July, 1947, incorporating: James Gibb Stewart, George Wanklyn Hall, advocates, and Marie-Thérèse Boissy, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of wholesale and retail florists, and of buyers, sellers, importers, exporters, growers, producers of and dealers in all kinds of seeds, flowers, shrubs and plants of any kind whatsoever;

To carry on the business of manufacturing, selling and dealing in florists' supplies and equipment, under the name of "The Nanette Floral Store Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100, each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Warwick Woollen Mills Co. Ltd.
Warwick Woollen Mills Co. Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du quatre juillet 1947, constituant en corporation: Emé, Lacroix, avocat, de Ville Mont-Royal, Emile Pelletier, avocat, de Lachine, et Marcelle Langlois, sténographe, célibataire majeure, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de contrôle, consentir des prêts aux personnes en relations d'affaires avec la compagnie ou autrement faire fructifier les biens, valeurs et argents de la compagnie et exercer, comme principal ou agent, pour toute personne ou compagnie tous ou chacun des objets par les présentes autorisés;

Manufacturer et faire le commerce, en gros et en détail de marchandises sèches, de produits textiles, merceries, chaussures, vêtements de toutes sortes, meubles meublants et garnitures de maison, et tout ce qui peut faire l'objet d'un commerce de magasin à rayons, sous le nom de "Warwick Woollen Mills Co. Ltd.—Warwick Woollen Mills Co. Ltée."

Le capital de la compagnie sera divisé en 3,000 actions communes sans valeur au pair, 3,000 actions privilégiées "B" sans valeur au pair et en 5,000 actions privilégiées "A" d'une valeur de \$100 chacune.

Le capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$80,000.

Le siège social de la compagnie sera à Warwick, district d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Warwick Woollen Mills Co. Ltd.
Warwick Woollen Mills Co. Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 275, R.S.Q., 1941, bearing date the fourth day of July 1947, incorporating: Emé, Lacroix, advocate, of the Town of Mount Royal, Emile Pelletier, advocate, of Lachine, and Marcelle Langlois, stenographer, spinster, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding company, grant loans to persons having business dealings with the company or otherwise turn to account the assets, securities and moneys of the company, and to transact business as principal or as agent, for any person or company in all or any of the lines hereby authorized:

To manufacture and deal, wholesale and retail, in dry-goods, textile products, haberdashery, footwear, clothing of all kinds, household furniture and furnishings, and anything that may form the object of a departmental store, under the name of "Warwick Woollen Mills Co. Ltd.—Warwick Woollen Mills Co. Ltée".

The capital stock of the company will be divided into 3,000 common shares having no par value, 3,000 class "B" preferred shares having no par value, and 5,000 class "A" preferred shares of \$100 each.

The capital with which the company will begin operations is \$80,000.

The head office of the company will be at Warwick, district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Xavier Neron & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du onze juillet 1947, constituant en corporation: Xavier Neron, Léonce Neron, tous deux contracteurs, et Majorie Neron, étudiant, tous trois de Chicoutimi, district de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'entrepreneurs généraux, passer des contrats, construire, exécuter, posséder et exercer des travaux de toutes descriptions et exercer, pour les fins précitées, les opérations d'une compagnie générale de construction et d'entrepreneurs pour la construction de travaux et édifices publics et privés;

Produire, manufacturer, acheter, vendre, importer ou autrement acquérir, en faire le commerce et le trafic, utiliser et disposer de matériaux, accessoires et équipements de construction de toutes sortes;

Importer, exporter, acheter, vendre, louer et autrement faire le commerce et le trafic de camions-automobiles, tracteurs, véhicules-moteurs, automobiles, moyens de transport de toutes sortes et de toutes les pièces qui servent à leur construction, ainsi que les moteurs, engins, machineries de toutes sortes, sous le nom de "Xavier Neron & Fils Ltée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en mille (1000) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent (\$100) dollars, mais le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
20010-o L. DÉSILETS.

Xavier Neron & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of July, 1947, incorporating: Xavier Neron, Léonce Neron, both contractors, and Majorie Neron, student, all three of Chicoutimi, district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, enter into contracts, build, perform, own and carry out works of every description; and to carry on, for the aforesaid purposes, the operations of a general construction company and that of contractors for construction work and public and private buildings;

To produce, manufacture, buy, sell, import or otherwise acquire, deal in and with, use and dispose of building materials, requisites and equipment of all kinds;

To import, export, buy, sell, lease and otherwise trade and deal in motor trucks, tractors, motor vehicles, automobiles, means of transportation of all kinds and all parts used in their construction, as well as motors, engines and machinery of all kinds, under the name of "Xavier Neron & Fils Ltée".

The capital stock of the company is divided into one thousand (1000) common shares of a par value of one hundred dollars (\$100), but the amount of capital stock with which the company will commence operations will be ten thousand dollars (10,000).

The head office of the company will be at Chicoutimi, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
20010 Deputy Attorney General.

**Département du Trésor
Assurances**

**Treasury Department
Insurance**

**AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT**

Avis est donné par les présentes que les compagnies d'assurance dont les noms suivent ont demandé et obtenu le renouvellement de leur permis et de leur enregistrement pour l'année commençant le 1er juillet 1947 et finissant le 30 juin 1948:

Abeille, (L'), Société Anonyme d'Assurance à primes fixes contre l'Incendie.
Acadia Fire Insurance Co., The.
Aetna Casualty and Surety Co., The.
Aetna Insurance Company.
Aetna Life Insurance Company.
Affiliated Underwriters.
Agricultural Insurance Company.
Alliance Assurance Company Limited.
Alliance Insurance Co. of Philadelphia.
American Alliance Insurance Company.
American Automobile Fire Ins. Co.
American Automobile Insurance Co.
American Central Insurance Company.
American Credit Indemnity Co. of N.Y.
American Equitable Assurance Co.
American Exchange Underwriters.
American Home Fire Assurance Co.
American Insurance Company, The.

**NOTICE OF ISSUE OF LICENCE AND CERTIFICATE
OF REGISTRY**

Notice is hereby given that the following insurance companies have made application for and obtained the renewal of their license and registration for the year beginning on the 1st day of July 1947 and ending on the 30th day of June 1948:

Acadia Fire Insurance Co., The.
Aetna Casualty and Surety Co., The.
Aetna Insurance Company.
Aetna Life Insurance Company.
Affiliated Underwriters.
Agricultural Insurance Company.
Alliance Assurance Company Limited.
Alliance Insurance Co. of Philadelphia.
American Alliance Insurance Company.
American Automobile Fire Ins. Co.
American Automobile Insurance Co.
American Central Insurance Company.
American Credit Indemnity Co. of N.Y.
American Equitable Assurance Co.
American Exchange Underwriters.
American Home Fire Assurance Co.
American Insurance Company, The.
Anglo-Scottish Insurance Co. Ltd.
Arex Indemnity Company.

Anglo-Scottish Insurance Co. Ltd.
 Arrex Indemnity Company.
 Arkwright Mutual Fire Insurance Co.
 Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal, L'.
 Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec, L'.
 Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa, L'.
 Assurances Funéraires Rousseau & Frères Limitée, Les.
 Atlas Assurance Company Limited.
 Automobile Insurance Company of Hartford, Conn., The.
 Aviation and General Insurance Company, Limited.

Baloise (La), Compagnie d'Assurance contre l'Incendie.
 Baltimore American Ins. Co. of N. Y.
 Bankers and Shippers Ins. Co. of N. Y.
 Beaver Fire Insurance Company.
 Blackstone Mutual Fire Insurance Co.
 Boiler Inspection & Insurance Co. of Can.
 Boston Insurance Company.
 Boston Manufacturers' Mutual Fire Ins. Co.
 British America Assurance Company.
 British and European Insurance Co. Ltd., The.
 British and Foreign Marine Insurance Co. Ltd. The.
 British Aviation Insurance Co. Ltd., The.
 British Crown Assurance Corporation Ltd.
 British Empire Assurance Co., The.
 British General Insurance Co. Ltd.
 British Law Insurance Co. Ltd, the.
 British Northwestern Fire Ins. Co.
 British Oak Insurance Company Ltd.
 British Traders Insurance Company Ltd.

Caisse Nationale d'Assurance-Vie.
 Caisse Nationale d'Economie.
 Caledonian-American Insurance Co.
 Caledonian Insurance Company.
 California Insurance Company, The.
 Camden Fire Insurance Association.
 Canada Accident and Fire Assurance Co., The.
 Canada Health and Accident Assurance Corporation.
 Canada Life Assurance Company, The.
 Canada Security Assurance Company.
 Canadian Fire Insurance Company.
 Canadian General Insurance Company.
 Canadian Home Assurance Company.
 Canadian Indemnity Company, The.
 Canadian Reciprocal Underwriters.
 Canadian Surety Company, The.
 Car and General Ins. Corporation Ltd.
 Casualty Company of Canada, The.
 Central Insurance Company Ltd, The.
 Central Manufacturer's Mutual Ins. Co.
 Central Union Insurance Company.
 Century Indemnity Company (The).
 Century Insurance Company Ltd., The.
 Citizens Insurance Company of New Jersey, The.
 City of New York Insurance Company.
 Columbia Insurance Company of New-York.
 Commercial Union Assurance Co. Ltd.
 Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce contre l'Incendie.
 Compagnie d'Assurance Alliance Canadienne.
 Compagnie d'Assurance Canadienne Mercantile, La.
 Compagnie d'Assurance Canadienne Nationale.
 Compagnie d'Assurance du Canada contre l'Incendie.
 Compagnie d'Assurance Funéraire de Montréal, Limitée, La.
 Compagnie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Limitée, La.
 Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands Détaillants, La.
 Compagnie d'Assurances Provinces-Unies, La.
 Compagnie d'Assurance Stanstead & Sherbrooke.
 Compagnie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est.
 Compagnie Equitable d'Assurance contre le feu.
 Compagnie Française du Phénix.
 Compagnie Générale de Frais Funéraires, Limitée, La.
 Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec.
 Confederation Life Association.
 Connecticut Fire Insurance Co.
 Consolidated Fire and Casualty Ins. Co.
 Continental Casualty Company.
 Continental Insurance Company, The.
 Continental Life Insurance Co.
 Cornhill Insurance Company Limited, The.
 Cotton & Wooden Manufacturers, Mutual Ins. Co. of New England.
 Crown Life Insurance Company, The.

Dominion Fire Insurance Co., The.
 Dominion Life Assurance Co., The.
 Dominion of Canada General Ins. Co., The.

Eagle Fire Company of New York, The.
 Eagle Star Insurance Company, Limited.
 Economical, Mutual Fire Insurance Co.
 Empire Life Insurance Company.

Arkwright Mutual Fire Insurance Co.
 Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal, L'.
 Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec, L'.
 Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa, L'.
 Assurances Funéraires Rousseau & Frère Limitée, Les.
 Atlas Assurance Company Limited.
 Automobile Insurance Company of Hartford, Conn. The.
 Aviation and General Insurance Company, Limited.

Baloise Fire Insurance Company, The.
 Baltimore American Ins. Co. of N.Y.
 Bankers and Shippers Ins. Co. of N.Y.
 Beaver Fire Insurance Company.
 Bee Fire Insurance Co. of Paris, France.
 Blackstone Mutual Fire Insurance Co.
 Boiler Inspection & Insurance Co. of Can.
 Boston Insurance Company.
 Boston Manufacturers' Mutual Fire Ins. Co.
 British America Assurance Company.
 British and European Insurance Co. Ltd., The.
 British and Foreign Marine Insurance Co. Ltd., The.
 British Aviation Insurance Co. Ltd., The.
 British Crown Assurance Corporation Ltd.
 British Empire Assurance Co., The.
 British General Insurance Co. Ltd.
 British Law Insurance Co. Ltd., The.
 British Northwestern Fire Ins. Co.
 British Oak Insurance Company Ltd.
 British Traders Insurance Company Ltd.

Caisse Nationale d'Assurance-Vie.
 Caisse Nationale d'Economie.
 Caledonian-American Insurance Co.
 Caledonian Insurance Company.
 California Insurance Company, The.
 Camden Fire Insurance Association.
 Canada Accident and Fire Assurance Co., The.
 Canada Health and Accident Assurance Corporation.
 Canada Life Assurance Company, The.
 Canada Security Assurance Company.
 Canadian Alliance Insurance Co.
 Canadian Fire Insurance Company.
 Canadian General Insurance Company.
 Canadian Home Assurance Company.
 Canadian Indemnity Company, The.
 Canadian Mercantile Insurance Co., The.
 Canadian National Insurance Co.
 Canadian Reciprocal Underwriters.
 Canadian Surety Company, The.
 Canadian Union Insurance Company (The).
 Car and General Ins. Corporation Ltd.
 Casualty Company of Canada, The.
 Central Insurance Company Ltd, The.
 Central Manufacturers' Mutual Ins. Co.
 Central Union Insurance Company.
 Century Indemnity Company (The).
 Century Insurance Company Ltd., The.
 Citizens Insurance Company of New Jersey, The.
 City of New York Insurance Company.
 Columbia Insurance Company of New York.
 Commerce Mutual Fire Insurance Co.
 Commercial Union Assurance Co. Ltd.
 Compagnie d'Assurance Funéraire de Montréal Limitée, La.
 Compagnie d'Assurance Funéraire Urgel Bourgie, Limitée, La.
 Compagnie de Frais Funéraires des Cantons de l'Est.
 Compagnie Générale de Frais Funéraires, Limitée, La.
 Compagnie Hubert Moisan, Assurance Funéraire de Québec.
 Confederation Life Association.
 Connecticut Fire Insurance Co.
 Consolidated Fire and Casualty Ins. Co.
 Continental Casualty Company.
 Continental Insurance Company, The.
 Continental Life Insurance Co.
 Co-operative Funeral Expense Society, The.
 Cornhill Insurance Company Limited, The.
 Cotton & Woolen Manufacturers Mutual Ins. Co. of New England.
 Crown Life Insurance Company, The.

Dominion Fire Insurance Co., The.
 Dominion Life Assurance Co., The.
 Dominion of Canada General Ins. Co., The.

Eagle Fire Company of New York, The.
 Eagle Star Insurance Company, Limited.
 Economical Mutual Fire Insurance Co.
 Empire Life Insurance Company.

Employers' Liability Assurance Corp'n, The.
Employers' Reinsurance Corporation.
Equitable Fire and Marine Ins. Co.
Equitable Life Assurance Society of the United States
The.
Equitable Life Insurance Co. of Canada, The.
Essex and Suffolk Equitable Insurance Society Ltd.
Excelsior Life Insurance Company, The.
Excess Insurance Company Limited.

Federal Fire Insurance Co. of Canada.
Federal Insurance Company.
Fidelity and Casualty Co. of New York, The.
Fidelity Insurance Co. of Canada.
Fidelity-Phenix Fire Insurance Co. of New York.
Fire Association of Philadelphia.
Fireman's Fund Insurance Company.
Firemen's Insurance Co. of Newark, N.J.
Firemen's Mutual Insurance Company.
Fireproof Sprinklered Underwriters.
Foncière (La), Compagnie d'Assurances Immobilières et
Immobilières à Primes Fixes.
Franklin Fire Insurance Company, The.

General Accident Assurance Company of Canada, The.
General Accident Fire and Life Assurance Corporation
Limited.
General Exchange Insurance Corporation.
Gibraltar Fire and Marine Insurance Company, The.
Glens Falls Insurance Company.
Globe Indemnity Co. of Canada, The.
Granite State Fire Insurance Company.
Great American Indemnity Company.
Great American Insurance Company.
Great-West Life Assurance Co., The.
Gresham Life Assurance Society, Limited.
Guarantee Company of North America, The.
Guardian Assurance Company, Limited, (London Eng.)
Guardian Insurance Co. of Canada, The.
Guildhall Insurance Company Limited, The.

Halifax Insurance Company.
Hanover Fire Insurance Company, The.
Hardware Dealers' Mutual Fire Ins. Co.
Hartford Accident and Indemnity Co.
Hartford Fire Insurance Company.
Hartford Live Stock Insurance Co.
Helvétia (L'), Compagnie Suisse d'Assurance contre
l'Incendie.
Home Assurance Company of Canada.
Home Fire and Marine Ins. Co.
Home Insurance Company, The.
Homestead Fire Insurance Co.
Hudson Bay Insurance Company.

Imperial Assurance Company.
Imperial Guarantee and Accident Ins. Co. of Canada
The.
Imperial Insurance Office.
Imperial Life Ass. Co. of Canada, The.
Indemnity Insurance Company of North America.
Indemnity Marine Assurance Co. Ltd.
Indiana Lumbermens Mutual Ins. Co.
Individual Underwriters.
Industrielle (L'), Compagnie d'Assurance sur la Vie.
Insurance Company of North America.

Jersey Insurance Company of New-York.
John Hancock Mutual Life Insurance Company.

Laurentienne (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie.
Law Union and Rock Insurance Co. Ltd.
Legal and General Ass. Society, The.
Liberty Mutual Insurance Company.
Liverpool & London & Globe Ins. Co. Ltd, The.
Liverpool-Manitoba Assurance Co., The.
Local Government Guarantee Society, Ltd.
London and County Insurance Co., Ltd.
London and Edinburgh Insurance Company Limited
(The).
London and Lancashire Guarantee and Accident Com-
pany of Canada.
London and Lancashire Insurance Co., Ltd.
London and Provincial Marine and General Ins. Co
Ltd.
London and Scottish Assurance Corp'n Ltd.
London Assurance, The.
London-Canada Insurance Company.
London Guarantee and Accident Co., Ltd.
London Life Insurance Company, The.
Loyal Protective Life Insurance Co.
Lumbermens Insurance Company.
Lumbermens Mutual Casualty Co.
Lumbermens Mutual Insurance Company.
Lumbermen's Underwriting Alliance.
Lumber Mutual Fire Ins. Co.

Manufacturers Life Insurance Co., The.

Employers' Liability Assurance Corp'n, The.
Employers' Reinsurance Corporation.
Equitable Fire and Marine Ins. Co.
Equitable Life Assurance Society of the United States,
The.
Equitable Life Insurance Co. of Canada, The.
Essex and Suffolk Equitable Insurance Society Ltd.
Excelsior Life Insurance Company, The.
Excess Insurance Company Limited.

Federal Fire Insurance Co. of Canada.
Federal Insurance Company.
Fidelity and Casualty Co. of New York, The.
Fidelity Insurance Co. of Canada.
Fidelity-Phenix Fire Insurance Co. of New York.
Fire Association of Philadelphia.
Fire Insurance Company of Canada.
Fireman's Fund Insurance Company.
Firemen's Insurance Co. of Newark, N.J.
Firemen's Mutual Insurance Company.
Fireproof Sprinklered Underwriters.
Foncière Fire Insurance Co. of Paris, France, The.
Franklin Fire Insurance Company, The.

General Accident Assurance Company of Canada, The.
General Accident Fire and Life Assurance Corporation
Limited.
General Exchange Insurance Corporation.
General Security Insurance Co. of Canada, The.
Gibraltar Fire and Marine Insurance Company, The
Glens Falls Insurance Company.
Globe Indemnity Co. of Canada, The.
Granite State Fire Insurance Company.
Great American Indemnity Company.
Great American Insurance Company.
Great-West Life Assurance Co., The.
Gresham Life Assurance Society, Limited.
Guarantee Company of North America, The.
Guardian Assurance Company, Limited (London
Eng.).
Guardian Insurance Co. of Canada, The.
Guildhall Insurance Company Limited, The.

Halifax Insurance Company.
Hanover Fire Insurance Company, The.
Hardware Dealers' Mutual Fire Ins. Co.
Hartford Accident and Indemnity Co.
Hartford Fire Insurance Company.
Hartford Live Stock Insurance Co.
Helvetia Swiss Fire Ins. Co. Ltd., The.
Home Assurance Company of Canada.
Home Fire and Marine Ins. Co.
Home Insurance Company, The.
Homestead Fire Insurance Co.
Hudson Bay Insurance Company.

Imperial Assurance Company.
Imperial Guarantee and Accident Ins. Co. of Canada,
The.
Imperial Insurance Office.
Imperial Life Ass. Co. of Canada, The.
Indemnity Insurance Company of North America.
Indemnity Marine Assurance Co. Ltd.
Indiana Lumbermens Mutual Ins. Co.
Individual Underwriters.
Industrial Life Insurance Company, The.
Insurance Company of North America.

Jersey Insurance Company of New York.
John Hancock Mutual Life Insurance Company.

Laurentian Life Assurance Company, The.
Law Union and Rock Insurance Co. Ltd.
Legal and General Ass. Society, The.
Liberty Mutual Insurance Company.
Liverpool & London & Globe Ins. Co Ltd., The.
Liverpool-Manitoba Assurance Co., The.
Local Government Guarantee Society, Ltd.
London and County Insurance Co., Ltd.
London and Edinburgh Insurance Company Limited
(The).
London and Lancashire Guarantee and Accident Com-
pany of Canada.
London and Lancashire Insurance Co., Ltd.
London and Provincial Marine and General Ins. Co.
Ltd.
London and Scottish Assurance Corp'n Ltd.
London Assurance, The.
London-Canada Insurance Company.
London Guarantee and Accident Co. Ltd.
London Life Insurance Company, The.
Loyal Protective Life Insurance Co.
Lumbermens Insurance Company.
Lumbermens Mutual Casualty Co.
Lumbermens Mutual Insurance Company.
Lumbermen's Underwriting Alliance.
Lumber Mutual Fire Ins. Co.

Manufacturers Life Insurance Co., The.

Manufacturers Mutual Fire Insurance Company.
 Marine Insurance Company Limited.
 Maryland Casualty Company.
 Mercantile Insurance Company.
 Merchants and Manufacturers Insurance Company of New York.
 Merchants Fire Assurance Corporation of New York.
 Merchants Marine Insurance Company Ltd., The.
 Mercury Insurance Company.
 Metropolitan Casualty Insurance Company of New York, The.
 Metropolitan Inter-Insurers.
 Metropolitan Life Insurance Company.
 Michigan Fire and Marine Ins. Co.
 Millers National Insurance Company.
 Mill Owners Mutual Fire Insurance Co. of Iowa.
 Missisquoi et Rouville Comp. d'Ass. Mut. contre l'Incendie.
 Monarch Life Assurance Company, The.
 Montreal Life Insurance Company.
 Monument Insurance Company Limited.
 Motor Union Insurance Company Ltd.
 Mutual Benefit Health and Accident Association.
 Mutual Boiler Ins. Co. of Boston.
 Mutual Implement and Hardware Ins. Co.
 Mutual Life and Citizens' Assurance Co. Ltd., The.
 Mutual Life Assurance Company of Canada.
 Mutual Life Insurance Company of New York, The.

National-Ben Franklin Fire Insurance Company.
 Nationale (La), Compagnie Anonyme d'Assurance contre l'Incendie et les Explosions.
 National Fire Ins. Co. of Hartford.
 National Liberty Ins. Co. of America.
 National Life Ass. Co. of Canada.
 National Liverpool Ins. Co., The.
 National Provincial Insurance Co., Ltd.
 National Retailers Mutual Ins. Co.
 National Union Fire Insurance Co.
 Newark Fire Insurance Company.
 New Brunswick Fire Ins. Co., The.
 New England Fire Insurance Co.
 New Hampshire Fire Insurance Co.
 New York Fire Insurance Company.
 New York Life Insurance Company.
 New York Reciprocal Underwriters.
 New York Underwriters Ins. Co.
 New Zealand Insurance Company, Ltd., The.
 Niagara Fire Insurance Company.
 Non-Marine Underwriters-Members of Lloyd's.
 North American Accident Insurance Co., The.
 North American Life Assurance Co.
 North British and Mercantile Insurance Company Ltd.
 North Empire Fire Insurance Co.
 Northern Assurance Company Ltd., The.
 Northern Life Ass. Co. of Canada.
 North River Insurance Company, The.
 North Star Reinsurance Corporation.
 Northwestern Mutual Fire Association.
 Northwestern National Insurance Company of Milwaukee, Wisconsin.
 North West Fire Insurance Co.
 Norwich Union Fire Insurance Society, Ltd.
 Norwich Union Life Insurance Society, The.

Occidental Fire Insurance Co., The.
 Occidental Life Insurance Company of California.
 Ocean Accident and Guarantee Corporation.
 Ocean Marine Insurance Co. Ltd., The.

Pacific Coast Fire Insurance Co., The.
 Pacific Fire Insurance Company.
 Palatine Insurance Company Limited.
 Patriotic Assurance Company Ltd.
 Pearl Assurance Company Ltd., The.
 Pennsylvania Lumbermens Mutual Fire Ins. Co.
 Perth Mutual Fire Insurance Co., The.
 Philadelphia Fire and Marine Ins. Co.
 Philadelphia Manufacturers Mutual Fire Ins. Co.
 Phoenix Assurance Company, Limited.
 Phoenix Insurance Company Limited, Hartford, Conn., The.
 Pilot Insurance Company.
 Pioneer Insurance Company, The.
 Planet Assurance Company, Limited.
 Prévoyance, La.
 Prévoyants du Canada, Les.
 Protection Mutual Fire Insurance Co.
 Protective Association of Canada, The.
 Providence (La) Compagnie d'Assurances contre l'Incendie.
 Providence Washington Insurance Co.
 Provincial Insurance Company Limited.
 Prudential Assurance Co., Ltd., of London, Eng., The.
 Prudential Ins. Co. of America, The.

Quebec Fire Assurance Company.

Manufacturers Mutual Fire Insurance Company.
 Marine Insurance Company Limited.
 Maryland Casualty Company.
 Mercantile Insurance Company.
 Merchants and Manufacturers Insurance Company of New York.
 Merchants Fire Assurance Corporation of New York.
 Merchants Marine Insurance Company Ltd., The.
 Mercury Insurance Company.
 Metropolitan Casualty Insurance Company of New York, The.
 Metropolitan Inter-Insurers.
 Metropolitan Life Insurance Company.
 Michigan Fire and Marine Ins. Co.
 Millers National Insurance Company.
 Mill Owners Mutual Fire Insurance Co. of Iowa.
 Missisquoi and Rouville Mutual Fire Insurance Company.
 Monarch Life Assurance Company, The.
 Montreal Life Insurance Company.
 Monument Insurance Company Limited.
 Motor Union Insurance Company Ltd.
 Mutual Benefit Health and Accident Association.
 Mutual Boiler Ins. Co. of Boston.
 Mutual Implement and Hardware Ins. Co.
 Mutual Life and Citizens' Assurance Co. Ltd., The.
 Mutual Life Assurance Company of Canada.
 Mutual Life Insurance Company of New York, The.

National-Ben Franklin Fire Insurance Company.
 Nationale Fire Insurance Co. of Paris, France, The.
 National Fire Ins. Co. of Hartford.
 National Insurance Society.
 National Liberty Ins. Co. of America.
 National Life Ass. Co. of Canada.
 National Liverpool Ins. Co., The.
 National Protection Assurance Company, The.
 National Provincial Insurance Co., Ltd.
 National Retailers Mutual Ins. Co.
 National Union Fire Insurance Co.
 Newark Fire Insurance Company.
 New Brunswick Fire Ins. Co., The.
 New England Fire Insurance Co.
 New Hampshire Fire Insurance Co.
 New York Fire Insurance Company.
 New York Life Insurance Company.
 New York Reciprocal Underwriters.
 New York Underwriters Ins. Co.
 New Zealand Insurance Company, Ltd., The.
 Niagara Fire Insurance Company.
 Non-Marine Underwriters-Members of Lloyd's.
 North American Accident Insurance Co., The.
 North American Life Assurance Co.
 North British and Mercantile Insurance Company Ltd.
 North Empire Fire Insurance Co.
 Northern Assurance Company Ltd., The.
 Northern Life Ass. Co. of Canada.
 North River Insurance Company, The.
 North Star Reinsurance Corporation.
 Northwestern Mutual Fire Association.
 Northwestern National Insurance Company of Milwaukee, Wisconsin.
 North West Fire Insurance Co.
 Norwich Union Fire Insurance Society, Ltd.
 Norwich Union Life Insurance Society, The.

Occidental Fire Insurance Co., The.
 Occidental Life Insurance Company of California.
 Ocean Accident and Guarantee Corporation.
 Ocean Marine Insurance Co. Ltd., The.

Pacific Coast Fire Insurance Co., The.
 Pacific Fire Insurance Company.
 Palatine Insurance Company Limited.
 Patriotic Assurance Company Ltd.
 Pearl Assurance Company Ltd., The.
 Pennsylvania Lumbermens Mutual Fire Ins. Co.
 Perth Mutual Fire Insurance Co., The.
 Phenix Fire Ins. Co. of Paris, France.
 Philadelphia Fire and Marine Ins. Co.
 Philadelphia Manufacturers Mutual Fire Ins. Co.
 Phoenix Assurance Company, Limited.
 Phoenix Insurance Company Limited, Hartford, Conn., The.
 Pilot Insurance Company.
 Pioneer Insurance Company, The.
 Planet Assurance Company, Limited.
 Prévoyants du Canada, Les.
 Protection Mutual Fire Insurance Co.
 Protective Association of Canada, The.
 Providence (La) Compagnie d'Assurances contre l'Incendie.
 Providence Washington Insurance Co.
 Provident, The.
 Provincial Insurance Company Limited.
 Prudential Assurance Co., Ltd., of London, Eng., The.
 Prudential Ins. Co. of America, The.

Quebec Fire Assurance Company.

Queen Insurance Company of America.
Queensland Insurance Company, Limited.

Railway Passengers Assurance Company.
Reliance Insurance Company of Canada.
Rhode Island Insurance Company.
Royal Exchange Assurance, The.
Royal Guardians, The.
Royal Insurance Company Limited.
Royal Scottish Insurance Co. Ltd., The.

St. Paul Fire and Marine Ins. Co.
St. Paul-Mercury Indemnity Company of Saint Paul.
Sauvegarde, La.
Scottish Canadian Assurance Corporation.
Scottish Insurance Corporation Limited.
Scottish Metropolitan Assurance Co., Ltd.
Scottish Union and National Insurance Company.
Sea Insurance Company, Limited, The.
Sécurité (La), Compagnie d'Assurances Générales du Canada.
Security Insurance Co. of New-Haven.
Security National Insurance Company.
Sentinel Fire Insurance Company.
Service Fire Insurance Company of New York.
Société Co-opérative de Frais Funéraires, Limitée.
Société d'Assurances des Caisses Populaires, La.
Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C. La.
Société Nationale d'Assurances.
Solidarité (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie.
South British Insurance Co., The.
Southern Insurance Company Limited, The.
Sovereign Life Assurance Company of Canada, The.
Springfield Fire and Marine Ins. Co.
Standard Insurance Company of New York.
Standard Life Assurance Company, The.
State Assurance Company Limited.
Sterling Insurance Company of Canada.
Suisse (La), Compagnie Anonyme d'Assurances Générales.
Sun Insurance Office, Limited.
Sun Life Assurance Company of Canada.
Survivance (La), Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie.
Svea Fire and Life Ins. Co. Ltd.

T. Eaton Life Assurance Co., The.
Toronto General Insurance Company.
Toronto Mutual Life Ins. Co.
Transcontinental Insurance Company.
Travelers Fire Insurance Co., The.
Travelers Indemnity Company (Hartford, Conn.), The.
Travelers Insurance Company (Hartford, Conn.) The.

Underwriters Exchange.
Union Assurance Society Limited.
Union Canadienne (L') Compagnie d'Assurances.
Union (L') Compagnie d'Assurance contre l'Incendie, les Accidents et Risques Divers.
Union Insurance Society of Canton, Ltd.
Union Marine and General Insurance Co Ltd., The.
Union Mutual Insurance Company.
United British Insurance Company Limited.
United Firemen's Insurance Company of Philadelphia.
United Mutual Fire Insurance Company.
United National Indemnity Company.
United States Fidelity and Guaranty Company.
United States Fire Insurance Company.
United States Guarantee Company.

Victory Insurance Company Limited, The.

Wawanesa Mutual Insurance Co., The.
Wellington Fire Insurance Company.
Westchester Fire Insurance Company.
Western Assurance Company.
Westminster Fire Office, The.
What Cheer Mutual Fire Insurance Company.
World Fire and Marine Ins. Co., The.
World Marine and General Insurance Company Limited, The.

Yorkshire Insurance Company, Ltd., The.

Zurich General Accident and Liability Insurance Company Limited.

Donné au bureau du Service des assurances
ce 12ième jour d'août 1947.

Pour le Trésorier de la Province,
WHEELER DUPONT,
Assistant-Surintendant des assurances.

Queen Insurance Company of America.
Queensland Insurance Company Limited.

Railway Passengers Assurance Company.
Reliance Insurance Company of Canada.
Retail Merchants Mutual Insurance Company.
Rhode Island Insurance Company.
Royal Exchange Assurance, The.
Royal Guardians, The.
Royal Insurance Company Limited.
Royal Scottish Insurance Co. Ltd., The.

St. Paul Fire and Marine Ins. Co.
St. Paul-Mercury Indemnity Company of Saint Paul.
Sauvegarde, La.
Scottish Canadian Assurance Corporation.
Scottish Insurance Corporation Limited.
Scottish Metropolitan Assurance Co., Ltd.
Scottish Union and National Insurance Company.
Sea Insurance Company, Limited, The.
Security Insurance Co. of New-Haven.
Security National Insurance Company.
Sentinel Fire Insurance Company.
Service Fire Insurance Company of New York.
Société d'Assurances des Caisses Populaires, La.
Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C., La.
Solidarité (La), Compagnie d'Assurance sur la Vie.
South British Insurance Co., The.
Southern Insurance Company Limited, The.
Sovereign Life Assurance Company of Canada, The.
Springfield Fire and Marine Ins. Co.
Standard Insurance Company of New York.
Standard Life Assurance Company, The.
Stanstead & Sherbrooke Insurance Company.
State Assurance Company Limited.
Sterling Insurance Company of Canada.
Sun Insurance Office, Limited.
Sun Life Assurance Company of Canada.
Survivance, (La), Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie.
Svea Fire and Life Ins. Co. Ltd.
Switzerland General Ins. Co. Ltd., The.

T. Eaton Life Assurance Co., The.
Toronto General Insurance Company.
Toronto Mutual Life Ins. Co.
Transcontinental Insurance Company.
Travelers Fire Insurance Co., The.
Travelers Indemnity Company (Hartford, Conn.), The.
Travelers Insurance Company (Hartford, Conn.), The.

Underwriters Exchange.
Union Assurance Society Limited.
Union Fire, Accident and General Insurance Co. of Paris France, The.
Union Insurance Society of Canton, Ltd.
Union Marine and General Insurance Co. Ltd., The.
Union Mutual Life Insurance Company.
United British Insurance Company Limited.
United Firemen's Insurance Company of Philadelphia.
United Mutual Fire Insurance Company.
United National Indemnity Company.
United Provinces Insurance Company, The.
United States Fidelity and Guaranty Company.
United States Fire Insurance Company.
United States Guarantee Company.

Victory Insurance Company Limited, The.

Wawanesa Mutual Insurance Co., The.
Wellington Fire Insurance Company.
Westchester Fire Insurance Company.
Western Assurance Company.
Westminster Fire Office, The.
What Cheer Mutual Fire Insurance Company.
World Fire and Marine Ins. Co., The.
World Marine and General Insurance Company Limited, The.

Yorkshire Insurance Company, Ltd., The.

Zurich General Accident and Liability Insurance Company Limited.

Given at the office of the Insurance Department this 12th day of August 1947.

For the Treasurer of the Province,
WHEELER DUPONT,
Assistant Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que les compagnies d'assurance mutuelle de comté dont les noms suivent ont demandé et obtenu le renouvellement de leur permis et de leur enregistrement pour l'année commençant le 1er juillet 1947 et finissant le 30 juin 1948:

Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des comtés Lotbinière et Mégantic.
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des Cultivateurs du district de Bedford.
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Témiscamingue.
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Arthabaska.
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté de Maskinongé.
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté de Nicolet.
Compagnie d'Assurance Mutuelle des Beurreries et des Fromageries des comtés du Lac Saint-Jean, Chicoutimi et Saguenay.
Compagnie Provinciale d'Assurance Mutuelle contre le feu des Beurreries et Fromageries de la province de Québec.
Mutual Fire Insurance Company of the county of Beauharnois.

Donné au bureau du Service des assurances ce 12ième jour d'août 1947.

Pour le Trésorier de la Province,
WHEELER DUPONT,
Assistant-Surintendant des assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE
OF REGISTRY

Notice is hereby given that the following county mutual insurance companies have made application for and obtained the renewal of their license and registration for the year beginning on the 1st day of July 1947 and ending on the 30th day of June 1948:

Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des comtés Lotbinière et Mégantic.
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des Cultivateurs du district de Bedford.
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de Témiscamingue.
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté d'Arthabaska.
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté de Maskinongé.
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté de Nicolet.
Compagnie d'Assurance Mutuelle des Beurreries et des Fromageries des comtés du Lac Saint-Jean, Chicoutimi et Saguenay.
Compagnie Provinciale d'Assurance Mutuelle contre le feu des Beurreries et Fromageries de la province de Québec.
Mutual Fire Insurance Company of the county of Beauharnois.

Given at the office of the Insurance Department this 12th day of August 1947.

For the Treasurer of the Province,
WHEELER DUPONT,
Assistant Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que les compagnies d'assurance mutuelle de paroisse ou de municipalité locale dont les noms suivent ont obtenu le renouvellement de leur permis et de leur enregistrement pour l'année commençant le 1er juillet 1947 et finissant le 30 juin 1948:

Baie du Febvre.
Belœil.
Berthier (en bas).
Boucherville.

Cap Saint-Ignace.
Charlesbourg.
Château-Richer.
Chicoutimi.
Compton.

Granby.

Kingsey.

Lacadie.
L'Ange-Gardien-d'Angers.
L'Annonciation.
Laprairie.
La Présentation.
L'Assomption.
La Visitation-de-Champlain.
La Visitation-de-l'Ile-Dupas.
L'Epiphanie.
Low.

Notre-Dame-de-Bon-Secours.
Notre-Dame-de-l'Ancienne-Lorette.
Notre-Dame-de-Lourdes de Ham.
Notre-Dame d'Hébertville.
Notre-Dame du Mont-Carmel.
Notre-Dame-du Très Saint-Sacrement de Ferme Neuve.

Roxton.

Sacré-Cœur-de-Jésus (Beauce).
Sacré-Cœur-de-Jésus (Saguenay).

Saint-Agapit.
Saint-Aimé.
Saint-Alban.
Saint-Alexandre (Kamouraska).
Saint-Alexis de Matapédia.
Saint-Alexis de Montcalm.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE
OF REGISTRY

Notice is hereby given that the following parish or local municipal mutual insurance companies have obtained the renewal of their license and registration for the year beginning on the 1st day of July 1947 and ending on the 30th day of June 1948:

Baie du Febvre.
Belœil.
Berthier (en bas).
Boucherville.

Cap Saint-Ignace.
Charlesbourg.
Château-Richer.
Chicoutimi.
Compton.

Granby.

Kingsey.

Lacadie.
L'Ange-Gardien-d'Angers.
L'Annonciation.
Laprairie.
La Présentation.
L'Assomption.
La Visitation-de-Champlain.
La Visitation-de-l'Ile-Dupas.
L'Epiphanie.
Low.

Notre-Dame-de-Bon-Secours.
Notre-Dame-de-l'Ancienne-Lorette.
Notre-Dame-de-Lourdes de Ham.
Notre-Dame d'Hébertville.
Notre-Dame du Mont-Carmel.
Notre-Dame-du Très Saint-Sacrement de Ferme Neuve.

Roxton.

Sacré-Cœur-de-Jésus (Beauce).
Sacré-Cœur-de-Jésus (Saguenay).

Saint-Agapit.
Saint-Aimé.
Saint-Alban.
Saint-Alban.
Saint-Alexandre (Kamouraska).
Saint-Alexis de Matapédia.

Saint-Ambroise de Kildare.
Saint-André-Avellin.
Saints-Anges.
Sainte-Anne de Danville.
Sainte-Anne-de-la-Pérade.
Sainte-Anne-de-la-Pocatière.
Sainte-Anne des Plaines.
Sainte-Anne de Stukely.
Ste-Anne d'Yamachiche.
Saint-Augustin (Deux-Montagnes).

Sainte-Barbe.
Saint-Barthélemi.
Saint-Basile.
Saint-Benoît-Labre.
Saint-Bernard (Dorchester).
Saint-Bernard-de-Beauchastel.
Saint-Blaise.
Sainte-Brigitte des Sauls.
Saint-Bruno (Chambly).
Saint-Bruno (Lac Saint-Jean).

Saint-Camille de Cookshire.
Saint-Camille de Wolfe.
Sainte-Cécile de Masham.
Sainte-Cécile du Bic.
Saint-Césaire.
Saint-Charles (Saint-Hyacinthe).
Saint-Clément-de-Beauharnois.
Saint-Clet.
Saint-Cœur de Marie.
Saint-Côme de Kennebec.
Saint-Constant.
Sainte-Croix (Lac St-Jean).
Sainte-Croix (Lotbinière).
Saint-Cuthbert.
Saint-Cyprien de Lery.
Saint-Cyrille de Normandin.

Saint-Damase.
Saint-David.
Saint-David-d'Estcourt.
Saint-Denis.
Saint-Dominique de Bagot.
Saint-Dominique de Jonquière.
Saint-Edmond-de-Coaticook.
Saint-Edouard de Napierville.
Sainte-Elizabeth.
Saint-Elzéar.
Saint-Ephrem-de-Tring.
Saint-Ephrem d'Upton.
Saint-Esprit.
Saint-Etienne (Beauharnois).
Saint-Etienne de Beaumont.
Saint-Etienne de Bolton.
Saint-Etienne-de-la-Malbaie.
Saint-Eugène-de-Grantham.
St-Eugène (L'Islet).

Sainte-Famille-du-Cap-Santé.
Saint-Félicien.
Saint-Félix de Valois.
Saint-François (Beauce).
Saint-François de Sales, (Portneuf).
Saint-François du Lac.
Saint-Frédéric de Beauce.

Saint-Gabriel de Brandon.
Sainte-Geneviève (Jacques-Cartier).
Sainte-Geneviève-de-Berthier.
Saint-Georges de Beauce.
Saint-Georges de Clarenceville.
Saint-Georges de Henryville.
Saint-Georges de Windsor.
Saint-Germain.
Saint-Gervais.
Saint-Guillaume d'Upton.

Sainte-Hélène de Bagot.
Saint-Henri de Lévis.
Saint-Henri de Mascouche.
Saint-Hermas.
Saint-Herménégilde.
Saint-Hilaire (Rouville).
Saint-Hilarion.
Saint-Honoré de Shenley.
Saint-Hubert.
Saint-Hugues.
Saint-Hyacinthe.

Saint-Ignace du Côteau du Lac.
Saint-Isidore (Dorchester).
Saint-Isidore d'Auckland.
Saint-Isidore de Laprairie.

Saint-Jacques de l'Achigan.
Saint-Jacques de Leeds.
Saint-Jacques de Parisville.
Saint-Jacques le Majeur.

Saint-Alexis de Montcalm.
Saint-Ambroise de Kildare.
Saint-André-Avellin.
Saints-Anges.
Sainte-Anne de Danville.
Sainte-Anne-de-la-Pérade.
Sainte-Anne-de-la-Pocatière.
Sainte-Anne des Plaines.
Sainte-Anne de Stukely.
Sainte-Anne d'Yamachiche.
Saint-Augustin (Deux-Montagnes).

Sainte-Barbe.
Saint-Barthélemi.
Saint-Basile.
Saint-Benoît-Labre.
Saint-Bernard, (Dorchester).
Saint-Bernard-de-Beauchastel.
Saint-Blaise.
Sainte-Brigitte des Sauls.
Saint-Bruno (Chambly).
Saint-Bruno (Lac Saint-Jean).

Saint-Camille de Cookshire.
Saint-Camille de Wolfe.
Sainte-Cécile de Masham.
Sainte-Cécile du Bic.
Saint-Césaire.
Saint-Charles (Saint-Hyacinthe).
Saint-Clément-de-Beauharnois.
Saint-Clet.
Saint-Cœur de Marie.
Saint-Côme de Kennebec.
Saint-Constant.
Sainte-Croix (Lac St-Jean).
Sainte-Croix (Lotbinière).
Saint-Cuthbert.
Saint-Cyprien de Lery.
Saint-Cyrille de Normandin.

Saint-Damase.
Saint-David.
Saint-David-d'Estcourt.
Saint-Denis.
Saint-Dominique de Bagot.
Saint-Dominique de Jonquière.
Saint-Edmond-de-Coaticook.
Saint-Edouard de Napierville.
Sainte-Elizabeth.
Saint-Elzéar.
Saint-Ephrem-de-Tring.
Saint-Ephrem d'Upton.
Saint-Esprit.
Saint-Etienne (Beauharnois).
Saint-Etienne de Beaumont.
Saint-Etienne de Bolton.
Saint-Etienne-de-la-Malbaie.
Saint-Eugène-de-Grantham.
St-Eugène (L'Islet).

Sainte-Famille-du-Cap-Santé.
Saint-Félicien.
Saint-Félix de Valois.
Saint-François (Beauce).
Saint-François de Sales, (Portneuf).
Saint-François du Lac.
Saint-Frédéric de Beauce.

Saint-Gabriel de Brandon.
Sainte-Geneviève (Jacques-Cartier).
Sainte-Geneviève-de-Berthier.
Saint-Georges de Beauce.
Saint-Georges de Clarenceville.
Saint-Georges de Henryville.
Saint-Georges de Windsor.
Saint-Germain.
Saint-Gervais.
Saint-Guillaume d'Upton.

Sainte-Hélène de Bagot.
Saint-Henri de Lévis.
Saint-Henri de Mascouche.
Saint-Hermas.
Saint-Herménégilde.
Saint-Hilaire (Rouville).
Saint-Hilarion.
Saint-Honoré de Shenley.
Saint-Hubert.
Saint-Hugues.
Saint-Hyacinthe.

Saint-Ignace du Côteau du Lac.
Saint-Isidore (Dorchester).
Saint-Isidore d'Auckland.
Saint-Isidore de Laprairie.

Saint-Jacques de l'Achigan.
Saint-Jacques de Leeds.
Saint-Jacques de Parisville.
Saint-Jacques le Majeur.

Saint-Janvier.
 Saint-Jean (Cté Saint-Jean).
 Saint-Jean-Baptiste de l'Isle Verte.
 Saint-Jean-Baptiste de Nicolet.
 Saint-Jean Chrysostome.
 Saint-Jean Deschailions.
 Saint-Jean de Wickham.
 Saint-Jean l'Evangéliste de Thurso.
 Sainte-Jeanne de Neuville.
 Saint-Jean Port-Joli.
 Saint-Jérôme de Matane.
 Saint-Jérôme (Lac-Saint-Jean).
 Sainz-Joseph de Beauce.
 Saint-Joseph de Godmanchester.
 Saint-Joseph-de-Lanoraie.
 Sainte-Julie.
 Saint-Julien de Wolfestown.
 Sainte-Julienne.
 Sainte-Justine (Dorchester).

Saint-Lambert.
 Saint-Léon de Standon.
 Saint-Liboire.
 Saint-Lin des Laurentides.
 Saint-Louis (Lévis).
 Saint-Louis de Bonsecours.
 Saint-Louis de Chambord.
 Saint-Louis de Gonzague.
 Saint-Louis de l'Isle aux Coudres.
 Saint-Louis de Lotbinière.
 Saint-Luc de Champlain.
 Saint-Luc de Saint-Jean.
 Sainte-Luce de Disraéli.
 Sainte-Lucie d'Albanel.

Sainte-Madeleine de Rigaud.
 Saint-Magloire.
 Saint-Malachie (Dorchester).
 Saint-Malachie d'Ormstown.
 Saint-Marc (Verchères).
 Saint-Marc des Carrières.
 Saint-Marcel.
 Sainte-Marie de Beauce.
 Sainte-Marie de Monnoir.
 Sainte-Marie de Sayabec.
 Sainte-Marie Madeleine.
 Sainte-Marie Salomé.
 Saint-Martin.
 Sainte-Martine.
 Saint-Maurice.
 Saint-Méthode d'Adstock.
 Saint-Michel (Bellechasse).
 Saint-Michel Archange.
 Saint-Michel d'Yamaska.
 Sainte-Monique.

Saint-Narcisse.
 Saint-Nazaire d'Acton.
 Saint-Nérée.
 Saint-Nicolas.

Saint-Octave de Métis.
 Saint-Ours.

Saint-Pamphile.
 Saint-Patrice de Beauvillage.
 Saint-Patrice de la Rivière-du-Loup.
 Saint-Patrice-de-Sherrington.
 Saint-Paul-de-Senneterre.
 Saint-Philippe de Laprairie.
 Sainte-Philomène.
 Saint-Pie.
 Saint-Pierre Baptiste.
 Saint-Pierre de Broughton.
 Saint-Pierre de Durham.
 Saint-Pierre de la Patrie.
 Saint-Pierre, Ile d'Orléans.
 Saint-Pierre les Becquets.

Saint-Raphaël.
 Saint-Raymond.
 Saint-Rémi.
 Saint-Robert.
 Saint-Roch de l'Achigan.
 Saint-Roch des Aulnaies.
 Saint-Roch d'Orford.
 Sainte-Rosalie.
 Sainte-Rose (Laval).
 Sainte-Rose du Dégelé.

Sainte-Sabine (Bellechasse).
 Saint-Samuel.
 Sainte-Scholastique.
 Saint-Séverin.
 Saint-Simon.
 Saint-Stanislas (Champlain).
 Saint-Stanislas de Kostka.
 Saint-Sylvestre.

Saint-Janvier.
 Saint-Jean (Cté Saint-Jean).
 Saint-Jean-Baptiste de l'Isle Verte.
 Saint-Jean-Baptiste de Nicolet.
 Saint-Jean Chrysostome.
 Saint-Jean Deschailions.
 Saint-Jean de Wickham.
 Saint-Jean l'Evangéliste de Thurso.
 Sainte-Jeanne de Neuville.
 Saint-Jean Port-Joli.
 Saint-Jérôme de Matane.
 Saint-Jérôme (Lac-Saint-Jean).
 Sainz-Joseph de Beauce.
 Saint-Joseph de Godmanchester.
 Saint-Joseph-de-Lanoraie.
 Sainte-Julie.
 Saint-Julien de Wolfestown.
 Sainte-Julienne.
 Sainte-Justine (Dorchester).

Saint-Lambert.
 Saint-Léon de Standon.
 Saint-Liboire.
 Saint-Lin des Laurentides.
 Saint-Louis (Lévis).
 Saint-Louis de Bonsecours.
 Saint-Louis de Chambord.
 Saint-Louis de Gonzague.
 Saint-Louis de l'Isle aux Coudres.
 Saint-Louis de Lotbinière.
 Saint-Luc de Champlain.
 Saint-Luc de Saint-Jean.
 Sainte-Luce de Disraéli.
 Sainte-Lucie d'Albanel.

Sainte-Madeleine de Rigaud.
 Saint-Magloire.
 Saint-Malachie (Dorchester).
 Saint-Malachie d'Ormstown.
 Saint-Marc (Verchères).
 Saint-Marc des Carrières.
 Saint-Marcel.
 Sainte-Marie de Beauce.
 Sainte-Marie de Monnoir.
 Sainte-Marie de Sayabec.
 Sainte-Marie Madeleine.
 Sainte-Marie Salomé.
 Saint-Martin.
 Sainte-Martine.
 Saint-Maurice.
 Saint-Méthode d'Adstock.
 Saint-Michel (Bellechasse).
 Saint-Michel Archange.
 Saint-Michel d'Yamaska.
 Sainte-Monique.

Saint-Narcisse.
 Saint-Nazaire d'Acton.
 Saint-Nérée.
 Saint-Nicolas.

Saint-Octave de Métis.
 Saint-Ours.

Saint-Pamphile.
 Saint-Patrice de Beauvillage.
 Saint-Patrice de la Rivière-du-Loup.
 Saint-Patrice-de-Sherrington.
 Saint-Paul-de-Senneterre.
 Saint-Philippe de Laprairie.
 Sainte-Philomène.
 Saint-Pie.
 Saint-Pierre Baptiste.
 Saint-Pierre de Broughton.
 Saint-Pierre de Durham.
 Saint-Pierre de la Patrie.
 Saint-Pierre, Ile d'Orléans.
 Saint-Pierre les Becquets.

Saint-Raphaël.
 Saint-Raymond.
 Saint-Rémi.
 Saint-Robert.
 Saint-Roch de l'Achigan.
 Saint-Roch des Aulnaies.
 Saint-Roch d'Orford.
 Sainte-Rosalie.
 Sainte-Rose (Laval).
 Sainte-Rose du Dégelé.

Sainte-Sabine (Bellechasse).
 Saint-Samuel.
 Sainte-Scholastique.
 Saint-Séverin.
 Saint-Simon.
 Saint-Stanislas (Champlain).
 Saint-Stanislas de Kostka.
 Saint-Sylvestre.

Sainte-Thècle.
Saint-Théodore d'Acton.
Saint-Théophile d'Ely.
Sainte-Thérèse d'Amos.
Sainte-Thérèse de Blainville.
Saint-Thomas de Montmagny.
Saint-Thuribe.
Saint-Timothée.
Saint-Tite.

Saint-Ubald.
Saint-Urbain Premier.

Saint-Valentin.
Saint-Victor de Tring.
Saint-Vincent-de-Paul.

Saint-Zacharie.
Saint-Zéphirin de Courval.
Saint-Zotique.
Shawville.
Spaulding & Ditchfield.
Stoke.

Très Saint-Cœur de Marie.

Weedon.
Windsor.

Sainte-Thècle.
Saint-Théodore d'Acton.
Saint-Théophile d'Ely.
Sainte-Thérèse d'Amos.
Sainte-Thérèse de Blainville.
Saint-Thomas de Montmagny.
Saint-Thuribe.
Saint-Timothée.
Saint-Tite.

Saint-Ubald.
Saint-Urbain Premier.

Saint-Valentin.
Saint-Victor de Tring.
Saint-Vincent-de-Paul.

Saint-Zacharie.
Saint-Zéphirin de Courval.
Saint-Zotique.
Shawville.
Spaulding & Ditchfield.
Stoke.

Très Saint-Cœur de Marie.

Weedon.
Windsor.

Donné au bureau du Service des assurances,
ce 12ième jour d'août 1947.

Pour le Trésorier de la Province,
WHEELER DUPONT,
Assistant-Surintendant des assurances.

Given at the office of the Insurance Depart-
ment this 12th day of August 1947.

For the Treasurer of the Province,
WHEELER DUPONT,
Assistant Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que les com-
pagnies d'assurance mutuelle de municipalité
dont les noms suivent ont obtenu le renouvelle-
ment de leur permis et de leur enregistrement
pour l'année commençant le 1er juillet 1947 et
finissant le 30 juin 1948:

Auckland.
Clifton (Partie Est).
Contrecoeur.
Ely (Partie Sud).
Ham-Nord.
Hereford.
Lambton.
Louis-Joliette.
Musselyville.
Newport.
Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland.
Notre-Dame-de-Bon-Secours.
Notre-Dame-de-Stanbridge.
Notre-Dame-du-Mont-Carmel.
Rivière-Ouelle.
Saint-Alexandre-d'Iberville.
Sainte-Anne-de-Sorel.
Saint-Anselme.
Saint-Antoine-sur-Richelieu.
Saint-Athanase-de-DeBleury.
Saint-Augustin-de-Desmaures.
Saint-Barnabé.
Saint-Bernard (Partie Sud).
Saint-Bonaventure-de-Hamilton.
Sainte-Brigide.
Sainte-Catherine-de-Hatley.
Sainte-Claire-de-Joliette.
Saint-Damien-de-Buckland.
Saint-Denis-de-la-Bouteillerie.
Saint-Edouard-de-Frampton.
Saint-Edouard-de-Gentilly.
Saint-Edwidge-de-Clifton.
Saint-Eustache.
Saint-Evariste-de-Forsyth.
Saint-Fortunat-de-Wolfestown.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE
OF REGISTRY

Notice is hereby given that the following
municipal mutual insurance companies have
obtained the renewal of their license and regis-
tration for the year beginning on the 1st day
of July 1947 and ending on the 30th day of
June 1948:

Auckland.
Clifton (Partie Est).
Contrecoeur.
Ely (Partie Sud).
Ham-Nord.
Hereford.
Lambton.
Louis-Joliette.
Musselyville.
Newport.
Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland.
Notre-Dame-de-Bon-Secours.
Notre-Dame-de-Stanbridge.
Notre-Dame-du-Mont-Carmel.
Rivière-Ouelle.
Saint-Alexandre-d'Iberville.
Sainte-Anne-de-Sorel.
Saint-Anselme.
Saint-Antoine-sur-Richelieu.
Saint-Athanase-de-DeBleury.
Saint-Augustin-de-Desmaures.
Saint-Barnabé.
Saint-Bernard (Partie Sud).
Saint-Bonaventure-de-Hamilton.
Sainte-Brigide.
Sainte-Catherine-de-Hatley.
Sainte-Claire-de-Joliette.
Saint-Damien-de-Buckland.
Saint-Denis-de-la-Bouteillerie.
Saint-Edouard-de-Frampton.
Saint-Edouard-de-Gentilly.
Saint-Edwidge-de-Clifton.
Saint-Eustache.
Saint-Evariste-de-Forsyth.
Saint-Fortunat-de-Wolfestown.

Saint-Gérard.
Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin.
Saint-Grégoire-le-Grand-de-Monnoir.

Sainte-Hénédine.
Saint-Hyacinthe-le-Confesseur.

Saint-Jacques-le-Mineur.
Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville.
Saint-Jérôme, Rivière-du-Nord.
Saint-Joseph-de-Maskinongé.
Saint-Joseph-de-Soulanges.
Saint-Jude-de-Saint-Ours.
Saint-Justin.
Sainte-Justine-de-Newton.

Saint-Lazare.
Saint-Léon-de-Marston.

Sainte-Marguerite-Joliette.
Sainte-Marie-de-Beauce.
Sainte-Marthe.
Saint-Mathias.

Saint-Odilon-de-Cranbourne.

Saint-Philémon.
Saint-Pierre-du-Lac.
Saint-Polycarpe.
Saint-Prosper.

Saint-Roch-de-Richelieu.
Sainte-Rose-de-Watford.

Sainte-Sabine (Missisquoi).
Saint-Sébastien (Frontenac).
Saint-Sébastien (Iberville).
Saint-Siméon-de-Bonaventure.

Saint-Télesphore (Soulanges).
Sainte-Théodosie.
Saint-Thomas-d'Aquin.

Sainte-Ursule.

Saint-Valérien-de-Milton.
Saint-Vallier.
Saint-Venant-de-Hereford.
Sainte-Victoire.

Varennes.
Vaudreuil.
Verchères.

Wotton.

Donné au bureau du Service des assurances
ce 12^{ème} jour d'août 1947.

Pour le Trésorier de la Province,
WHEELER DUPONT,
Assistant-Surintendant des assurances.

Saint-Gérard.
Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin.
Saint-Grégoire-le-Grand-de-Monnoir.

Sainte-Hénédine.
Saint-Hyacinthe-le-Confesseur.

Saint-Jacques-le-Mineur.
Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville.
Saint-Jérôme, Rivière-du-Nord.
Saint-Joseph-de-Maskinongé.
Saint-Joseph-de-Soulanges.
Saint-Jude-de-Saint-Ours.
Saint-Justin.
Sainte-Justine-de-Newton.

Saint-Lazare.
Saint-Léon-de-Marston.

Sainte-Marguerite-Joliette.
Sainte-Marie-de-Beauce.
Sainte-Marthe.
Saint-Mathias.

Saint-Odilon-de-Cranbourne.

Saint-Philémon.
Saint-Pierre-du-Lac.
Saint-Polycarpe.
Saint-Prosper.

Saint-Roch-de-Richelieu.
Sainte-Rose-de-Watford.

Sainte-Sabine (Missisquoi).
Saint-Sébastien (Frontenac).
Saint-Sébastien (Iberville).
Saint-Siméon-de-Bonaventure.

Saint-Télesphore (Soulanges).
Sainte-Théodosie.
Saint-Thomas-d'Aquin.

Sainte-Ursule.

Saint-Valérien-de-Milton.
Saint-Vallier.
Saint-Venant-de-Hereford.
Sainte-Victoire.

Varennes.
Vaudreuil.
Verchères.

Wotton.

Given at the office of the Insurance Depart-
ment this 12th day of August 1947.

For the Treasurer of the Province,
WHEELER DUPONT,
Assistant Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que les so-
ciétés de secours mutuels dont les noms suivent
ont demandé et obtenu le renouvellement de leur
permis et de leur enregistrement pour l'année
commençant le 1^{er} juillet 1947 et finissant le
30 juin 1948:

Alliance Nationale.
Alumnae Mutual Benefit Assoc. of the Montreal Gene-
ral Hospital Training School for Nurses.
Association Bienfaisante des Chauffeurs Municipaux
de Montréal.
Association Canado-Américaine.
Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal.
Association de Prévoyance et de Secours Mutuels des
Bouchers de Montréal.
Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police
de Montréal.
Association de Bienfaisance et de Retraite des Pom-
piers de Québec.
Association de Protection Mutuelle de la Province
de Québec.
Association des Secours Mutuels des Employés de
J.-J. Joubert, Ltée.
Association des Secours Mutuels des Employés de
l'Arsenal Fédéral.
Association de Secours Mutuels des Employés de la
Canadian Rubber Factory.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Notice is hereby given that the following
mutual benefit associations have made appli-
cation for and obtained the renewal of their
license and registration for the year beginning
on the 1st day of July 1947 and ending on the
30th day of June 1948:

Alliance Nationale.
Alumnae Mutual Benefit Assoc. of the Montreal Gene-
ral Hospital Training School for Nurses.
Association Bienfaisante des Chauffeurs Municipaux
de Montréal.
Association Canado-Américaine.
Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal.
Association de Prévoyance et de Secours Mutuels des
Bouchers de Montréal.

Association de Protection Mutuelle de la Province de
Québec.
Association des Secours Mutuels des Employés de
J.-J. Joubert, Ltée.

Association de Secours Mutuels des Gardes-Malades diplômées de l'Hôpital de la Miséricorde.	Association de Secours Mutuels des Gardes-Malades diplômées de l'Hôpital de la Miséricorde.
Association des Gardes-Malades diplômées de l'Hôpital Notre-Dame.	Association des Gardes-Malades diplômées de l'Hôpital Notre-Dame.
Association d'Hospitalisation de Québec.	
Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie des Tramways de Montréal, L'.	
Association Nationale des Bénéfices Mutuels.	
Association Protectrice des Policiers Municipaux de Québec.	Association Protectrice des Policiers Municipaux de Québec.
Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association, The.	Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association, The.
Borden's Employees' Mutual Benefit Society.	Benevolent Mortuary Association of Montreal. Borden's Employees' Mutual Benefit Society.
Caisse de Bénéfices de l'Ordre Loyal des Moose de Québec.	Caisse de Bénéfices de l'Ordre Loyal des Moose de Québec.
Canada Packers (Montreal Employees) Mutual Benefit Association.	Canada Packers (Montreal Employees) Mutual Benefit Association.
Canadian Hebrew Sick Benefit Association.	Canadian Hebrew Sick Benefit Association.
Canadian Order of Foresters.	Canadian Order of Foresters.
Canadian Pacific Expressmen's Mutual Benefit Society	Canadian Pacific Expressmen's Mutual Benefit Society.
Canadian Railways Benefit Society.	Canadian Railways Benefit Society.
	Canadian Rubber Factory Employees Mutual Benefit Association.
Canadian Woodmen of the World, The.	Canadian Woodmen of the World, The.
Casacalendese Ladies Mutual Benefit Society.	Casacalendese Ladies Mutual Benefit Society.
Caserta Mutual Aid Society.	Caserta Mutual Aid Society.
Catholic Order of Foresters.	Catholic Order of Foresters.
Croatian Fraternal Union of America.	Croatian Fraternal Union of America.
	Daughters of England Benevolent Society.
Daughters of England Benevolent Society.	Dominion Arsenal Employees Mutual Benefit Association.
Dominion Commercial Travellers' Association.	Dominion Commercial Travellers' Association.
Dominion Hebrew Sick Benefit Association.	Dominion Hebrew Sick Benefit Association.
Dominion Rubber Factory Employee's Mutual Benefit Association.	Dominion Rubber Factory Employee's Mutual Benefit Association.
Ernest Cousins Ltd Employee's Mutual Aid Association.	Ernest Cousins Ltd Employee's Mutual And Association.
Fonds de Secours des Forestiers Catholiques de la province de Québec.	Fonds de Secours des Forestiers Catholiques de la province de Québec.
Grand Council of the Catholic Mutual Benefit Association of Canada, The.	Grand Council of the Catholic Mutual Benefit Association of Canada, The.
Gublinesana Mutual Benefit Association.	Gublinesana Mutual Benefit Association.
Hebrew Protective Association, The.	Hebrew Protective Association, The.
Hebrew Sick Benefit Association of Montreal.	Hebrew Sick Benefit Association of Montreal.
Hungarian Sick Benefit Association.	Hungarian Sick Benefit Association.
Independent Hebrew Sick Benefit Assoc. of Montreal.	Independent Hebrew Sick Benefit Assoc. of Montreal
Independent Order of Foresters, The.	Independent Order of Foresters, The.
Independent Order of Odd Fellows, Grand Lodge of Québec.	Independent Order of Odd Fellows. Grand Lodge of Québec
Independent Order of Odd Fellows, Manchester Unity Friendly Society, Montreal District.	Independent Order of Odd Fellows, Manchester Unity Friendly Society, Montreal District.
King Edward Benefit Association of Montreal.	King Edward Benefit Association of Montreal.
King George Sick Benefit Association.	King George Sick Benefit Association.
Knights of Columbus.	Knights of Columbus.
Ladies' Catholic Benevolent Association.	Ladies' Catholic Benevolent Association.
Lithuanian Sons and Daughters Mutual Benefit Association of Montreal.	Lithuanian Sons and Daughters Mutual Benefit Association of Montreal.
Maccabees, The.	Maccabees, The.
Montefiore Protective and Mutual Benefit Association of Montreal.	Montefiore Protective and Mutual Benefit Association of Montreal.
Mutuelle des Employés Civils, La.	Montreal Police Benevolent and Pension Society.
Mutuelle des Fonctionnaires de la Province, La.	Montreal Tramways Mutual Benefit Association.
Mutuelle des Marchands Détaillants, La.	Mutuelle des Employés Civils, La.
Mutuelle des Secrétaires, La.	Mutuelle des Fonctionnaires de la Province, La.
Mutuelle (Vie) de l'U.C.C., La.	Mutuelle des Marchands Détaillants, La.
	Mutuelle des Secrétaires, La.
	Mutuelle (Vie) de l'U.C.C., La.
North End Walkimir Hebrew Sick Benefit Association of Montreal.	National Mutual Benefit Association.
	North End Walkimir Hebrew Sick Benefit Association of Montreal.
Ordre des Italo-Canadiens — Order of Italo-Canadians.	Ordre des Italo-Canadiens — Order of Italo-Canadians
Order Sons of Italy in Canada, The	Order Sons of Italy in Canada, The.
Pension Fund Society of Canada Packers Ltd.	Pension Fund Society of Canada Packers, Ltd.
Porters Mutual Benefit Association.	Porters Mutual Benefit Association.
Prossedana Mutual Benefit Association.	Prossedana Mutual Benefit Association.
	Quebec Firemen's Benevolent and Pension Association.
	Quebec Hospital Service Association.
	Quebec Ship Laborer's Benevolent Society.
	Quebec Veterans' Mutual Benefit Society.
Railway Employees Cooperative Protection Association.	Railway Employees Cooperative Protection Association.
Reliable Life Insurance Society, The.	Reliable Life Insurance Society, The.

Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association.

St. Lawrence Sugar Refineries, Limited, Employees' Benefit Society.
 Secours Mutuel du Facteur, Le.
 Seeph Benefit Association.
 Société Bienveillante des Journaliers de Navires de Québec.
 Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est.
 Société de Bienfaisance des Pompiers de Hull.
 Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal.
 Société de Bienfaisance St-Jean-Baptiste de Notre-Dame de Granby.
 Société des Artisans.
 Société des Commis Marchands de Québec.
 Société de Secours Mutuels "Dante Alighieri".
 Société de Secours Mutuels des Citoyens de Casacalenda.
 Société de Secours Mutuels des Cuisiniers de Montréal.
 Société de Secours Mutuels des Vétérans du Québec.
 Société L'Assomption.
 Société Mutuelle de Bénéfices en Maladie Ville-Marie.
 Société Mutuelle des Maréchaux-Ferrants de la province de Québec.
 Société Mutuelle des Voyageurs de Commerce de Québec.
 Société St-Jean-Baptiste de Masson.
 Société St-Jean-Baptiste de Richmond.
 Société St-Jean-Baptiste Permanente de Waterloo.
 Sons of England Benefit Society of Canada.
 Sons of Scotland Benevolent Association.
 Steinberg's Employees' Mutual Benefit Association.
 Subsidiary High Court of the Ancient Order of Foresters in the Dominion of Canada.
 Supreme Council of the Royal Arcanum.

Toilet Laundries Social and Benevolent Fund.
 Transportation Employees' Mortuary Benefit Society of Montreal.
 Troy Sick and Dividing Society.

Ukrainian National Association.
 Ukrainian Sick Benefit Society of Montreal.
 Union des Tailleurs de Cuir de Québec.
 Union du Commerce, L'.
 Union St-Joseph à St-Roch de Québec.
 Union St-Joseph de Drummondville.
 Union St-Joseph de Notre-Dame-de-Beauport.
 Union St-Joseph du Canada.
 Union Secourable des Cordonniers de Québec.
 United Shoe Machinery Co. Mutual Relief Association of Canada.

Victoria Hebrew Sick Benefit Association.

Woman's Benefit Association.
 Women's Catholic Order of Foresters.
 Workmen's Circle, The.

Yishitzer Young Men's Sick Benefit Association.

Donné au bureau du Service des Assurances ce 12ième jour d'août 1947.

Pour le Trésorier de la Province,
WHEELER DUPONT,
 Assistant-Surintendant des assurances
 20011-o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que La Mutuelle des Employés de la Compagnie Autobus et Taxis Limitée constituée en société de secours mutuels conformément aux dispositions de la Loi des assurances, a obtenu le permis N° 712 et le certificat d'enregistrement N° 233 qui l'autorisent, à compter du 8 août 1947, à accorder à ses membres des bénéfices au décès et en cas de maladie.

Cette société a son siège social à Chicoutimi.
 Donné ce 8ième jour d'août 1947, au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province,
WHEELER DUPONT,
 Assistant-Surintendant
 des assurances.
 19980-33-2-o

Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association.

St. Lawrence Sugar Refineries, Limited, Employees' Benefit Society.
 Secours Mutuel du Facteur, Le.
 Seeph Benefit Association.
 Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est.
 Société de Bienfaisance des Pompiers de Hull.
 Société de Bienfaisance St-Jean-Baptiste de Notre-Dame de Granby.
 Société des Artisans.
 Société des Commis Marchands de Québec.
 Société de Secours Mutuels "Dante Alighieri".
 Société de Secours Mutuels des Citoyens de Casacalenda.
 Société de Secours Mutuels des Cuisiniers de Montréal.
 Société L'Assomption.
 Société Mutuelle de Bénéfices en Maladie Ville-Marie.
 Société Mutuelle des Maréchaux-Ferrants de la province de Québec.
 Société Mutuelle des Voyageurs de Commerce de Québec.
 Société St-Jean-Baptiste de Masson.
 Société Saint-Jean-Baptiste de Richmond.
 Société Saint-Jean-Baptiste Permanente de Waterloo.
 Sons of England Benefit Society of Canada.
 Sons of Scotland Benevolent Association.
 Steinberg's Employees' Mutual Benefit Association.
 Subsidiary High Court of the Ancient Order of Foresters in the Dominion of Canada.
 Supreme Council of the Royal Arcanum.

Toilet Laundries Social and Benevolent Fund.
 Transportation Employees' Mortuary Benefit Society of Montreal.
 Troy Sick and Dividing Society.

Ukrainian National Association.
 Ukrainian Sick Benefit Society of Montreal.
 Union des Tailleurs de Cuir de Québec.
 Union du Commerce, L'.
 Union St-Joseph à St-Roch de Québec.
 Union St-Joseph de Drummondville.
 Union St-Joseph de Notre-Dame-de-Beauport.
 Union St-Joseph du Canada.
 Union Secourable des Cordonniers de Québec.
 United Shoe Machinery Co. Mutual Relief Association of Canada.

Victoria Hebrew Sick Benefit Association.

Woman's Benefit Association.
 Women's Catholic Order of Foresters.
 Workmen's Circle, The.

Yishitzer Young Men's Sick Benefit Association.

Given at the office of the Insurance Department this 12th day of August 1947.

For the Treasurer of the Province,
WHEELER DUPONT,
 Assistant Superintendent of Insurance.
 20011-o

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Notice is hereby given that La Mutuelle des Employés de la Compagnie Autobus et Taxis Limitée constituted as a mutual benefit society in accordance with the provisions of the Quebec Insurance Act, has obtained the license No. 712 and the certificate of registry No. 233 authorizing it, as from August 8, 1947, to grant to its members death and sickness benefits.

This society has its head office in Chicoutimi.
 Given this 8th day of August, 1947, at the Office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,
WHEELER DUPONT
 Assistant Superintendent
 of Insurance.
 19980-33-2-o

Avis est donné par les présentes que le permis et le certificat d'enregistrement de Capital Trust Corporation Limited n'ont pas été renouvelés le 1er juillet 1947.

Cette compagnie a vendu tout son actif et transporté toutes ses obligations à Guaranty Trust Company of Canada conformément à une entente qui a pris effet le 12 juin 1947.

Donné le 13 août 1947, au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Le Trésorier de la Province,
par WHEELER DUPONT,
20016-o Assistant-Surintendant des Assurances.

Notice is hereby given that the license and the certificate of registration of the Capital Trust Corporation Limited have not been renewed on the 1st day of July, 1947.

This Company having sold all its assets and transferred all its obligations to the Guaranty Trust Company of Canada, pursuant to the terms of an agreement which became effective on the 12th day of June 1947.

Given August 13, 1947, at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

The Treasurer of the Province,
per WHEELER DUPONT,
20016-o Assistant Superintendent of Insurance.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Joliette, Cour supérieure, N° 8600. Dame Thérèse Cloutier, domiciliée à St-Sulpice, dans le district de Joliette, épouse de Camille Arvisais, comptable du même lieu, demanderesse, vs Camille Arvisais du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 25ème jour de juillet 1947.

Joliette ce 12 août 1947
Le Procureur de la demanderesse,
20012-o J. A. BÉLANGER.

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, N° 254675. Dame Juliette Latulipe, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Rodolphe Guimond chauffeur, demeurant au numéro 2559 rue Rouen, cité de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse vs ledit Rodolphe Guimond, ci-dessus désigné, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 14 août 1947.

Montréal, le 14 août, 1947.
Le Procureur de la demanderesse,
20027-o J. H. LORANGER.

AVIS

Province de Québec, district de Roberval, Cour Supérieure, N° 11940; Dame Simonne Collard, épouse commune en biens de René Tremblay, commerçant de Saint-Joseph d'Alma vs ledit René Tremblay:

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 16 août 1947.

Roberval, 19 août, 1947.
Le Procureur de la demanderesse,
20031-o J. VICTORIEN TREMBLAY, C.R.

Canada, province de Québec, district de Kamouraska, dans la cour supérieure, N° 16522. Dame Marie-Louise-Ernestine Devost, épouse commune en biens par contrat de mariage de Sieur Narcisse Rioux, de la paroisse de St-Jean-de-Dieu, Comté de Témiscouata, demanderesse, vs ledit Narcisse Rioux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 29ème jour de juillet, 1947

Rivière-du-Loup, 29 juillet, 1947.
Le Procureur de la demanderesse,
20033-o D.-E. RIOUX.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, No. 8600. Dame Thérèse Cloutier, domiciled at St-Sulpice, in the district of Joliette, wife of Camille Arvisais, accountant of the same place, plaintiff; vs Camille Arvisais, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 25th day of July, 1947.

Joliette, August 12, 1947.
J. A. BÉLANGER,
20012 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 254675. Dame Juliette Latulipe, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Rodolphe Guimond, chauffeur, residing, at No 2559 Rouen Street, city of Montreal, duly authorized to ester in justice, plaintiff; vs The said Rodolphe Guimond, above named, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on August 14, 1947.

Montreal, August 14, 1947.
J. H. LORANGER,
20027 Attorney for plaintiff.

NOTICE

Province of Quebec, District of Roberval, Superior Court, No. 11940; Dame Simonne Collard, wife common as to property of René Tremblay, trader, of Saint-Joseph d'Alma; vs the said René Tremblay:

An action for separation as to property has been instituted in this case on August 16, 1947.

Roberval, August 19, 1947.
J. VICTORIEN TREMBLAY, K.C.
20031 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Kamouraska, in the Superior Court, No 16522. Dame Marie Louise Ernestine Devost, wife common as to property by marriage contract of Sieur Narcisse Rioux, of the parish of St-Jean-de-Dieu, county of Témiscouata, plaintiff; vs the said Narcisse Rioux, defendant.

An action for separation as to property was instituted in this case on the 29th day of July, 1947.

Rivière-du-Loup, July 29, 1947.
D. E. RIOUX,
20033 Attorney for plaintiff.

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1352

Québec, le 20 août 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "C"

CONCERNANT une correction au décret relatif à l'industrie des vêtements pour hommes et garçons dans la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du travail:

QUE le décret numéro 2991, du 10 novembre 1937, et amendements, relatif à l'industrie des vêtements pour hommes et garçons dans la province de Québec, soit corrigé de la façon suivante:

L'alinéa suivant est ajouté à la fin du paragraphe "d" de l'article VII:

"Les parties contractantes consentent à ce que ces augmentations deviennent en vigueur à compter du 1er juillet 1947."

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

20040-o

Greffier du Conseil Exécutif.

Order in Council

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1352

Quebec, August 20, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING a correction to the decree relating to the men's and boys' clothing industry in the Province of Quebec.

IT IS ORDAINED, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 2991, of November 10, 1937, and amendments, relating to the men's and boys' clothing industry in the province of Quebec, be corrected as follows:

The following paragraph is added at the end of subsection "d" of section VII:

"The contracting parties agree to have these increases come into effect from July 1st, 1947."

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,

20040-o

Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif Ste-Perpétue, L'Islet", en date du 15 juillet 1947, dont le siège social est situé à Sainte-Perpétue, comté de L'Islet, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 1er août 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,

20013-o

JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Travailleurs des Produits Chimiques de McMasterville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 30 juin 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à MacMasterville, comté de Verchères.

Le Sous-secrétaire de la Province,

20014-o

JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif Ste-Perpétue, L'Islet", under date the fifteenth day of July, 1947, whereof the head office is at Sainte-Perpétue, county of L'Islet, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this first day of August, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,

20013

Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Travailleurs des Produits Chimiques de McMasterville" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on June 30, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at McMasterville, county of Verchères.

JEAN BRUCHÉSI,

20014

Under Secretary of the Province.

Canada, province de Québec, comté de Roberval

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE MISTASSINI

Avis est par le présent donné que la Corporation du Village de Mistassini dont la population actuelle, telle que constaté par le recensement du

Canada, province of Quebec, county of Roberval

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF MISTASSINI

Public notice is hereby given that the Corporation of the Village of Mistassini, the actual population of which, according to the census of

5 mars 1947, ordonné par une résolution du conseil de la dite Municipalité adoptée le 1er mars 1947, est de 2,167 âmes, et pour faire suite à une résolution adoptée par cette municipalité à une séance du 6 juillet 1947, présentera une requête au Lieutenant Gouverneur-en-Conseil pour l'obtention de lettres patentes érigeant ladite Municipalité de Village en municipalité ville sous l'empire de la loi générale des cités et villes.

Le territoire de la nouvelle municipalité de ville sera le même que celui de l'ancienne municipalité de village, ledit territoire se désignant comme suit:

Le village de Mistassini est situé dans les comté et district de Roberval, et comprend une partie du dixième rang du cadastre officiel du canton de Dolbeau.

Le village actuel est borné comme suit: savoir: Vers le-Nord-est, à la ligne séparative des lots 12 et 13 du dixième rang du canton de Dolbeau; au Sud-est, par la ligne séparative des lots 8 et 9 du dixième rang du canton de Dolbeau; au Sud-Ouest par la rivière Mistassini et au Nord-Ouest et au Nord par la rivière Mistassini.

Le territoire inclus dans les limites actuelles du village de Mistassini, comprend: les lots Nos 5A, 5B, 6, 7, 8 et une partie du lot 12; cette partie du lot 12 étant bornée du côté sud-est par le prolongement vers le Nord-est de la ligne divisant les lots Nos 8 et 9 jusqu'à la ligne du lot 13 du même rang. Tous ces lots ci-dessus mentionnés et partie de lot faisant partie du dixième rang du cadastre officiel du canton de Dolbeau.

Incluant les rues, les ruelles, les avenues, boulevards et autres chemins publics.

La nouvelle municipalité sera désignée sous le nom de "Ville de Mistassini"

Donné au village de Mistassini, ce 14ième jour d'août 1947.

Le Secrétaire-trésorier de la Corporation
du village de Mistassini,
20019-34-4-o EUCARISTE TREMBLAY.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Budd Hat Employees Assn.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 août 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20028-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Saint-Jean-de-Matha de Montréal", en date du 9 juin 1947, dont le siège social est situé à Montréal, district de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 1er août 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20034-o JEAN BRUCHÉSI.

March 5, 1946, as ordered by a resolution of council of said municipality, adopted March 1st, 1947, is 2,167 souls, and following a resolution adopted by the said municipality at a meeting held July 6, 1947, will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council for letters patent erecting the said village municipality into a town municipality under authority of the cities and towns general Act.

The territory of the new town municipality to be the same as that of the former village municipality, the said territory being described as follows:

The village of Mistassini is situate in the county and district of Roberval, and comprises a part of the tenth range of the official cadastre for the township Dolbeau.

The present village is bounded as follows to, wit: Towards the northeast, by the division line of lots 12 and 13 of the tenth range of the township Dolbeau; on the southeast, by the division line of lots 8 and 9 of the tenth range of the township Dolbeau; on the southwest, by the Mistassini river and on the northwest and north by the Mistassini river.

The territory included in the actual limits of the village of Mistassini, comprises: lots Nos. 5A, 5B, 6, 7, 8 and a part of lot 12; said part of lot 12 being bounded on the southeast side by the prolongation northeastward of the line dividing lots Nos. 8 and 9 up to the line of lot 13 of the same range.

All the lots above mentioned and part of the lot forming part of the tenth range are of the official cadastre for the township Dolbeau.

Including the streets, lanes, avenues, boulevards and other public roads.

The new municipality to be known as "Town of Mistassini".

Given at the village of Mistassini, this 14th day of August, 1947.

EUCARISTE TREMBLAY,
Secretary-Treasurer of the Corporation of the
20019-34-4 Village of Mistassini.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Budd Hat Employees Assn." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on August 18, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
20028 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Saint-Jean-de-Matha de Montréal", under date the ninth day of June, 1947, whereof the head office is at Montreal, district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this first day of August, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
20034 Under Secretary of the Province.

Département des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Le soussigné donne avis que tel que demandé par une résolution du 3 juillet 1947 du conseil de St-Charles de Mandeville, comté de Berthier, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 11 août 1947, que les publications, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la *Cazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 11 août 1947.

Le Ministre des Affaires municipales,
BONA DUSSAULT.

The undersigned gives notice that as requested by a resolution of the 3rd of July, 1947, of the Council of St-Charles de Mandeville, county of Berthier, and in conformity with the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date the 11th of August, 1947, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, be in future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, August 11, 1947.

BONA DUSSAULT,
Minister of Municipal Affairs.

Le soussigné donne avis que tel que demandé par une résolution du 7 juillet 1947 du conseil de la paroisse de St-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 11 août 1947, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 11 août 1947.

Le Ministre des Affaires municipales,
20015-o BONA DUSSAULT.

The undersigned gives notice that as requested by a resolution of the 7th of July, 1947, of the Council of the parish of St-Gabriel de Brandon, county of Berthier, and in conformity with the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date the 11th of August 1947, that the publications of all public notices by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, be in future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code. (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, August 11, 1947.

20015 BONA DUSSAULT,
Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture

Department of Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Missisquoi, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R.1941, c. 120) sous le nom de "Société coopérative agricole de conserves du Canton Stanbridge" et que son principal siège d'affaires est à Bedford, comté de Missisquoi.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 14ième jour d'août 1947.

20032-o Le Sous-ministre de l'Agriculture,
JULES SIMARD.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Missisquoi, under the Cooperative Agricultural Association Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Société coopérative agricole de conserves du Canton Stanbridge", and that its principal place of business is at Bedford, county of Missisquoi.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this 14th day of August, 1947.

20032 JULES SIMARD,
Deputy Minister of Agriculture.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la cité de Grand'Mère, division d'enregistrement des Trois-Rivières.

Avis est, par la présente donné, que le lot 94-66 est annulé conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 juillet 1947.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-Ministre,
20021-o AVILA BÉDARD.

Official Cadastre of the City of Grand-Mère, Registration Division of Three Rivers.

Notice is hereby given that lot 94-66 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, July the 26th, 1947.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
20021-o AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Montréal, établi en exécution du décret numéro 2162, du 20 août 1941, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1257 du 7 août 1947, section "C", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 23 août 1947 au 23 août 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 2162 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, commissions et allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis au décret numéro 2162 et amendements doivent également verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire moyen de \$25.00 par semaine.

c) Les salariés régis par le décret numéro 2162 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires, commissions et allocations reçus.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception des cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les noms, prénoms et adresses de chaque salarié à leur emploi, leur qualification, les heures de travail ainsi que les salaires payés, y compris la proportion des commissions gagnées et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir lui-même audit Comité.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1947, 31 mars et 30 juin 1948.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Barbers and Men's Hairdressers of Montreal, formed under decree No. 2162, of August 20, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1257 of August 7, 1947, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate herein-after mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from August 23, 1947, to August 23, 1948; it will be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 2162, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages, commissions and allowances paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans subject to decree No. 2162, and amendments, shall also pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the average wage of \$25.00 per week.

c) The employees governed by decree No. 2162, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages, commissions and allowances received.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report forms indicating the full name and the address of every employee in their employ, his competency, the hours of labour, the wages paid (including the proportion of the commissions earned) and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that the reports be filled out and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and forward same himself to the said Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before that Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requireable.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations, on the following dates: September 30 and December 31, 1947, March 31 and June 30 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses prévues par le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Montréal pour la période comprise entre le 23 août 1947 et le 23 août 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Barbers and Men's Hairdressers of Montreal for the period between August 23, 1947, and August 23, 1948.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS-COIFFEURS
DE MONTRÉAL

PARITY COMMITTEE OF BARBERS AND
MEN'S HAIRDRESSERS OF MONTREAL

Estimé budgétaire pour la période du 23 août 1947 au 23 août 1948.

Estimated budget for the period extending from August 23, 1947, to August 23, 1948.

Recettes:
Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels	\$ 5,000.00
Salariés	5,000.00
Artisans	5,000.00
Divers: examens, pénalités, etc	300.00
	<u>\$15,300.00</u>

Receipts:
Assessments (½ of 1%):

Professional Employers	\$5,000.00
Employees	5,000.00
Artisans	5,000.00
Miscellaneous: Examinations, penalties, etc	300.00
	<u>\$15,300.00</u>

Déboursés:

Salaires aux employés du Comité	\$ 6,451.50
Frais d'autos et déplacements pour exécution du travail du Comité	2,924.50
Frais de déplacements des membres pour l'exercice de leurs fonctions	2,288.00
Loyer, éclairage et entretien du bureau	500.00
Téléphone	140.00
Taxes et assurances	85.00
Timbres-poste, accise et frais bancaires	260.00
Papeterie et frais de bureau	350.00
Vérificateurs et rapports financiers	240.00
Publicité et imprévus	150.00
Frais d'examens	250.00
	<u>\$13,639.00</u>

Disbursements:

Salaries of the Committee's employees	\$6,451.50
Automobile and travelling expenses for Committee's work	2,924.50
Travelling expenses of members in the carrying out of their duties	2,288.00
Rent, lighting and office upkeep	500.00
Telephone	140.00
Taxes and insurance	85.00
Postage, Excise and bank fees	260.00
Stationery and office expenses	350.00
Auditors and financial reports	240.00
Publicity and unforeseen expenses	150.00
Examination-fees	250.00
	<u>\$13,639.00</u>

Frais d'enquêtes	650.00
Frais judiciaires et extrajudiciaires	650.00
	<u>1,300.00</u>
Subvention à la Commission d'apprentissage de la profession	\$ 1,000.00
	<u>\$15,939.00</u>

Investigation expenses	650.00
Judicial and extrajudicial fees	650.00
	<u>1,300.00</u>
Subvention to the trade's Apprenticeship Commission	1,000.00
	<u>\$15,939.00</u>

Déficit prévu couvert par réserve accumulée

Probable deficit covered by accumulated reserve

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, ce 23 août 1947. 20037-o

Department of Labour,
Quebec, August 23, 1947. 20037-o

ERRATUM

ERRATUM

L'arrêté en conseil numéro 1310, du 12 août 1947, section "C", publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 16 août 1947, est corrigé de la façon suivante:

Dans la version française, les mots "décret numéro 2991, du 10 novembre 1947" apparaissant au début dudit arrêté, page 2092, doivent se lire "décret numéro 2991, du 10 novembre 1937".

Dans la version anglaise, les mots "commencing July 1st, 1947" apparaissant à la fin de l'alinéa intitulé "Exceptions", à la page 2094, sont radiés.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 août 1947. 20035-o

Order in Council number 1310 of August 12, 1947, part "C", published in the *Quebec Official Gazette* of August 16, 1947, is corrected as follows:

In the French version, the words "décret numéro 2991, du 10 novembre 1947" which appear at the beginning of the said Order, page 2092, shall read as follows: "décret numéro 2991, du 10 novembre 1937".

In the English version, the words "commencing July 1st, 1947" which appear at the end of the paragraph headed "Exceptions", on page 2094, are stricken off.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 23, 1947. 20035-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que "Le Syndicat des Métiers de la Construction de Rouyn-Noranda" lui a présenté une requête à l'effet d'être traité comme partie contractante à convention collective de travail relative aux métiers du bâtiment dans les comtés de Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Charlevoix, Chicoutimi, Lac Saint-Jean, Roberval, Rouyn-Noranda et Saguenay, rendue obligatoire par le décret numéro 1743, du 11 juillet 1941.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 août 1947. 20038-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité conjoint des matériaux de construction lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 3175, du 16 août 1944, et amendements, relatifs à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec. On demande:

1° Que la dernière phrase du paragraphe "a" de l'article IX, section I, soit remplacée par la suivante:

"Aucun apprenti ne peut commencer sa période d'apprentissage avant d'avoir atteint seize (16) ans ou après vingt-cinq (25) ans."

2° Que le paragraphe "c" suivant soit ajouté à l'article V, section II:

"c. Aucun apprenti ne peut commencer sa période d'apprentissage avant d'avoir atteint seize (16) ans ou après vingt-cinq (25) ans."

3° Que le paragraphe "c" de l'article VI, section III, soit remplacé par le suivant:

"c. Aucun apprenti ne peut commencer sa période d'apprentissage avant d'avoir atteint seize (16) ans ou après vingt-cinq (25) ans."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 août 1947. 20036-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that "Le Syndicat des Métiers de la Construction de Rouyn-Noranda" has submitted to him a request for the purpose of being treated as contracting party to the collective labour agreement relating to the building trades in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Charlevoix, Chicoutimi, Lake St. John, Roberval, Rouyn-Noranda and Saguenay, rendered obligatory by the decree number 1743 of July 11, 1941.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, The Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said petition which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 23, 1947. 20038-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Building Materials Joint Committee has submitted to him a request to amend the decree number 3173 of August 16, 1944, and amendments, relating to the building materials industry in the Province of Quebec. It is requested:

1. The last sentence of subsection "a" of section IX, part I, will be replaced by the following:

"No apprentice shall begin his apprenticeship indenture before sixteen (16) years of age or after twenty-five (25)."

2. The following subsection "c" will be added to section V, part II:

"c. No apprentice shall begin his apprenticeship indenture before sixteen (16) years of age or after twenty-five (25)."

3. Subsection "c" of section VI, part III, will be replaced by the following:

"c. No apprentice shall begin his apprenticeship indenture before sixteen (16) years of age or after twenty-five (25)."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 23, 1947. 20036-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Dussault.....	Yvette.....	21	St-Césaire.....	Sillery, Québec.

St-Hyacinthe, le 12 août 1947. — St. Hyacinthe, August 12, 1947.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
MAURICE ROUSSEAU,
Secretary of the Bar of Richelieu.

Sièges sociaux

Canada, province de Québec, district de Québec

Avis est donné que la compagnie Autobus Ile d'Orléans, Limitée constituée en corporation suivant lettres patentes en date du 15 juillet 1947 a établi son bureau principal et légal à 316 rue St. Joseph, Québec.

A compter de la date du présent avis le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce dix-septième jour de juillet mil neuf cent quarante-sept.

(Sceau)

Le Secrétaire,
LOUIS LABBÉ.

20017-o

AVIS DE LA SITUATION DU BUREAU PRINCIPAL DE CLAUREMIAND LIMITÉE

Avis est donné que la Compagnie Clauremiand Limitée constituée en corporation par Lettres Patentes sous la partie I de la Loi des Compagnies de Québec en date du 20ième jour de septembre 1944 a établi son bureau au numéro 10 ouest, de la rue St-Jacques, Montréal.

Le Secrétaire-trésorier,
GERMAIN GARIÉPY.

20018-o

AVIS DE SIÈGE SOCIAL

Avis est par les présentes donné que Chicoutimi Automobile Ltée, constituée en corporation en vertu de lettres patentes supplémentaires émises le 20 juin 1941, en vertu de la Loi des compagnies de Québec, a établi son bureau d'affaires à Chicoutimi, Boulevard St-Ignace.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Chicoutimi, ce 15 août 1947.

Le Président,
J. E. PERRON.

20022-o

Head Offices

Canada, Province of Quebec, district of Quebec

Notice is given that the company "Autobus Ile d'Orléans, Limitée", incorporated by letters patent, dated July 15, 1947, has established its head office and legal domicile at 316 St. Joseph Street, Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this seventeenth day of July, one thousand nine hundred and forty-seven.

(Seal)

LOUIS LABBÉ,
Secretary.

20017

NOTICE OF SITUATION OF THE HEAD OFFICE OF CLAUREMIAND LIMITÉE

Notice is hereby given that the company "Clauremiand Limitée", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, bearing date the 20th day of September, 1944, has established its office at No 10 St. James Street West, Montreal.

GERMAIN GARIÉPY,
Secretary-Treasurer.

20018

NOTICE OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that the company "Chicoutimi Automobile Ltée", incorporated by supplementary letters patent issued on June 20, 1941, under the Quebec Companies Act, has established its head office at Chicoutimi, Boulevard St-Ignace.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Chicoutimi, August 15, 1947.

J. E. PERRON,
President.

20022

Soumissions

VILLE DE PLAGE LAVAL

Avis public est par les présentes donné, que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné jusqu'à 5 heures de l'après-midi, mardi, le 2 septembre 1947, pour l'achat de \$31,500.00 d'obligations de la ville de Plage Laval, datées du 1er août 1947 et remboursables en séries du 1er août 1948 au 1er août 1962 inclusivement, avec intérêt à 3% par année payable semi-annuellement le 1er août et 1er février de chaque année.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales de la Banque mentionnée dans la procédure d'emprunt.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts Refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend

Tenders

TOWN OF PLAGE LAVAL

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to 5 o'clock in the afternoon, Tuesday September 2nd 1947, for the purchase of \$31,500.00 of bonds of the Town of Plage Laval, dated from the 1st of August 1947 and redeemable serially from August 1st, 1948, to August 1st 1962, inclusively, with interest at the rate of 3% per annum, payable semi-annually on the 1st of August and on the 1st of February of each year.

Capital and interest payable at all branches of the Bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds may be redeemed by anticipation at par, on any interest payment date, under authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if redemption be partial, it shall affect the furthest dated and the highest numbers.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered

ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance spéciale du Conseil qui sera tenue le 2 septembre 1947, à 8 heures de l'après-midi, à la salle du Conseil dans l'Hôtel-de-Ville de Plage Laval.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

includes or does not include accrued interest on the bonds to the time of delivery.

The tenders will be opened and considered at a special meeting of the Council to be held on September 2nd 1947, at 8 o'clock in the afternoon, in the Council room of the Town-Hall of Plage Laval.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Tableau des échéances

Date	Capital
1 août 1948.....	\$1,000.00
1 août 1949.....	1,000.00
1 août 1950.....	1,500.00
1 août 1951.....	2,000.00
1 août 1952.....	2,000.00
1 août 1953.....	2,000.00
1 août 1954.....	2,000.00
1 août 1955.....	2,500.00
1 août 1956.....	2,500.00
1 août 1957.....	2,500.00
1 août 1958.....	2,500.00
1 août 1959.....	2,500.00
1 août 1960.....	2,500.00
1 août 1961.....	2,500.00
1 août 1962.....	2,500.00

Table of maturities

Date	Capital
August 1st, 1948.....	\$1,000.00
August 1st, 1949.....	1,000.00
August 1st, 1950.....	1,500.00
August 1st, 1951.....	2,000.00
August 1st, 1952.....	2,000.00
August 1st, 1953.....	2,000.00
August 1st, 1954.....	2,000.00
August 1st, 1955.....	2,500.00
August 1st, 1956.....	2,500.00
August 1st, 1957.....	2,500.00
August 1st, 1958.....	2,500.00
August 1st, 1959.....	2,500.00
August 1st, 1960.....	2,500.00
August 1st, 1961.....	2,500.00
August 1st, 1962.....	2,500.00

Ville de Plage Laval, (Comté de Laval), ce 7ième jour d'août 1947.

Secrétaire-trésorier,
Ville de Plage Laval, P.Q.
S. C. PRICE.

19976-33-2-o

Town of Plage Laval, (Laval County) this 7th day of August, 1947.

S. C. PRICE
Secretary-Treasurer,
Town of Plage Laval, P.Q.

19976-33-2-o

Province de Québec

VILLE DE LAUZON

Avis public est, par les présentes, donné que le conseil de la ville de Lauzon recevra jusqu'à quatre heures du soir, lundi le huit septembre 1947, au bureau du soussigné, des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", pour l'achat de \$115,000.00 d'obligations de la Ville de Lauzon. Cette émission est la balance des \$160,000.00 d'obligations, autorisée par le règlement N° 236, dont \$45,000.00 ont été vendus de gré à gré, le tout suivant la loi.

Ces obligations, datées du 1er octobre 1946, deviennent échues en séries de 1947 à 1966, comme suit:

1947	\$4,800.00
1948	4,800.00
1949	5,000.00
1950	5,100.00
1951	4,900.00
1952	5,100.00
1953	5,300.00
1954	5,400.00
1955	5,600.00
1956	5,800.00
1957	6,000.00
1958	6,100.00
1959	6,300.00
1960	6,500.00
1961	6,600.00
1962	6,600.00
1963	6,300.00
1964	6,100.00
1965	6,200.00
1966	6,500.00

Ces obligations portent intérêts au taux de 2½% l'an. Le dit intérêt est payable semi-annuellement le 1er avril et le 1er octobre de chaque année.

Province of Quebec

TOWN OF LAUZON

Public notice is hereby given that the council of the Town of Lauzon will receive until four of the clock in the afternoon, Monday, September 8th, 1947, at the office of the undersigned, written sealed tenders, endorsed "Tender for bonds", for the purchase of the Town of Lauzon bonds amounting to \$115,000.00. This issue is the balance of bonds amounting to \$160,000.00 authorized in virtue of municipal By-law No. 236, and of which \$45,000.00 have been sold by mutual agreement.

These bonds dated October 1st 1946, are maturing in series from 1947 to 1966, as follows:

1947	\$4,800.00
1948	4,800.00
1949	5,000.00
1950	5,100.00
1951	4,900.00
1952	5,100.00
1953	5,300.00
1954	5,400.00
1955	5,600.00
1956	5,800.00
1957	6,000.00
1958	6,100.00
1959	6,300.00
1960	6,500.00
1961	6,600.00
1962	6,600.00
1963	6,300.00
1964	6,100.00
1965	6,200.00
1966	6,500.00

These bonds bear interest at the rate of 2½% per annum, payable semi-annually on the first day of April and the first day of October of each year.

Le capital et les intérêts seront payables au choix du porteur, à tous les bureaux dans la Province, de la banque mentionnée dans la procédure d'emprunt.

Ces obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre de la Ville de Lauzon, égal à 1% du montant de la présente soumission.

Les soumissions seront prises en considération à la séance régulière du conseil qui sera tenue à l'Hôtel de Ville de Lauzon, à 8 heures du soir, le 8 septembre 1947.

La livraison des titres sera faite le 1er octobre 1947 et elle comprendra 68 obligations de \$1,000.00, 87 obligations de \$500.00 et 35 obligations de \$100.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Donné à Lauzon, ce 24 juillet 1947.

19942-32-2-0

Le Greffier,
LÉVIS BOURASSA.

The capital and interest are payable, at the holders' option, at all branches, in the Province, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds are, under authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque payable to the order of the Town of Lauzon, equal to 1% of the amount of this issue.

The said tenders will be considered at a regular meeting of the town council to be held on Monday September 8th 1947, at eight of the clock in the afternoon, at the town hall of Lauzon.

The delivery of these bonds will be made on the first day of October 1947 and the issue includes 68 bonds of \$1,000.00, 87 bonds of \$500.00, and 35 bonds of \$100.00.

The Council reserves its right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Given at Lauzon, this 24th day of July 1947.

LÉVIS BOURASSA,
Town Clerk.

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE SAINT-VINCENT DE PAUL, COMTÉ DE LAVAL

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8.30 heures de l'après-midi, mercredi le 10 septembre 1947, pour l'achat de \$42,000.00 d'obligations de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, datées du 1er août 1947 et remboursables en séries du 1er août 1948 au 1er août 1977 inclusivement, avec intérêt à 3% par année payable semi-annuellement les 1er août et 1er février de chaque année.

Et pour l'achat également de \$14,600.00 d'obligations de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, datées du 1er juillet 1947 et remboursables en séries du 1er juillet 1948 au 1er juillet 1977 inclusivement, avec intérêt à 3% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année.

Le capital et les intérêts sont payables à Montréal.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenu le 10 septembre 1947 à 8.30 heures de l'après-midi, à la salle municipale de Saint-Vincent de Paul.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Vincent de Paul, ce 16ième jour d'août 1947.

Le Secrétaire-trésorier,
20023-0 AIMÉ GAGNON.

MUNICIPALITY OF THE PARISH OF SAINT-VINCENT DE PAUL, COUNTY OF LAVAL

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned up to 8.30 o'clock in the evening, Wednesday, the 10th day of September, 1947, for the purchase of \$42,000 of bonds of the municipal corporation of the parish of Saint-Vincent de Paul, dated August 1st, 1947, and redeemable serially from the 1st of August, 1948, to the 1st of August, 1977 inclusive, with interest at 3% per annum, payable semi-annually the 1st of August and 1st of February of each year.

And also for the purchase of \$14,600 of bonds of the municipal corporation of the parish of Saint-Vincent de Paul, dated the 1st of July, 1947 and redeemable serially from the 1st of July 1948, to the 1st of July, 1977 inclusively with interest at 3% per annum, payable semi-annually the 1st of January and 1st of July of each year.

Capital and interest will be payable at Montreal.

Said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on September 10th, 1947, at 8.30 o'clock in the evening, at the municipal hall of Saint-Vincent de Paul.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Saint-Vincent de Paul, this 16th day of August, 1947.

20023 AIMÉ GAGNON,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec

VILLE DE MALARTIC

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions écrites cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné, jusqu'à cinq heures de l'après-midi (heure avancée), le lundi 8 septembre 1947, pour l'achat de \$76,000.00 d'obligations de la Ville de Malartic, datées du 1er juillet 1947 et remboursables en séries du 1er juillet 1948 au 1er juillet 1967 inclusivement, émises sous l'autorité du règlement N° 51 de la Ville de Malartic et deviendront échues suivant le tableau ci-après:

Date	Montant
1 juillet 1948	\$2,500.00
1 juillet 1949	2,500.00
1 juillet 1950	3,000.00
1 juillet 1951	4,000.00
1 juillet 1952	4,000.00
1 juillet 1953	4,000.00
1 juillet 1954	4,000.00
1 juillet 1955	4,000.00
1 juillet 1956	4,000.00
1 juillet 1957	4,000.00
1 juillet 1958	4,000.00
1 juillet 1959	4,000.00
1 juillet 1960	4,000.00
1 juillet 1961	4,000.00
1 juillet 1962	4,000.00
1 juillet 1963	4,000.00
1 juillet 1964	4,000.00
1 juillet 1965	4,000.00
1 juillet 1966	4,000.00
1 juillet 1967	4,000.00

Les soumission doivent être faites pour des obligations portant intérêt, au choix, à 2½%, à 2¾% ou à 3%. Le taux offert pourra être le même pour toute l'émission ou il pourra varier selon les échéances. Ces intérêts seront payables semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le capital et les intérêts seront payables, à échéance, au porteur ou au détenteur enregistré, selon le cas, à la succursale de la banque mentionnée dans le règlement d'emprunt, à Malartic, ou à toutes les succursales de ladite banque dans la province de Québec, ou au bureau principal, à Toronto, de la deuxième banque mentionnée dans le règlement d'emprunt.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du Chap. 212 des S. R. de Q. 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre de la Ville de Malartic, égal à 1% du montant de la présente émission et devra spécifier si l'intérêt sur les obligations est inclus ou non dans le montant de la soumission.

Les soumissions seront prises en considération à une séance spéciale du conseil, qui sera tenue le lundi 8 septembre 1947, à 8.00 heures du soir (heure avancée) en l'Hôtel de Ville de Malartic.

La dite Ville de Malartic se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Malartic, P. Q., ce 14ème jour du mois d'août 1947.

(Seal)

Le Secrétaire-trésorier,
L. C. SAVARD.

20029-o

Province of Quebec

TOWN OF MALARTIC

Public notice is hereby given that written sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until five o'clock in the afternoon (daylight saving time), Monday, September 8th, 1947, for the purchase of the Town of Malartic bonds amounting to \$76,000.00 dated July 1st 1947 and redeemable in series from July 1st 1948 to July 1st 1967 inclusively, issued under the authority of By-law No. 51 of the Town of Malartic and will mature according to the following schedule:

Date	Amount
July 1st 1948	\$2,500.00
July 1st 1949	2,500.00
July 1st 1950	3,000.00
July 1st 1951	4,000.00
July 1st 1952	4,000.00
July 1st 1953	4,000.00
July 1st 1954	4,000.00
July 1st 1955	4,000.00
July 1st 1956	4,000.00
July 1st 1957	4,000.00
July 1st 1958	4,000.00
July 1st 1959	4,000.00
July 1st 1960	4,000.00
July 1st 1961	4,000.00
July 1st 1962	4,000.00
July 1st 1963	4,000.00
July 1st 1964	4,000.00
July 1st 1965	4,000.00
July 1st 1966	4,000.00
July 1st 1967	4,000.00

Tenders must be made for bonds bearing interest optionally at 2½%, 2¾% or at 3%. The rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. These interests will be payable semiannually on the 1st of January and of the 1st of July of each year. The capital and interest will be payable at maturity to the bearer or to the registered holder, as the case may be, at the branch of the bank referred to in the loan procedure, at Malartic, or at all branches of the said bank in the Province of Quebec, or at the head office in Toronto, of the second bank referred to in the loan procedure.

The said bonds are, under the authority of Chap. 212 R.S.Q., 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque payable to the order of the Town of Malartic, equal to 1% of the amount of this issue and must specify whether accrued interest on the bonds is included or not in the price of the tender.

The tenders will be considered at a special sitting of the Council to be held on Monday September 8th, 1947, at 8 o'clock in the evening (daylight saving time) at the city Hall office of the Town of Malartic.

The said Town of Malartic reserves its right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Given at Malartic, P. Q., this 14th day of August 1947.

(Seal)

L. C. SAVARD,
Secretary-Treasurer.

20029-o

Vente—Loi de faillite

Canada, province de Québec, district d'Iberville, Cour Supérieure, N° 8203 Dame Elsie Mabel Pettinger, interdicte; et John Patterson, curateur-requérant.

AVIS DE VENTE

Prenez avis que: en vertu d'un jugement rendu le 12 juin 1947, par l'honorable juge Gérald Fauteux, juge de la Cour Supérieure de la province de Québec, siégeant dans et pour le district d'Iberville, à St-Jean, P.Q., dans la cause ci-dessus nommée, la propriété immobilière suivante, à savoir:

Un lopin de terre, formant partie du lot numéro un (no-1) aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de St-Valentin d'Iberville, mesurant trois cent quatre-vingt-quatre pieds de largeur par cent soixante-huit pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, borné en front, à l'ouest, par partie dudit lot vendu au gouvernement de la province, au sud par la rivière Lacolle, à l'est et au nord, par le résidu dudit lot no-1, appartenant à Romuald Boudreau; avec une maison, un poulailler, garage et huit petits chalets, ci-dessus construits, tous ameublements et accessoires qui se trouvent dans l'une quelconque desdites bâtisses sont inclus dans la présente vente, formant partie de l'actif de la présente interdite, sera vendu à l'enchère publique, au plus offrant enchérisseur, par le Protonotaire de la Cour Supérieure, district d'Iberville, à la porte de l'église paroissiale catholique de cette municipalité de St-Valentin, le 18e JOUR de SEPTEMBRE, 1947, à ONZE heures de l'avant-midi, aux prix mis et minimum de sept mille dollars (\$7,000); et sans les ameublements et meubles à six mille neuf cents dollars (\$6,900).

St-Jean, P.Q., district d'Iberville, ce 2e jour d'août, 1947.

Le Protonotaire de la Cour supérieure,
pour le district d'Iberville,
19077-33-2 ROLAND SABOURIN.

Sale—Bankruptcy Act

Canada, province of Quebec, district of Iberville, Superior Court, No. 8203, Dame Elsie Mabel Pettinger, interdict; and John Patterson, Curator-Petitioner.

NOTICE OF SALE

Take notice that: under authority of a judgment rendered on June 12th 1947, by the Honourable Justice Gerald Fauteux, a Judge of the Superior Court of the Province of Quebec, sitting in and for the district of Iberville, at St. Johns, P.Q., in the above entitled cause, the following immoveable property to wit:

A piece of land forming part of lot number one (no. 1) of the official plan and book of reference for the parish of St. Valentin in the said municipality in St. Johns County in the District of Iberville, containing three hundred and eighty-four feet in width by one hundred and sixty-eight feet in depth, the whole English measure, bounded in front to the west by part of said lot sold to the Provincial Government, to the south, by the Lacolle River, to the east and to the north by the residue of said lot No. 1 belonging to Romuald Boudreau; with a house, hen-coop, garage and eight cabins thereon erected, all the furniture and furnishings to be found in any of the said buildings are included in the present sale; forming part of the assets of the present interdict, will be sold to the highest bidder by public auction by the Prothonotary of the Superior Court, District of Iberville, at the door of the catholic parish church of this Municipality of St-Valentin on the 18th DAY of SEPTEMBER 1947, at ELEVEN O'CLOCK before noon, at the upset and minimum prices of seven thousand dollars (\$7,000.00); and without furniture or moveables, at six thousand nine hundred dollars (\$6,900.00); St. Johns, P.Q., district of Iberville, this 2nd day of August 1947.

ROLAND SABOURIN,
Prothonotary of the Superior Court
19077-33-2-0 for the District of Iberville.

Ventes pour taxes

VILLE DE BARKMERE
COMTÉ D'ARGENTEUIL

Avis public est donné par les présentes par le soussigné Alexander Watt, secrétaire-trésorier de la ville de Barkmere, que les propriétés ci-après décrites seront vendues au bureau de poste, Barkmere, SAMEDI, le 20 SEPTEMBRE 1947, à 10 heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec l'intérêt accru et à accroître sur icelles et frais, à moins que les taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Certains lots de terre désignés au livre de renvoi des cantons ci-dessous nommés, dans le comté d'Argenteuil:

CANTON ARUNDEL

1. Domina Labrosse, résident. Tout le lot cinq (5) du sixième rang, moins un puits de sable; sauf une partie vendue à Jérémie Labrosse, fils, étant le coin sud-est, et contenant les trois quarts d'un arpent, par acte enregistré sous le N°

Sales for Taxes

TOWN OF BARKMERE
COUNTY OF ARGENTEUIL

Public notice is hereby given by the undersigned Alexander Watt, Secretary-Treasurer of the Town of Barkmere, that properties hereinafter described will be sold at the post office, Barkmere, on SATURDAY, SEPTEMBER 20th, 1947, at 10:00 o'clock in the forenoon to satisfy the payment of municipal and school taxes, plus interest accrued and to accrue thereon, and cost unless the taxes, interest and costs be paid before the sale.

Those certain lots of land designated in the book of reference of the undernoted townships, in the county of Argenteuil:

TOWNSHIP OF ARUNDEL

1. Domina Labrosse, resident. All of lot five (5) in the sixth range, less the gravel pit; less a part sold to Jeremie Labrosse, fils, being the southeast corner and containing three quarters of an arpent, by deed registered under the No. 52455

52455; et moins une partie vendue par Domina Labrosse à Gaston Lemay, mesurant cinquante-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, par acte enregistré sous le N° 59507; avec bâtisses et dépendances dessus construites.

and less a part sold by Domina Labrosse to Gaston Lemay, containing fifty-five feet in width by one hundred feet in depth, by deed registered under No. 59507; with buildings and dependencies thereon erected.

CANTON MONTCALM

TOWNSHIP OF MONTCALM

Domina Labrosse, résident. Tout le lot quatre (4) dans le septième rang.

2. Domina Labrosse, resident. All of lot four (4) in the seventh range.

CANTON ARUNDEL

TOWNSHIP OF ARUNDEL

3. Ferdinand Labrosse, résident. Un acre de terre (plus ou moins) situé au coin nord-ouest du lot cinq (5), rang cinq, qui fut exclus du terrain du lot cinq (5) rang cinq, acheté par Ferdinand Labrosse à une vente pour taxes, tenue le 29 septembre 1943.

3. Ferdinand Labrosse, resident. That one acre, (more or less) situated in the north west corner of lot five (5) range five which was excluded from the land in lot five (5) range five, purchased by Ferdinand Labrosse at tax sale held September 29th 1943.

Le 13 août 1947.

August 13th 1947.

Le Secrétaire-trésorier,
ALEX. WATT.

ALEX. WATT,
Secretary-Treasurer.

20020-34-2

20020-34-2-o

Province de Québec — comté d'Hochelaga

Province of Quebec — County of Hochelaga

VILLE DE MONTRÉAL-OUEST

TOWN OF MONTREAL-WEST

Avis public est par les présentes donné que les propriétés, ci-dessous décrites, situées dans la paroisse de Montréal, seront vendues à l'enchère publique au bureau de la Commission à l'Hôtel de Ville, Montréal-Ouest, MARDI le NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE, 1947, à DIX heures de l'avant-midi pour les taxes et l'intérêt non acquittés mentionnés dans l'état, en plus des frais qui ont été ou qui pourront être encourus, à moins que les dites taxes, intérêt et frais ne soient payés avant cette date.

Public Notice is hereby given that the properties described hereunder, situate in the Parish of Montreal, will be sold by Public Auction in the office of the Commission in the Town Hall, Montreal West, on TUESDAY, the NINTH day of SEPTEMBER, 1947, at TEN o'clock in the forenoon for unpaid taxes and interest mentioned in the Statement, in addition to the costs which have been or may be incurred, unless said taxes, interest and costs be sooner paid.

Noms Names	N° du cadastre Cadastral numbers	Taxes	Intérêt et frais Interest & Costs	Total
Costin Nian Lt. Col. C. B.	138-776- & 777 ..	\$ 66.68	\$ 14.36	\$ 81.04
	138-774	33.12	7.20	40.32
Paltiel, Mrs Bella Ruth	140-118	177.03	13.02	190.05
	140-119	246.81	18.31	265.12
Coulter, Mrs M. Mary	138-745 & 746 ..	25.91	2.58	28.49
	138-445 & 446 ..	25.38	2.56	27.94
Plato, R. L. (Children of)	139-622	96.25	7.07	103.32
Richmond, Hugh	138-613 & 614 ..	25.83	2.56	28.39
Rinfret, Hon. Thibaudeau	139-605	150.96	11.23	162.19
Scott, Mrs. C. A.	140-378	151.65	11.24	162.89
Walters, D. H.	138-751	12.96	.89	13.85

Donné à Montréal-Ouest, ce douzième jour d'août, 1947.

Given at Montreal West, this twelfth day of August, 1947.

Le Secrétaire-trésorier,
CHAS. I. FRASER.

CHAS. I. FRASER,
Secretary-Treasurer.

19991-33-2-o

19991-33-2-o

CITÉ DE HULL

CITY OF HULL

Avis public est par les présentes donné par le soussigné Greffier de la Cité de Hull que les propriétés immobilières ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, MERCREDI, le 24 SEPTEMBRE, 1947, à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle municipale de l'Hôtel de Ville de la Cité de Hull, à défaut de paiement des taxes municipales et scolaires, ainsi que les frais encourus.

Public notice is hereby given by the undersigned City Clerk of the City of Hull that the immovable properties hereunder described will be sold by public auction on WEDNESDAY, SEPTEMBER 24th, 1947, at TEN o'clock in the forenoon, in the municipal hall at the City Hall of the City of Hull in default of payment of municipal and school taxes and costs incurred.

N° Rôle — Roll No.	Propriétaires — Proprietors	N° du cadastre — Cadastral No.	Taxes Munic. — Munic. Taxes	Frais — Costs	Taxes Scolaires — School Taxes	Frais — Costs	Total
179.....	Séguin, Georges.....	16-7.....	228.79	0.65	.....	.....	229.74
1125-26...	Aubin, Mme Antoine (Cité de Hull).....	255-631,632.....	34.09	1.30	8.18	1.55	45.12
1530.....	Marengère Frédéric (Marguerite Dufour).....	254-14.....	266.06	0.80	.....	.....	266.86
1759.....	Marengère, Frédéric (Rodolphe Charbonneau).....	254-20.....	262.74	0.80	.....	.....	263.54
1760.....	Marengère, Frédéric.....	254-19.....	181.33	0.65	.....	.....	191.98
2209.....	Larabie, Succ. Sam (Cité de Hull).....	247-36.....	139.28	0.80	19.31	0.90	160.29
2360.....	Laroche, Lucien (Caisse Populaire Notre-Dame).....	247-52-553 (247-546).....	292.72	0.80	.....	.....	293.52
3908.....	Pelletier, Vve Ocatve (H. Blackburn & Cie Ltée).....	256-1/2 6, B-1.....	285.88	0.80	87.19	0.65	374.52
3935A.....	Inconnu.....	Pt. E. 361.....	8.37	0.65	.....	.....	9.02
3952.....	Marengère, Frédéric.....	370.....	69.91	0.65	.....	.....	70.56
3960A.....	Inconnu.....	Pt. E. 378.....	4.41	0.65	.....	.....	5.06
3967.....	Inconnu.....	360.....	9.76	0.65	.....	.....	10.41
3999.....	Rochelleau, J.-A. (J.-Aldéric Milard).....	257-pt. 8, pt. 9 (247-B 8, B. 9).....	548.61	1.30	204.88	1.55	756.34
2142.....	Dalpé, Alfred (Mme Aimé Lafrance).....	257-32.....	124.34	0.80	104.88	0.90	230.92
5109.....	Benoit, Emile.....	Pt. 98, Pt. 97.....	226.77	1.15	.....	.....	227.92
5372A.....	Dupuis, Pierre (Cité de Hull).....	S. E. 204.....	92.35	0.80	33.49	0.90	127.54
5390.....	Labelle, Paul.....	pt. 171.....	240.54	0.65	.....	.....	241.19
5561.....	Meunier, Irène.....	96-pt. E. 63.....	46.36	0.65	.....	.....	47.01
6055.....	Café Madelon (Succ. B. Boucher, H. DesRosiers, Succ. Z. Boucher, C.-A. Leduc).....	717, 718, 719.....	2,712.19	2.25	1,348.13	2.20	4,064.77
6475A.....	Leduc, Succ. Chas (Succ. B. Boucher, H. DesRosiers, Succ. Z. Boucher, Café Lido).....	pt. S. 716, ruelle.....	37.42	1.25	.....	.....	38.67
6835.....	Dagenais, Wilfrid (Marcel Charbonneau).....	N. 51.....	183.78	0.80	.....	.....	184.58
6908.....	Daoust, Alfred (Commission Pensions de Vieillesse).....	292.....	258.52	0.80	44.17	0.90	294.39
6942.....	Normand, Albina (Adélard Barrette).....	pt. 331.....	168.29	0.80	.....	.....	169.09
6962.....	Dagenais, Donat (Caisse Populaire Notre-Dame de Hull).....	S. 140.....	287.11	0.80	72.53	0.90	361.34
7041.....	Goulette, Vve Moïse (Emile Goulet & Al; Corp. Collège d'Ottawa).....	S. 49.....	195.97	0.95	49.87	0.90	249.69
7199.....	Philion, Domina (Cité de Hull).....	11-20.....	109.34	0.80	.....	.....	110.14
7228.....	Aubry, Cyprien (Cité de Hull).....	S. 98.....	137.95	0.80	.....	.....	138.75
7449.....	Lévert, Mme A.....	135-70.....	227.75	0.65	49.22	0.90	278.52
7492.....	Montreuil, Henri.....	135-114.....	207.01	0.65	50.27	0.90	258.83
7505.....	Séguin, Dorcino.....	135-144.....	112.11	0.65	.....	.....	112.76
7599.....	Legault, Vve Albertine.....	15-4.....	135.55	0.65	39.45	0.90	174.55
7666.....	Duchesne, Emmanuel (Caisse Populaire Notre-Dame de Hull).....	0;186.....	246.69	0.80	67.29	0.90	315.68
7759.....	Alarie, Edmond (Cité de Hull, Rolande Légaré, Edouard Alarie).....	S. E. 127.....	164.44	1.10	.....	.....	165.54
7873.....	Trépanier, Omer (Marguerite Dufour).....	14-3.....	282.37	0.80	.....	.....	283.17
7017.....	Demers, Succ. Amb. (Scott Estate, Mme A. Viau).....	pt. 234, 251, 252.....	46.50	0.95	.....	.....	47.45
8066.....	St-Cyr, Wilfrid.....	pt. 366, 369.....	344.32	1.10	.....	.....	345.42
8073.....	Rochelleau, Calixte (Henri Pilon).....	pt. 364, 371.....	299.17	1.30	90.52	1.55	392.54
8249.....	Beauparlant, Romulus (Succ. Mme P. Beauparlant).....	S. 158.....	398.68	0.80	118.98	0.90	519.36
8273.....	Denis, Arthur (Rolande Légaré).....	pt. 40, 15.....	292.66	1.30	96.32	0.90	391.18
8351.....	Thibault, Mme M.-R. (Marie-Reine Robitaille).....	18.....	343.63	0.80	.....	.....	344.43
8355.....	Robitaille, C.-E. (Rodolphe Charbonneau).....	S. 44.....	217.04	0.80	.....	.....	217.84
8383.....	St-Cyr, Wilfrid.....	pt. 403, 404, N.405.....	64.32	1.65	31.77	1.30	99.04
8511.....	St-Cyr, Wilfrid.....	390.....	332.97	0.65	103.29	0.65	437.56
9065.....	Cie Immeuble St-Cyr (Mme W. D. St-Cyr).....	N. 422.....	145.87	0.80	37.74	0.65	185.06
9086.....	St-Denis, Vve E. (Jennie Johnstone McIntyre).....	N. 497.....	167.85	0.80	.....	.....	168.65
9164.....	Lavolette, Nap. (Scott Estate, Mme G. Lavolette).....	S. 420.....	154.85	0.95	.....	.....	155.80
9304.....	Germain, Napoléon (Scott Estate).....	N. 513.....	165.13	0.80	44.11	0.90	210.94
9444.....	Petit, Nap. (Cité de Hull).....	N. 190.....	510.83	0.80	126.25	0.65	638.53
9526.....	Falardeau, Léopold (Mme E. Dussault, Mme E. Trudel).....	N. 293.....	95.96	0.95	33.63	0.90	131.44
10051C.....	Gagnon, Oscar.....	sur pt. 2.....	9.18	0.65	.....	.....	9.83
651.....	Biscope, Earl C. (Rose Ann Bowes).....	255-375.....	.....	.....	5.95	0.90	6.85
1055.....	Perron, Francis-Jetté, Albert.....	255-555.....	.....	.....	37.74	0.65	38.39
334A fr.....	Filiou, Joseph fils.....	339, pt. O. 36.....	.....	.....	5.95	0.90	6.85
1950.....	Millejours, Osias (Cité de Hull).....	254-225.....	.....	.....	7.95	0.90	8.85
2132A.....	Meilleur, J.-Honoré.....	machines.....	.....	.....	7.95	.....	7.95
2768.....	Lapensée, Philéas.....	245-6.....	.....	.....	46.51	0.65	47.16
2769.....	Lapensée, Mme Philéas (Cité de Hull).....	245-7.....	.....	.....	5.19	0.65	5.84
2920.....	Normand, Roland.....	246-194.....	.....	.....	4.91	0.90	5.81
2921.....	Normand, Roland.....	246-195.....	.....	.....	4.91	0.65	5.56
2962.....	Marengère, Désiré.....	246-239.....	.....	.....	9.93	0.65	10.58

N° Rôle — Roll No.	Propriétaires — Proprietors	N° du cadastre — Cadastral No.	Taxes Munic. — Munic. Taxes	Frais — Costs	Taxes Scolaires — School Taxes	Frais — Costs	Total
2981.....	Marengère, Désiré.....	246-285.....			9.45	0.65	10.10
3311.....	Beaudry, Yvonne—Laurin, Al- bini.....	224-168 (244-320).....			55.41		55.41
3354.....	Ménard, Mlle M.-Anna (Rolande Légaré).....	244-1½ S. 284, ½ S. 285 (244-386).....			39.72	1.55	41.27
3860.....	Diotte, Mme Hannah—Leblanc Joseph.....	147.....			34.69	0.90	35.59
4257.....	Chatillon, Lauréat (Caisse Popu- laire St-Joseph de Hull).....	246-215, N. 216.....			55.75	1.55	57.30
4385.....	Gauthier, Mme Julia (Christo- pher C. Hall).....	247-163.....			77.46	1.25	78.71
4557.....	Dupont, Clément (Mme Dieu- donné Lévesque).....	247-448, 522.....			6.94	1.50	8.44
4558.....	Dupont, Clément (Mme Dieu- donné Lévesque).....	254-284, 285.....			57.40	1.90	59.30
5160.....	Mullen, Ruben C. et ux (Mme W. F. Maybury, Marguerite Dufour, Mme L. Godin, Fran- çois Caron).....	S. 297, pt. 292.....			76.46	1.55	78.01
5399.....	Graham, John K.—Olmstead, Frank.....	0.114.....			27.14	1.50	28.64
5432.....	Graham, Geo. D., Tremblay, Syl- vio & Mme (Albert Gratton).....	E. 110.....			42.83		42.83
5638A.....	Dupuis, Wilfrid (Frances, A. & Etta M. Wright).....	pt. 93.....			17.87	0.90	18.77
6043.....	Cie Immeubles St-Cyr.....	pt. 652.....			599.57	0.90	600.47
6958.....	Landriault, Arthur (H. Lan- driault).....	½ S. 196.....			35.25	0.90	36.15
6967.....	Dupuis, Paul-Raoul (Caisse Popu- laire Notre-Dame de Hull).....	pt. 132, 133.....			54.51		54.51
6991.....	Dupuis, Amable.....	pt. 255-268.....			74.91	1.55	76.46
6993.....	Dupuis, Amable (Scott Estate, Wm Joseph Jones).....	282.....			86.32	0.65	86.97
7403.....	Robert, Succ. Gédéon (Cité de Hull).....	13-29.....			18.28	0.90	19.18
7532.....	Massie, Fernand (Marguerite Dufour).....	14-39.....			19.86	0.90	20.76
7534.....	Phillon, Abraham (Rolande Lé- garé).....	14-45.....			22.65	0.90	23.55
7893A.....	Gratton, Lionel (Georgiana Si- card).....	pt. 6.....			39.90	0.90	40.80
7917C.....	Gouvernement Fédéral — Laver- gne, Alfred & Mme (Canada Cement Co.).....	pt. 1.....			1.73	3.60	5.33
7919B.....	Gouvernement Fédéral — Picard, Alfred jr (Canada Cement Co.).....	sur 1.....			2.08	0.90	3.98
8458.....	Cie Immeuble St-Cyr Ltée (M. & Mme Wilfrid St-Cyr).....	267A.....			480.44	0.65	481.09
8507.....	Charbonneau, Rodolphe — Côté, Ferdinand.....	N. 350.....			74.41		74.41
8512.....	St-Cyr, Wilfrid.....	397.....			5.95	0.65	6.60
8517.....	St-Cyr, Wellie.....	N. 213.....			138.61	0.90	139.51
9120.....	Chénier, Pierre.....	S. 397.....			48.29	0.90	49.19
9167.....	Dompierre, P.-Emile (Cité de Hull).....	N. 432.....			15.89	0.90	16.79
9339.....	Petit, Napoléon (Cité de Hull).....	N. 189.....			79.65	0.90	80.55
9472.....	Fournier, Joseph sr (Commission Pensions de Vieillesse de Québec)	S. 66.....			71.49	0.90	72.39
9712.....	Pilon, Wilby (Caisse Populaire Notre-Dame de Hull).....	½ 297, 296.....			236.83	1.30	238.13
9713.....	Pilon, Wilby (Caisse Populaire Notre-Dame de Hull).....	285.....			65.54	0.65	66.19
9780.....	Pilon, Wilby (Sa Majesté le Roi).....	N. 243.....			140.35	0.65	141.00
9913.....	District Fédéral — Waters, Willie	pt. 265.....			27.40	0.90	28.30
10062E.....	Gouvernement Fédéral — Blon- deau, M. Edgar.....	pt. 5.....			4.55	0.90	5.45

Donné à Hull, ce onzième jour d'août, 1947. Given at Hull on this eleventh day of August 1947.

Le Greffier de la cité, H.-LÉON LEBLANC. 19986-33-2-o H.-LÉON LEBLANC, City Clerk.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

ABITIBI

Canada, Province de Québec,
District de Roberval

Canada, Province of Quebec
District of Roberval

Cour Supérieure { SIFROID DESJARDINS, Superior Court, { SIFROID DESJARDINS,
N° 11198. marchand de Péribonka, No. 11198. merchant, of Peribonka,

district de Roberval, vs JOSEPH FORTIN, autrefois de Péribonka, Aujourd'hui de Val Paradis Canton Rousseau, district d'Abitibi à savoir:

Les droits acquis sur le lot numéro quatre (4) du rang huit (8) du cadastre officiel du canton Rousseau avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Val Paradis, district d'Abitibi, le SAMEDI SIX de SEPTEMBRE prochain à QUATRE heures après-midi, heure solaire.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.

Amos, 29 juillet 1947.

19926-31-2-o

[Première insertion, 2 août 1947]

district of Roberval; vs JOSEPH FORTIN, heretofore of Peribonka, now of Val Paradis Township Rousseau, district of Abitibi, to wit:

The rights acquired on lot number four (4) of range eight (8), of the official cadastre for the township Rousseau — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies

To be sold, at the parochial church door of Val Paradis, district of Abitibi on SATURDAY, the SIXTH of SEPTEMBER next, at FOUR o'clock in the afternoon (Standard Time).

FERDINAND GERVAIS,

Sheriff's Office,

Amos, July 29, 1947.

Sheriff.

19926-31-2

[First insertion, August 2, 1947]

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, district d'Arthabaska

Arthabaska, à savoir: } JACK RAMSAY, cultivateur de la ville d'Arthabaska, demandeur; vs OSCAR FILTEAU, de la ville d'Arthabaska, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Un terrain ou emplacement situé du côté sud-ouest de la rue de la Cour, dans la ville d'Arthabaska, contenant soixante pieds de front sur cent quarante pieds de profondeur, le tout plus ou moins, connu et désigné au cadastre officiel du village d'Arthabaskaville sous le numéro cent soixante et un (161), prenant en front au nord-est à la rue, au sud-est à Willie Michaud, au sud-ouest au terrain ci-après décrit et au nord-ouest à la rue ou ruelle divisant ce terrain de celui de Gilles Verville, avec bâtisses dessus construites.

2. Un terrain connu et désigné au dit cadastre comme faisant partie du numéro cent cinquante et un (151), contenant cinquante pieds de largeur sur vingt-six pieds de profondeur, borné au nord-est au terrain ci-dessus décrit, au sud-est à Willie Michaud, au nord-ouest et au sud-ouest à Xavier Ratté, avec hangar;

3. Un petit morceau de terre nommé ruelle, connu et désigné au dit cadastre sous le numéro cent soixante et deux (162), qu'il y a entre l'emplacement de Gilles Verville, et celui qui est ici décrit en premier lieu, prenant d'un bout à la rue de la Cour et de l'autre bout à Xavier Ratté; avec réserve pour Albert Couture et ses successeurs du droit de vue et d'avoir des chassiss ou ouvertures du côté de la ruelle, et aussi du droit de passage à pieds ou en voiture et pour ses animaux, pour communiquer de la rue au terrain en arrière; avec réserve aussi pour Gilles Verville et Xavier Ratté et leurs successeurs du droit de passage qu'ils ont dans la ruelle, suivant les conditions du contrat; et avec les autres réserves contenues dans le contrat de vente au présent débiteur.

Pour être vendu au bureau du Shérif, au Palais de Justice à Arthabaska, comté d'Arthabaska, le TROISIÈME jour de SEPTEMBRE 1947, à DEUX heures de l'après-midi, (heure avancée).

Le Shérif,

Bureau du Shérif, MAURICE MAHEU.

Arthabaska, 29 juillet 1947.

19919-31-2-o

[Première insertion, 2 août 1947]

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, district of Arthabaska

Arthabaska, to wit: } JACK RAMSAY, farmer, No. 4974 of the town of Arthabaska, plaintiff; vs OSCAR FILTEAU, of the town of Arthabaska, defendant.

As belonging to the defendant:

1. A lot of land or emplacement situate on the southwest side of la Cour street, in the town of Arthabaska, measuring sixty feet in front by one hundred and forty feet in depth, the whole more or less, known and designated on the official cadastre for the village of Arthabaskaville as number one hundred and sixty-one (161), bounded in front on the northeast by the street, on the southeast by Willie Michaud, on the southwest by the lot of land hereinafter described and on the northwest by the street or lane dividing this lot of land from that of Gilles Verville, with buildings thereon erected.

2. A lot of land known and designated on the said cadastre as forming part of number one hundred and fifty one (151), measuring fifty feet in width by twenty-six feet in depth, bounded on the northeast by the lot of land above described on the southeast by Willie Michaud, on the northwest and southwest by Xavier Ratté, with a shed;

3. A small parcel of land known as a lane, known and designated on the said cadastre as number one hundred and sixty-two (162), which lies between the emplacement of Gilles Verville and that which is above firstly described, bounded at one end by de la Cour street and at the other end by Xavier Ratté; with reserve for Albert Couture and his successors of right of view and to have windows or openings on the side of the lane, and also right of way on foot and with vehicle and for his animals, to communicate from the street to the lot of land in rear; with reserve also for Gilles Verville and Xavier Ratté and their successors, of the right of way which they have in the lane, according to the conditions of the contract; and with the other reserves contained in the contract of sale to the present debtor.

To be sold, at the Office of the Sheriff in the Court House, at Arthabaska, county of Arthabaska, on the THIRD day of SEPTEMBER, 1947, at TWO o'clock in the afternoon (Day-light Saving Time).

MAURICE MAHEU,

Sheriff's Office,

Arthabaska, July 29, 1947.

Sheriff.

19919-31-2

[First insertion, August 2, 1947.]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure de Montréal

N° 94943 { **SAMUEL PARÉ**, contracteur, de la cité de Montréal, est demandeur, et dame **FABIOLA BOULANGER**, de Ormstown, comté de Châteauguay, district de Beauharnois, défenderesse.

Saisis comme appartenant à la défenderesse.

Re: lot 278 Saint-Malachie d'Ormstown.

"Ce certain lot, portion ou parcelle de terre, connu et désigné sous le N° deux cent soixante-dix-huit aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Malachie d'Ormstown, en ladite province de Québec, avec bâtisses sus-érigées.

Re: lot N° 62-2 Saint-Malachie d'Ormstown.

Une petite portion de terre sise au village d'Ormstown, dans le comté de Châteauguay, comprenant une partie de la subdivision deux du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Malachie d'Ormstown, comme étant le lot N° 62 (soixante-deux), contenant quatre-vingt-huit pieds de largeur, en front; deux cent seize pieds de largeur en arrière, par cent-deux pieds de profondeur, telle que bornée à l'ouest par une rue dénommée "Green Avenue", à l'est, par une partie dudit lot, propriété de Robert Cains, au nord, par une partie dudit lot appartenant à S. Cooper, et au sud, par la rivière Châteauguay, avec une résidence, un hangar, une grange et écurie dessus érigés; toutes les appartenances sus-érigées et y appartenant."

Re: lot N° 62-97 Saint-Malachie d'Ormstown.

"Un terrain situé au village d'Ormstown, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Malachie de (Châteauguay), comme étant la moitié du N° quatre-vingt-dix-sept, moitié sud-est de la subdivision du N° soixante-deux (62½ S.E. 97) mesurant, ladite sud-est, trente pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, et bornée, ladite moitié au front par une rue dénommée "Broadway Avenue", et connue sous le N° 62-94 de ladite subdivision, au nord-est en arrière, au sud-ouest par le N° 62-102, ou moitié sud-est, dudit numéro propriété de Samuel Cottingham, d'un côté au sud-est partie par le N° 62-98, à l'avant, propriété de dame Helps, et partie à l'arrière par le N° 62-100, propriété de John S. Rutheford, et, de l'autre côté, au nord-ouest, par la partie nord-ouest dudit lot N° 62-97, appartenant au Club de Boulingrin."

Pour être vendu (séparément) à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Malachie d'Ormstown, district de Beauharnois, **MERCREDI** le **TROISIÈME** jour du mois de **SEPTEMBRE**, à **DIX** heures de l'avant-midi, heure avancée.

Le Shérif,
P. H. REID.

Bureau du Shérif,
Salaberry de Valleyfield, ce 29ième jour de juillet 1947.
19930-31-2-o
[Première insertion, 2 août 1947]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court of Montreal

No. 94943 { **SAMUEL PARÉ**, contractor, of the city of Montreal, plaintiff; and dame **FABIOLA BOULANGER**, of Ormstown, county of Châteauguay, district of Beauharnois, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

Re: lot 278 Saint-Malachie d'Ormstown.

"That certain lot, piece or parcel of land known and designated as lot No. two hundred and seventy-eight on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Malachie d'Ormstown, in the said Province of Quebec, with the buildings thereon erected.

Re: lot No. 62-2 Saint-Malachie d'Ormstown.

A small parcel of land lying in the said village of Ormstown, in the county of Châteauguay, composed of part of subdivision two of that lot known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Malachie d'Ormstown, as lot No. 62 (sixty-two), containing eighty-eight feet, in width, in front; two hundred and sixteen feet in width in rear, by one hundred and two feet in depth, such as bounded to the West by a Street known as Green Avenue, to the East, by part of said lot owned by Robert Cains, to the North, by part of said lot belonging to S. Cooper, and to the South by the Châteauguay River, with a dwelling house, a wood-shed, a barn and a stable thereon erected; all appartenances thereon and thereto belonging."

Re: lot No. 62-97 Saint-Malachie d'Ormstown.

"A lot of land situate in the village of Ormstown, known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Malachie of (Châteauguay), as being the half of number ninety-seven, southeast half of the subdivision of number sixty-two (S.E. ½ 62-97) measuring, the said southeast half, thirty feet in width by ninety feet in depth, and bounded, the said half, in front by a street called "Broadway Avenue", and known as No. 62-94 of the said subdivision, on the northeast in rear, on the southwest by No. 62-102 or southeast half of said number, the property of Samuel Cottingham, on one side to the southeast partly by No. 62-98, in front, the property of Dame Helps, and partly by No. 62-100, in rear, the property of John S. Rutheford, and, on the other side, to the northwest, by the northwest part of said lot No. 62-97, belonging to the lawn-bowling Club (Club de Boulingrin)."

To be sold (separately) at the parochial church door of the parish of Saint-Malachie d'Ormstown, district of Beauharnois, on **WEDNESDAY**, the **THIRD** day of the month of **SEPTEMBER**, at **TEN** o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

P. H. REID,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Salaberry de Valleyfield, this 29th day of July, 1947.
19930-31-2-o
First insertion, August 2, 1947]

CHICOUTIMI

Fieri Facias
Cour Supérieure

District de Chicoutimi { **L'OFFICE DU CRÉ-**
N° 12,461 **DIT AGRICOLE**
DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant

CHICOUTIMI

Fieri Facias
Superior Court

District of Chicoutimi { **QUÉBEC FARM**
No. 12,461 **LOAN BOARD**, a
body politic and corporate having its head office

son siège social à Québec, demandeur; vs LORENZO CHAYER, fils de Joseph autrefois de St-Félix d'Otis, maintenant de Montréal, défendeur; et MAGGIE GIRARD, épouse contractuellement séparée de biens de Jos. Gauthier de St-Félix d'Otis, et le dit Jos. Gauthier tant pour assister que pour autoriser sa dite épouse, mis-en-cause.

Contre le défendeur:

Une terre formée des lots numéros trente-quatre et trente-cinq (34 et 35) du sixième rang, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton Otis, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Les lots ci-dessus décrits seront vendus en bloc conformément à l'ordonnance du Prothonotaire de la Cour Supérieure du district de Chicoutimi, en date du 20 août 1947.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Félix d'Otis, JEUDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1947, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 20 août 1947. 20039-34-2-o
[Première insertion, 23 août 1947]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Canada, { JOSEPH A. LAFO-
Province de Québec, REST, marchand
District de Kamouraska, { de Squatteck, vs
N° 16484 { OMERIL MORIN,
de Biencourt.

"Un lot de terre portant le numéro 51, rang 8 canton Biencourt, amélioration, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de la Nativité de Marie, Biencourt, Témis., MERCREDI, le (24) VINGT-QUATRIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, 1947, à QUATRE heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, HENRI MICHAUD.
Rivière-du-Loup, le 14 août 1947. 20024-34-2-o
[Première insertion, le 23 août 1947]

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Province de Québec, district de Roberval
Canada, { H. D. BRASSARD, mé-
Cour de Magistrat { H. decin, Roberval, de-
N° 10297 { mandeur, vs LUCIEN
OUELLET, St-Méthode, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Le lot de terre ou ferme connu et désigné au cadastre officiel sous le numéro neuf (9) Rang deux (2) canton Parent, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Méthode, comté Roberval, province de Québec, le MARDI, VINGT-TROIS SEPTEMBRE (23) mil neuf cent quarante-sept à DIX (10) heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ANTOINE TREMBLAY.
Palais de Justice,
Roberval, ce 18 août 1947. 20025-34-2-o
[Première insertion, 23 août 1947]

at Quebec, plaintiff; vs LORENZO CHAYER, son of Joseph, heretofore of St-Félix d'Otis, now of Montreal, defendant; and MAGGIE GIRARD, wife separate as to property by marriage contract of Jos. Gauthier, of St-Félix d'Otis; and the said Jos Gauthier both to assist and to authorize his said wife, mis-en-cause.

Against the defendant:

A farm composed of lots numbers thirty-four and thirty-five (34 and 35) of the sixth range, on the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Otis—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The above described lots will be sold "en bloc" pursuant to an order from the Prothonotary of the Superior Court for the district of Chicoutimi, dated August 20, 1947.

To be sold at the parochial church door of St-Félix d'Otis, on THURSDAY, the TWENTY-FIFTH day of the month of SEPTEMBER, 1947, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

RENÉ DELISLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, August 20, 1947. 20039-34-2
[First insertion, August 23, 1947]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada, { JOSEPH A. LAFO-
Province of Quebec, REST, merchant
District of Kamouraska, { of Squatteck; vs
No. 16484 { OMERIL MORIN,
of Biencourt.

"A lot of land bearing No. 51, range 8, township of Biencourt, improvements, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of the Nativité de Marie, Biencourt, Témis., on WEDNESDAY, the TWENTY-FOURTH (24) day of the month of SEPTEMBER, 1947, at FOUR o'clock in the afternoon.

HENRI MICHAUD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, August 14, 1947 20024-34-2
[First insertion, August 23, 1947]

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Province of Quebec, District of Roberval
Canada, { H. D. BRASSARD, phy-
Magistrate's Court, { H. sician, Rober-
No. 10297 { val, plaintiff; vs LUCIEN
OUELLET, St-Méthode, defendant.

As belonging to the defendant:

"The lot of land or farm known and designated on the official cadastre under number nine (9) of range two (2) of the township Parent, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of St-Méthode, county of Roberval, province of Quebec, on TUESDAY, the TWENTY-THIRD (23rd) day of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and forty-seven at TEN (10) o'clock in the forenoon.

ANTOINE TREMBLAY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Court House,
Roberval, August 18, 1947. 20025-34-2
[First insertion, August 23, 1947]

Fieri Facias de Terris

Province of Québec, district of Roberval,
Canada, {**OMER MATTE**, La Doré,
Cour Supérieure, demandeur, vs **NAPO-**
N° 11266 {**LÉON BOUTIN**, St-Métho-
de, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Le lot de terre ou ferme connu et désigné sous le numéro cinquante-un (51) du rang trois (3) du cadastre officiel pour le canton Parent, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Méthode, comté de Roberval, province de Québec, le **MARDI, VINGT-TROISIÈME** jour de **SEPTEMBRE**, (23 septembre) mil neuf cent quarante-sept à **ONZE** heures (XI) de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **ANTOINE TREMBLAY**.
Palais de Justice,
Roberval, ce 18 Août 1947. 20026-34-2-o
[Première insertion, 23 août 1947]

TERREBONNE

Cour de Magistrat de District à Ste Agathe des
Monts

Canada, {**ONIAS BOIVIN**,
Province de Québec {boulangier, de St-
District de Terrebonne {Faustin, district de Ter-
N° 9750 {rebonne, demandeur vs
Les Héritiers de feu Frédéric Sigoin, en son vivant
de St-Faustin, district de Terrebonne, de lieux
inconnus, défendeurs.

La moitié nord du lot de terre numéro deux (2) de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-huit (28) du rang six (6) du canton Wolfe, des plan et livre de renvoi officiels du dit canton Wolfe, avec maison dessus érigée.

Un lopin de terre faisant partie du lot de terre numéro Un de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-huit (28pt-1) du rang six du dit canton Wolfe, des même plan et livre de renvoi officiels du dit canton Wolfe, avec bâtisses y érigées, et contenant ce dit lopin de terre, cent pieds de largeur en front du nord au sud par cent quatre-vingt pieds de profondeur de l'est à l'ouest, et borné en front à l'est par le chemin public, du côté sud par le lot 28-2 et par partie du lot 28-1 appartenant à Albert Dufour, à l'ouest par partie du dit lot 28-1, appartenant à M. Dinelle, et au nord par partie du dit lot 28-1 appartenant à Onias Boivin.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise de St-Faustin, le 26 SEPTEMBRE 1947 à 2.30 de l'après-midi

Daté à St-Jérôme, Bureau du Shérif, le 19 août 1947.

Le Shérif,

20030-34-2-o **ALBERT FOURNELLE**.
[Première insertion, 23 août 1947]

Fieri Facias de Terris

Province of Quebec, District of Roberval
Canada, {**OMER MATTE**, La Doré,
Superior Court, plaintiff; vs **NAPO-**
No. 11266 {**LÉON BOUTIN**, St-Métho-
de, défendeur.

As belonging to the defendant:

"The lot of land or farm known and designated under number fifty-one (51) of range three (3) of the official cadastre for the township Parent, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of St-Méthode, county of Roberval, province of Quebec, on **TUESDAY**, the **TWENTY-THIRD** day of **SEPTEMBER** (September 23), one thousand nine hundred and forty-seven, at **ELEVEN** (XI) o'clock in the forenoon.

ANTOINE TREMBLAY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Court House,
Roberval, August 18, 1947. 20026-34-2
First insertion, August 23, 1947]

TERREBONNE

District Magistrate's Court for the district of
Terrebonne at Ste Agathe des Monts

Canada, {**ONIAS BOIVIN**, ba-
Province of Quebec {ker of St-Faustin
District of Terrebonne {district of Terrebonne
No. 9750 {plaintiff vs The Hairs
of late Frederic Sigoin in his lifetime of St Faustin
district of Terrebonne of parts unknown, defend-
ants.

The north half part of the lot of land number two (2) of the official subdivision of the original lot number twenty-eight (28) of the sixth range of Wolfe township on the Official plan and book of reference for said Wolfe township with a house and dependencies thereon erected.

A piece of land being part of the lot of land number one of the original official subdivision of lot number twenty-eight (pt 28-1) on the same official plan and book of reference of said Wolfe township with buildings thereon erected, and containing the said piece of land one hundred feet in width in front from north to south, by one hundred and eighty feet in depth from east to west and bounded in front on the east by the public road to the south side by the lot 28-2 and by part of lot 28-1 belonging to Albert Dufour, on the West by part of said lot 28-1 belonging to M. Dinelle and on the north by part of said lot 28-1 belonging to Onias Boivin.

To be sold at the Church door of St Faustin on SEPTEMBER the 26th 1947, at 2.30 in the afternoon.

St Jerome Sheriff's Office august 19th 1947.

20030-34-2-o **ALBERT FOURNELLE**,
[First insertion, August 23, 1947] Sheriff.

**Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 34**

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 34**

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Cloutier vs Arvisais.....	2135
Collard vs Tremblay	2135
Devost vs Rioux.....	2135
Latulipe vs Guimond.....	2135

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Cloutier vs Arvisais.....	2135
Collard vs Tremblay	2135
Devost vs Rioux.....	2135
Latulipe vs Guimond.....	2135

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

1352, section "C" — Industrie des vêtements pour hommes et garçons dans la province de Québec. 2136

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2101 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2101

AVIS DIVERS:

Budd Hat Employees Assn. (Formation) 2137
La Caisse Populaire de Saint-Jean-de-Matha de Montréal (Foundation) 2137
Mistassini, village de (Obtention de lettres patentes) 2136
Syndicat Coopératif Ste-Perpétue, L'Islet (Foundation) 2136
Syndicat des Travailleurs des Produits Chimiques de McMasterville (Formation) 2136

ORDER IN COUNCIL:

1352, part "C" — Men's and Boys' Clothing Industry in the Province of Quebec. 2136

MISCELLANEOUS NOTICES:

Budd Hat Employees Assn. (Formation) 2137
La Caisse Populaire de Saint-Jean-de-Matha de Montréal (Foundation) 2137
Mistassini, village of (Application for letters patent) 2136
Syndicat Coopératif Ste-Perpétue, L'Islet (Foundation) 2136
Syndicat des Travailleurs des Produits Chimiques de McMasterville (Formation) 2136

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

St-Charles-de-Mandeville, munic. de 2138
St-Gabriel-de-Brandon, paroisse de 2138

MUNICIPAL AFFAIRS:

St-Charles-de-Mandeville, munic. of 2138
St-Gabriel-de-Brandon, parish of 2138

AGRICULTURE:

Société coopérative agricole de conserves du Canton Stanbridge 2138

AGRICULTURE:

Société coopérative agricole de conserves du Canton Stanbridge 2138

TERRES ET FORÊTS:

Grand'Mère, cité de 2138

LANDS AND FORESTS:

Grand'Mère, city of 2138

TRAVAIL:

Arrêté en conseil N° 1310, section "C" — Industrie des vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec (Erratum) 2140
Comité conjoint des matériaux de construction (Modification) 2141
Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Montréal (Prélèvement) 2139
Le Syndicat des Métiers de la Construction de Rouyn-Noranda (Avis) 2141

LABOUR:

Order in Council No. 1310, part "C" — Men's and Boys' Clothing Industry in the Province of Quebec (Erratum) 2140
Building Materials Joint Committee (Amendment) 2141
Parity Committee of Barbers and Men's Hairdressers of Montreal (Levy) 2139
Le Syndicat des Métiers de la Construction de Rouyn-Noranda (Notice) 2141

TRÉSOR:

Assurances:

Capital Trust Corporation Limited 2135
La Mutuelle des Employés de la Compagnie Autobus et Taxis Limitée 2134
Rapport sommaire des états annuels des compagnies d'assurance 2123

TREASURY:

Insurance:

Capital Trust Corporation Limited 2135
La Mutuelle des Employés de la Compagnie Autobus et Taxis Limitée 2134
Summary Report of Annual Statements of Insurance Companies 2123

EXAMENS DU BARREAU:

Richelieu: étude du droit 2141

BAR EXAMINATIONS:

Richelieu: study of law 2141

LETTRES PATENTES:

A. Barrette & Cie Ltée — A. Barrette & Co. Ltd. 2102
Albert Marier Ltée. 2103
Allard Inc. 2103
Autobus Ile d'Orléans, Limitée 2104
Batège Mines Limited. 2104
Beaulieu & Fils, Ltée. 2105
Breton Limitée — (Breton Limited) 2105
Central Restaurant Limited. 2106
Chabot, Rouleau & Frère Inc. 2106
City Meat and Sausage Co. Ltd. 2106

LETTERS PATENT:

A. Barrette & Cie Ltée — A. Barrette & Co. Ltd. 2102
Albert Marier Ltée. 2103
Allard Inc. 2103
Autobus Ile d'Orléans, Limitée 2104
Batège Mines Limited. 2104
Beaulieu & Fils, Ltée. 2105
Breton Limitée — (Breton Limited) 2105
Central Restaurant Limited. 2106
Chabot, Rouleau & Frère Inc. 2106
City Meat and Sausage Co. Ltd. 2106

Club Mekinac Inc.	2107
Couvrette & Casoni Inc.	2107
Dauphin Inc.	2108
Glazers' Novelties Inc.	2108
Grand Seat Cover Inc.	2108
Hervé Ravary, Limitée.	2109
H. Gagnon, Ltée.	2109
Hodge & Parent Limitée.	2110
Hôpital Notre-Dame de Charny	2110
Houde-Laporte Inc.	2111
Hull Drive Yourself Limitée	2111
Huot & Frères Limitée.	2112
Ideal Body Limited.	2112
Industries Maisonneuve Limitée — Maisonneuve Industries Limited	2113
Kibco, Limited.	2113
Laboratoire du Perron du Canada, Limitée.	2113
L'Arena de Matane Limitée.	2114
Les Laboratoires Biologiques Voghel (Incorporée)	2114
Les Lainages Victor Ltée — Victor Woollen Products Ltd.	2115
Le Syndicat de Limoilou Inc.	2115
Longtin Textile Corporation.	2116
Manico Mining Company Limited	2117
Maple Leaf Ceramics Ltd.	2118
Marly Inc.	2118
Max Artistic Novelties Mfg. Inc.	2116
Meubles Vincelotte Limitée — Vincelotte Furniture Limited.	2117
Michel Ltd.	2119
Modern Footwear Co. Ltd.	2119
M & A Sheet Metal Works Ltd.	2119
Rest Well Slippers Limitée — Rest Well Slippers Limited.	2120
S. Lipson & Co.	2121
St. Lawrence Medical Supply Inc.	2121
The Nanette Floral Store Inc.	2122
Warwick Woollen Mills Co. Ltd. — Warwick Woollen Mills Co. Ltée.	2122
Xavier Neron & Fils Ltée.	2123

Club Mekinac Inc.	2107
Couvrette & Casoni Inc.	2107
Dauphin Inc.	2108
Glazers' Novelties Inc.	2108
Grand Seat Cover Inc.	2108
Hervé Ravary, Limitée.	2109
H. Gagnon, Ltée.	2109
Hodge & Parent Limitée.	2110
Hôpital Notre-Dame de Charny	2110
Houde-Laporte Inc.	2111
Hull Drive Yourself Limitée	2111
Huot & Frères Limitée.	2112
Ideal Body Limited	2112
Industries Maisonneuve Limitée — Maisonneuve Industries Limited	2113
Kibco, Limited.	2113
Laboratoire du Perron du Canada, Limitée.	2113
L'Arena de Matane Limitée.	2114
Les Laboratoires Biologiques Voghel (Incorporée)	2114
Les Lainages Victor Ltée — Victor Woollen Products Ltd.	2115
Le Syndicat de Limoilou Inc.	2115
Longtin Textile Corporation	2116
Manico Mining Company Limited	2117
Maple Leaf Ceramics Ltd.	2118
Marly Inc.	2118
Max Artistic Novelties Mfg. Inc.	2116
Meubles Vincelotte Limitée — Vincelotte Furniture Limited.	2117
Michel Ltd.	2119
Modern Footwear Co. Ltd.	2119
M & A Sheet Metal Works Ltd.	2119
Rest Well Slippers Limitée — Rest Well Slippers Limited.	2120
S. Lipson & Co.	2121
St. Lawrence Medical Supply Inc.	2121
The Nanette Floral Store Inc.	2122
Warwick Woollen Mills Co. Ltd. — Warwick Wollen Mills Co. Ltée.	2122
Xavier Neron & Fils Ltée.	2123

SIÈGES SOCIAUX:

Autobus Ile d'Orléans, Limitée	2142
Clauremiand Limitée.	2142
Chicoutimi Automobile Ltée	2142

SOUMISSIONS:

Lauzon, ville de	2143
Malartic, ville de	2145
Plage Laval, ville de	2142
Saint-Vincent-de-Paul, paroisse de	2144

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Pettinger, Dame Elsie Mabel.	2146
------------------------------	------

VENTES POUR TAXES:

Barkmere, ville de	2146
Hull, cité de	2147
Montréal-Ouest, ville de	2147

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Desjardins vs Fortin.	2149
-----------------------	------

ARTHABASKA:

Ramsay vs Filteau	2150
-------------------	------

BEAUHARNOIS:

Paré vs Boulanger.	2151
--------------------	------

HEAD OFFICES:

Autobus Ile d'Orléans, Limitée	2142
Clauremiand Limitée	2142
Chicoutimi Automobile Ltée	2142

TENDERS:

Lauzon, town of.	2143
Malartic, town of.	2145
Plage Laval, town of	2142
Saint-Vincent-de-Paul, parish of	2144

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Pettinger, Dame Elsie Mabel.	2146
------------------------------	------

SALES FOR TAXES:

Barkmere, town of.	2146
Hull, city of.	2147
Montreal-West, town of	2147

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Desjardins vs Fortin.	2149
-----------------------	------

ARTHABASKA:

Ramsay vs Filteau	2150
-------------------	------

BEAUHARNOIS:

Paré vs Boulanger	2151
-------------------	------

CHICOUTIMI:

L'Office du Crédit Agricole du Québec
vs Chayer..... 2151

CHICOUTIMI:

Quebec Farm Loan Board vs Chayer. . . 2151

KAMOURASKA:

Laforest vs Morin..... 2152

KAMOURASKA:

Laforest vs Morin..... 2152

ROBERVAL:

Brassard vs Ouellet 2152
Matte vs Boutin. 2153

ROBERVAL:

Brassard vs Ouellet 2152
Matte vs Boutin. 2153

TERREBONNE:

Boivin vs Héritiers Frédéric Sigoin. . . 2153

TERREBONNE:

Boivin vs Heirs of Frédéric Sigoin. . . . 2153

20041-o

20041-o